

Eugénie

L'IMPÉRATRICE

ET LE

QUATRE SEPTEMBRE

PAR

ÉDOUARD BOUSCATEL



PARIS
AMYOT, ÉDITEUR, 8, RUE DE LA PAIX

1872

L'IMPÉRATRICE

ET LE

QUATRE SEPTEMBRE

ÉDOUARD BOUSCATEL

L'IMPÉRATRICE

ET LE

QUATRE SEPTEMBRE



PARIS

AMYOT, ÉDITEUR, 8, RUE DE LA PAIX

1872

L'IMPÉRATRICE

ET LE

QUATRE SEPTEMBRE

I

Le jour où l'ex-préfet de police, M. Cresson, honnête républicain égaré parmi les.... gens de la Défense nationale, osera, dans l'intérêt de toutes les justifications, y compris la sienne, publier *in extenso* tout ce qu'il sait et n'a pu faire entrer dans le cadre de sa déposition relative au 18 mars, on ne conservera plus de doutes, si quelques robustes naïfs en nourrissaient encore, sur la moralité et la valeur du Gouvernement à qui la France doit cette date ignominieuse : le *Quatre Septembre !*

Éclaboussure abjecte de nos malheurs, le *Quatre Septembre,* en effet, demeurera le péché originel d'un régime dont rien de grand, services ou caractères, n'a lavé la souillure native, issu de nos défaites qu'il avait de longue main préparées et qu'il engendra comme la peste s'engendre de la putréfaction; accroché par un effort d'usurpation et de passe-passe insignes

au calendrier politique où il ne brillera pas d'autre reflet que de l'éclat honteux prêté par les baïonnettes étrangères à tout gouvernement qui en procède et s'y appuie, le *Quatre Septembre* marque ses auteurs d'infamie et d'opprobre l'histoire !

*
* *

Il s'est rencontré des gens, — *ces messieurs les Douze*, — ainsi que les appelait dédaigneusement l'homme dont ils se firent les complices, le comte de Bismarck, qui, ne trouvant dans nos désastres rien de mieux que d'en profiter pour dépecer la France, se ruèrent, comme font les bandits, sur le pays, qu'ils prirent aux jambes pour le tenir plus sûrement sous le genou des égorgeurs, le saignant à blanc, sinistres collaborateurs des Prussiens, véritables détrousseurs de pouvoir. Oui ! ces gens se sont jetés sur la France abattue comme des loups qui attendent la chute de l'homme pour *oser* l'attaquer ! Oui ! ils se sont précipités sur nos malheurs comme les chacals sur la putréfaction du cadavre ! La patrie n'étant point à leur gré assez atteinte, ils se sont montrés jaloux d'ajouter encore à ses maux, avec la honte en plus ! Leur puissance, ils l'ont ramassée dans notre sang. Ils avaient, dès longtemps, creusé l'abîme sous l'Empire en lui refusant des subsides, des armées et des défenseurs à la France. N'est-ce pas parmi eux qu'on avait traité, M. Thiers surtout, de *fantasmagorie, de chimères et de fables* les tableaux des forces de la Prusse, présen-

tés, étalés par un de nos plus patriotes ministres? Si bien que l'ennemi les aidant et eux aidant l'ennemi, l'Empire est tombé...

Eh bien! cette chute due à de tels moyens, cet attentat par surprise et avec la conspiration de l'étranger, ce... *coup du Commandeur,* n'attestent-ils pas précisément aux gens sensés, aux hommes de principes, d'ordre ce qu'il y avait de garantie, pour notre sécurité, dans la forme de ce gouvernement et dans la personalité de l'Empereur? Le *Quatre Septembre* fait par des gens tenus si bien en respect, l'Empereur debout, et qui a dû emprunter ses éléments de succès à la présence de l'ennemi et à l'absence du souverain, est un grand argument en faveur du principe d'autorité que représentait l'Empire, et dont l'expression la plus nette, la plus vigoureusement formulée résidait dans Napoléon III. Il est clair que tant que Napoléon III est là, *l'ordre, il en répond;* lui éloigné, au contraire, ce n'est plus que désordre et révolution! Les braillards mirmidons qui n'avaient point osé bouger pendant que l'Empereur distribuait les étrivières, secouent leur peur et s'introduisent dans des peaux... de lions dès que l'ombre du maître s'efface assez pour qu'ils se croient des foudres de guerre.

Donc l'Empire, c'était la représentation de l'ordre, du travail, de la fortune publique! Donc Napoléon III, sous le sceptre duquel on a eu tant de belles années, qui a procuré la richesse à tous ou le bien-être, Napoléon III faisait *vraiment trembler les méchants et rassurait les bons!*

c

La conclusion est que, *Croquemitaine* ou *Gendarme*, Napoléon III nous est nécessaire pour ramener et sauvegarder les sources de la propriété et du travail et écarter tous les malfaiteurs, même politiques...

*
* *

L'Empire renversé, et sa mémoire ayant été, Dieu sait avec quelle noirceur, salie aussi bien que ses intentions avaient été dénaturées, qu'ont fait les révolutionnaires? Tout... même une paix honteuse dont ils font endosser l'impopularité par d'autres...

Cette paix-là, — un véritable écueil et un échec, — non! ce n'était pas le fruit fatal et la conséquence absolue de Sedan... Si! le soir de l'armistice de Donchery, il y avait autre chose à signer que la cession de l'Alsace et de la Lorraine, avec cinq milliards d'impôt ruineux.

L'ennemi, étonné de ses succès, les aurait-il rendus à ce point insupportables, si, puissance essentiellement conservatrice, il ne s'était pas soudain trouvé en face de la révolution et de l'esprit révolutionnaire?

Mais quelle idée peuvent avoir... même des Prussiens, d'une nation qui profite d'un malheur militaire pour donner le coup de pied de la fable au lion abattu?

De plus, après Sedan, l'Europe monarchique, c'est une vérité aujourd'hui acquise, serait intervenue en faveur de la France monarchique : la République, au contraire, cette Méduse qui effare les royautés, nous aliéna ces royautés *et délia les souverains et leurs gouvernements d'engagements pris envers l'Empire.*

Effrayés de notre exubérance en toute chose, et de notre tendance à importer chez eux ce qui réussit le moins chez nous, c'est-à-dire nos stocks avariés, nos marchandises douteuses, les rois sont payés, depuis près de cent ans, pour regarder tous nos spécimens de républiques comme autant d'expressions de la peste des trônes et pour protéger dès lors leurs empires contre l'entrée de nos produits.

Chez nous même, la République n'a-t-elle pas toujours été comme... l'*émétique* de la France, qui n'en a jamais absorbé en ses jours de malaise que pour mieux vomir toutes les impuretés dont le corps social est infecté?

*
* *

Oui! au lendemain de Sedan la paix était possible; c'était même la seule issue pratique à notre situation malheureuse. L'Empire, qui avait contribué aux désastres, s'était imposé la mission d'en atténuer les effets : M. le général Fleury avait été chargé par lui, dès Reichshoffen, de sonder le Czar sur ses intentions et sur la mesure de ses bons offices auprès du vainqueur en notre faveur. La réponse à notre embassadeur à Saint-Pétersbourg, parvenue le 3 septembre à l'Impératrice-Régente, et, en seconde expédition, le 4, à M. Magne, représentait l'Empereur de Russie comme prêt à entamer des pourparlers avec la Prusse sur la base de « l'intégrité du territoire de l'Empire » Napoléon III lui-même, préoccupé dans sa captivité de re-

médier à nos malheurs par le seul moyen honorable et efficace d'en sortir, avait secrètement dépêché à l'Impératrice un serviteur dévoué, — l'un de ses valets de chambre, — afin qu'une mince personnalité inspirât moins de soupçons dans les lignes ennemies.

Les instructions dont ce messager fut porteur étaient: « Que l'on achevât à grand renfort de démonstrations « patriotiques les préparatifs de la défense de Paris; « que l'on décrétât des levées en masse et qu'on y pro- « cédât; que l'on formât une formidable armée sur la « Loire; que l'on donnât, en un mot, à l'ennemi le « spectacle d'un peuple plus soucieux de mourir que « de subir les conséquences de l'invasion; mais, en « même temps qu'on frapperait l'esprit du Roi par la « crainte d'une résistance désespérée, qu'on lui en- « voyât des plénipotentiaires pour traiter de la paix! »

N'est-il pas permis de supposer qu'à cette date deux provinces, qui tenaient tant à cœur à l'Empire, avaient d'autant plus chance de nous rester, que le czar s'engageait à peser plus généreusement de toutes ses sympathies pour nous sur les délibérations?

Habitants de l'Alsace, de la Lorraine, s'écrie l'auteur des *Causes de nos désastres,* Granier de Cassagnac, qui avez perdu la nationalité française; habitants des provinces envahies; vous tous qui avez vu détruire vos récoltes, incendier vos maisons, enlever vos troupeaux, outrager vos femmes, fusiller vos parents; habitants de départements rançonnés; populations honnêtes des campagnes et des petites villes, qui avez tant et si longtemps souffert au lendemain de

nos épreuves ébauchées à Reichshoffen, à Forbach et à Sedan; savez-vous à qui, en grande partie, vous êtes redevables de vos malheurs, de votre ruine?

A ceux qui ont désorganisé la force du pays et paralysé sa vie par l'attentat du *Quatre Septembre !*

II

Certains interprètes, jaloux de ne pas mettre le texte sacré des Écritures en désaccord avec les découvertes de la science, ont prétendu que les sept jours de la création représentaient des jours d'années, même de siècles.

La journée du *Quatre Septembre*, de même, doit remonter plus haut que le 4 septembre; et grossie de tous les événements qui s'y rattachent plus étroitement, ou qui en ont été en quelque sorte les origines, elle doit comprendre tout l'espace de Reichshoffen à Sedan...

*
* *

Comment la gauche, entourée de la faveur et de la popularité qui s'attachent à toutes les personnifications protestantes et bruyantes plutôt que patriotiques, avait-elle envisagé la guerre, et à quels mobiles avaient obéi ceux de ses membres qui la votèrent?

Comme tout parti révolutionnaire et conséquemment non patriotique, la gauche poursuivait dans la guerre, ainsi qu'elle fait et fera dans tout acte quelconque de

la vie de la France, des intérêts particuliers, bien autres, allez! que les grands intérêts généraux. Ce n'est pas l'amour du pays qui faisait battre son cœur, ni la gloire du drapeau qu'avaient en vue ses votes. Non! La guerre est déclarée? La gauche n'y souscrira qu'autant qu'un échec propre à renverser l'Empire pourra, du même coup, relever ses propres espérances. « Blâmé d'avoir voté pour la guerre, écrit M. de Kératry dans son livre du *Quatre Septembre* (qui n'est que le texte revu et épuré de sa déposition devant la Commission d'enquête parlementaire), *parce que* un succès pouvait réconforter l'Empire, je répondis que je mettais le pays au-dessus de l'Empire. »

Aveu sincère, mais terrible pour les amis politiques de M. de Kératry, qui eut, d'ailleurs, beaucoup de peine à se le faire pardonner; il avait d'une main si brusque démasqué la gauche!...

Elle se chargeait, de reste, de se faire voir à nu dans cette campagne où elle a pris parti... pour l'ennemi!

« L'Empire, disait alors Courbet à madame la duchesse Colonna, déjà consolidé par le plébiscite, fait la guerre à la Prusse, *une guerre sympathique : nous sommes perdus!* »

M. Ernest Picard, le 14 août, se frottait les mains en voyant voter la loi qui doublait les bataillons des gardes nationales : pensez-vous qu'il y crût à un élément de plus de résistance à l'ennemi?

Non pas! car il ne peut s'empêcher, dans sa misérable soif de pouvoir, de trahir les mobiles de son ambition par ce cri échappé du cœur et qui dévoile le

patriotisme républicain des politiques de son acabit : « Nous n'aurions jamais obtenu cela *sans les Prussiens !* »

Sans les Prussiens ! Accepte-t-on avec plus de cynisme la solidarité et la complicité avec l'ennemi ?

N'est-ce pas encore lui qui imprimera, quelques jours plus tard, dans l'*Électeur libre*, « la conquête de nos libertés vaut bien deux provinces. »

Pauvre Alsace ! Pauvre Lorraine !...
Eux d'abord, eux seuls ensuite !...

Mais le 7 janvier 1871, alors qu'il vient de contresigner, comme ministre de la *Défense naionale*, la capitulation de Paris, de quels crêpes voilera-t-il sa pensée, et quelle sera sa part dans le deuil universel ?

« Il avait toujours été opposé à la guerre, écrit-il à cette date, PARCE QUE *victorieuse elle prêtait à l'élu populaire*, retrempé dans un récent plébiscite et *dans une guerre nationale*, une force menaçante.

« Mais Reichshoffen fut pour nous, continue-t-il, *un trait de lumière. Désespérés avant l'ouverture de la campagne, nous conçûmes, aussitôt la défaite, l'attente d'une* MEILLEURE *destinée.*

« Il fallait, conclut-il, pour renverser l'impérialisme autre chose (quelque chose de *pire*) qu'*un* Reichshoffen et qu'*un* Forbach. »

— Parbleu !... Ce qu'il fallait de pire que nos désastres, c'était une honte, c'était le *Quatre Septembre !*

Chez un autre personnage, rangé sous le même drapeau, et qui, journaliste chlorotique, devait plus tard têter le sein de la Commune, quitte à la mordre en-

suite, voici comment la guerre faisait vibrer la corde du patriotisme :

« Enfin ! voilà la guerre, disait-il, sous forme de défi à un confrère ; *j'espère bien voir* Bismarck bombarder de Montmartre l'Empereur dans ses Tuileries. »

Et il se frottait les mains.

Ce bon et *brave* citoyen a pu *voir* ce qu'il avait souhaité, car il trouva pendant le siége un médecin assez complaisant pour lui délivrer un brevet... de longue vie, en certifiant qu'il était malade.

Oui ! il avait *mal au cœur !*

Le 3 septembre, vers trois heures, quelqu'un de la *presse*, — n'est-ce pas le même auxiliaire des Prussiens ? — frappant sur l'épaule à un camarade : « Rien n'y manque, *j'espère,* dit-il, l'armée et son chef, du même coup de filet ! » Ceux qui entendirent cette parole cyniquement cruelle ne pouvaient croire qu'elle fût sérieuse et qu'elle annonçât un désastre : quoi ! un malheur public si allégrement raconté ?

Mais en observant à fond l'oiseau de mauvais augure, on eut froid au cœur et l'on comprit à son regard louche et haineux qu'il avait réellement senti le cadavre et qu'il poussait son cri de joie...

*
* *

« Nous voilà dans le pétrin, » disait encore le 20 août, en termes familiers, un député, avocat des plus chauds autrefois de messeigneurs les princes d'Orléans, aujourd'hui désillusionné sur leur compte et

plus sûr de trouver les garanties du principe d'autorité chez l'homme de 1852 que... *partout ailleurs.*

— Eh bien! il n'y a pas à réfléchir, lui répondit un ami, chassons les Prussiens.

— Chasser les Prussiens! Qu'avons-nous besoin de cela? *Renversons d'abord l'Empire, nous... verrons après!*

*
* *

Un autre représentant du parti orléaniste, aujourd'hui vice-président de l'Assemblée nationale, ne devait-il pas, émule d'Ernest Picart, se montrer aussi sensible à nos malheurs que l'épais représentant de la démagogie, à cela près qu'au lieu d'élucubrer dans l'*Electeur libre*, M. Vitet dépose dans *la Revue des Deux-Mondes* des scories de pensées et de langage, que la gauche ne désavouerait point!

« Malgré les désastres sans nom que nous a valus « l'année 1870, écrivait M. Vitet dans la *Revue des* « *Deux-Mondes* du 1er janvier 1871, *puisqu'elle a ren-* « *versé l'Empire*, cette année n'a pas été tout à fait « stérile. *Nos malédictions doivent donc se mêler de* « *quelque gratitude*, et enfin, tout compte fait, *nous la* « *bénirons!* »

Voilà les sentiments du vice-président actuel de notre Assemblée nationale! Voilà l'explosion joyeuse des orléanistes, *bénissons* l'année *qui leur a donné* les Prussiens!...

C'est bien cela : faisons la guerre, perdons-y deux

provinces, pour être agréables... à M. Vitet et à son parti...

Ah! misérable esprit de jacobinisme (révolution ou orléanisme), qui met encore moins d'exécration au cœur pour l'ennemi de la patrie, que pour l'adversaire politique! Oui! qu'importe l'effondrement du pays, pourvu que le gouvernement rival y périsse!... Pour brûler le trône... où il ne sont pas assis, ils mettraient la France en fascines!...

* * *

En même temps que les têtes de partis conspiraient sur un sol secoué par le pas de l'envahisseur, la basse couche sociale fermentait, la démagogie conciliabulait, la révolution aiguisait ses griffes dans la boue et contre les pavés de Paris.

La Régente, à laquelle les ministres ne cessaient de crier : « prenez garde! » n'avait guère souci de leurs avertissements.

Aussi, au fur et à mesure que les corps de troupes étaient organisés, leur donnait-elle l'ordre de *rejoindre*, de « voler à la frontière. »

— Mais, Madame, il faut garder du monde à Paris; il est imprudent de dégarnir la capitale.

— Paris, répliquait, généreusement enthonsiaste et confiante, l'Impératrice qui mesurait les âmes à l'élévation de la sienne, Paris se gardera bien lui-même! *Pouvez-vous*, Messieurs, *faire l'injure à DES FRANÇAIS de les supposer plus mauvais... que les Prussiens?* »

*
* *

Lui-même, le cabinet du 2 janvier, avait bien vu accourir l'orage : son chef, Emile Ollivier n'avait pas vécu jadis dans l'intime milieu de la gauche pour ne pas connaître ce dont étaient capables ceux qui la composaient. Il avait pour eux, nous disait un de ses collaborateurs, le mépris « qu'ils méritent et à cause de leur manque de patriotisme *et à cause de leur lâcheté.* » — « Croyez-moi, ajoutait-il, Ollivier, *sorti* de leurs entrailles, savait, seul, combien il faut peu les craindre, beaucoup les mépriser et toujours les braver ! »

Emile Ollivier, pressentant donc qu'ils feraient, au premier détour de la route, *cause commune avec les Prussiens*, avait médité, — nous sommes en mesure de l'affirmer, — un coup d'état contre les gauchistes ; il avait songé à les arrêter et à les emprisonner ; dès lors, plus de Gambetta, de Jules Favre, de Jules Simon (1), de Kératry : le reste valait-il la peine d'être redouté?

(1) Jules Simon fut, le 4 septembre, nommé ministre de l'Instruction publique et *des Cultes*. Or, l'épouse a secondé le ministre des Cultes.

Un jour, pendant le siége, madame Jules Simon, au bras de Millière, se rend dans une école des sœurs du onzième arrondissement, dont le curé était l'abbé Chevojon. Durant son inspection, madame Jules Simon est abordée par une sœur qui se plaint du froid dont souffrent les enfants : on n'a pas de bois. — Alors madame Jules Simon, femme du ministre des *Cultes*, avisant le

Mais l'Impératrice, devenue plus constitutionnelle que son Cabinet, ne se prêta pas à ce beau projet, qui eût sauvé la France et la Dynastie...

Bien plus, rien ne s'opposa guère plus dès lors à ce qu'on minât le Cabinet du 2 janvier, qu'il paraissait pourtant logique et convenable de laisser l'endosseur de la guerre et de ses conséquences...

Le 9 août, après le conseil et en se rendant au Corps législatif, Emile Ollivier n'eût pas de peine, à certains indices d'accueil et marques d'égards de la majorité, à comprendre qu'il y avait déjà aux Tuileries une autre liste de ministres : il fut renversé et congédié à la fois. En effet, sa majorité de la veille le fit tomber... par ordre!

*
* *

D'un autre côté, soucieux des indications et des vœux de l'opinion, Emile Ollivier avait voulu *jauger* Trochu. Il le manda donc place Vendôme, où un journaliste militaire, M. Wachter, qui arrivait de Metz, put assister à l'entretien et juger l'homme.

Trochu se montra, à l'ordinaire, Cassandre et Prud'homme, il débita d'un ton sonore des oracles à la Mathieu Lænsberg, prédisant des tempêtes et des cataclysmes. « Entendez-vous le vent qui souffle?

Christ suspendu au mur, un splendide Christ en bois, admirable de ciselure, dit : « Vous n'avez pas de bois? Prenez ça! » Et elle fit décrocher le Christ, le fit scier devant elle et jeter dans le poêle...

s'écria-t-il, le bras tendu vers le ciel, il apporte la tempête ; il déracine tout, il emporte tout, *vous avec...* »

On n'entend pas volontiers ces choses là, fût-on de la force et du cuirassé du Cabinet du 2 janvier. Émile Ollivier se sépara vite du phraseur, il se priva et eut le bon esprit de priver, cette fois-là, le pays des services de Trochu.

Pourquoi le général comte de Palikao ne suivit-il pas cet exemple? Hélas ! c'est lui qui devait introduire le loup dans la bergerie !

III

Le 14 août, qui fut une grosse journée et qui donna, dans cette période révolutionnaire immédiate, le premier coup de sape au trône, aurait dû rendre l'Impératrice plus méfiante à l'endroit de messieurs les Républicains.

Dans l'ardeur de fièvre généreuse qui ne faisait battre nos pouls qu'au delà de la frontière, nous n'avons pas donné toutes ses proportions au mouvement du 14 août. Or, cette attaque perfidement combinée, froidement dirigée, n'était rien moins que l'essai du grand drame, le prologue du *Quatre Septembre* : à quoi a-t-il tenu que le *Quatre Septembre* n'ait pas eu lieu... le 14 août ?

*
* *

Donc, le 14 août, les Prussiens nous attaquaient si-



multanément — et à la même heure — à Borny et à Paris!

On a écrit, — à tort, — que l'affaire de la Villette n'avait été qu'une maigre tentative ayant pour objet l'enlèvement d'un poste de pompiers : erreur! C'est contre une caserne importante, contre une caserne contenant trois cents pompiers, tous armés de chassépots (bien qu'on áit attribué, entre parenthèse, à M. Thiers, l'initiative et le mérite de leur avoir donné cette arme), contre une caserne parfaitement défendue, une vraie place forte, qu'une troupe de près de trois cents émeutiers s'était portée en armes.

L'attaque faite à deux reprises le même jour (indice d'un plan médité et de la résolution bien arrêtée *de précipiter* la révolution), débuta, en effet, par l'enlèvement du poste qui commandait la caserne, et où Eudes, à bout portant, assassina le factionnaire. Mais, derrière ces hommes d'escarmouche, venaient de plus nombreux et de plus solides soldats : il s'agissait d'une vraie bataille, *d'une diversion* à faire aux Prussiens par des gens dont la possession de Paris et le changement de gouvernement devenaient l'enjeu!...

L'autorité ayant mis vivement le pied sur la mèche, la mine fut éventée.

La Préfecture de police, à qui le comte de Kératry reproche plus d'un complot de fantaisie (hélas! les *promesses* de complots de la police ne se sont que trop réalisées!...) aurait vraiment bien dû prévoir celui-là!...

Il avait été organisé par Blanqui, rentré à Paris en

dépit de la vigilance de M. Lagrange et des argus de M. Piétri, et chez lequel la police tomba... deux minutes trop tard!

On trouva le reste de son déjeuner... quelques reliefs de festin et le café, que but stoïquement un agent...

Car, si l'on a eu raison de dire des meneurs révolutionnaires qu'ils sont la tête d'un mouvement, rarement le bras, on peut hardiment ajouter « et l'estomac! »

Cependant, M. Léon Chevreau, frère du ministre de l'Intérieur, désireux de se rendre compte *de visu* de la portée du mouvement, s'était transporté à la Villette, où, de cinq à six heures, il faillit être victime de la seconde attaque blanquiste. Nombre d'agresseurs y furent capturés, notamment le lieutenant prussien Harth, et aussi des armes. Ces armes consistaient en longs poignards en fer brut d'un seul morceau. Terminés par une poignée en croix, ces poignards étaient munis de gros anneaux par lesquels on pouvait les suspendre à la ceinture; ils affectaient exactement la forme des longs et grossiers coutelas allemands, dont les voyageurs qui ont visité la Prusse ont pu voir les gens de la campagne armés, pour la plupart.

Étrange coïncidence! Fallait-il voir dans ce soulèvement préparé par *nos* républicains, la main de la Prusse, et dans les émeutiers, des auxiliaires de l'ennemi?

Pourquoi pas?... Cette présomption est d'autant

plus raisonnable qu'elle cadre mieux avec le *faire* des Prussiens, habiles en temps de guerre à ces sortes de... diversions contre leurs ennemis; et qu'au nombre des émeutiers se trouvait un Prussien, le lieutenant Harth, convaincu depuis d'espionnage et d'embauchage à l'intérieur.

Ce séïde de Bismarck, associé à l'œuvre de nos révolutionnaires, fut fusillé, le 28, à l'École Militaire. Il mourut, en criant : « Pour la Patrie! » en ennemi insolent, mais brave jusqu'à la crânerie!

Empressons-nous de mentionner, en passant, que le général Trochu devait protester contre cette exécution entachée, à ses yeux, d'illégalité.

* * *

De son côté, après ses soins donnés à la répression de l'émeute, le ministre de l'Intérieur s'était dirigé vers le Corps législatif, où il y avait séance.

Au moment de pénétrer dans la rotonde qui précède la salle des Pas-Perdus, il avait dû s'effacer, assez brusquement écarté par deux individus de mauvaise mine, de mauvaise tenue, tout en sueur, le visage enflammé, les vêtements poussiéreux, en désordre, qui s'étaient ouvert le passage en jetant à l'huissier *Paul*, dit le *capitaine*, ces mots : « *Jules Favre! tout de suite* » (*Paul* est un original *excellent*, qui porte une paire de lunettes... à la main, pour mieux y voir et qui a sali sa calotte à force de l'ôter, pas trop lui en vouloir).

Nos gaillards paraissaient avoir fourni une assez

longue course; leur sans façon en *sollicitant* la faveur d'être admis en présence du Jupiter de la gauche, avait excité l'attention, presque *l'éveil* du ministre, qui, intrigué par le jeu singulièrement excentrique du mandat impératif, car Jules Favre accourut sans retard, s'était jeté derrière le bloc que surmonte le groupe de *Laocoon,* d'où il put observer à son aise.

Jules Favre, sans hésiter, sans chercher, est allé vivement et droit à eux; le visage chargé de préoccupations interrogatives, il écoute, il questionne, reflétant dans sa physionomie toutes les transformations qui résultent visiblement de leur récit animé, saccadé et souligné de gestes expressifs...

L'entretien clos, et au moment où Jules Favre va rentrer dans la salle des séances, M. Henri Chevreau, le précédant par une issue de dégagement, se porte à sa rencontre, juste au moment où, plongé dans des méditations profondes, *le divin* Jules se heurte contre le ministre.

Brusquement Me Favre redresse la tête, prend une pose majestueuse et, enflant sa voix, il *théâtralise* son attitude, son parler, et dit : « Eh bien! monsieur le Ministre, cela va mal? Le sang a coulé!... »

— Vous le savez mieux que personne, répond rudement M. Chevreau, puisque vous aviez là des gens à vous...

Jules Favre, changeant alors de personnage, emprunte au masque tragique ses traits les plus abîmés par la douleur, aux larmoyeurs de Rome leur mélopée la plus traînante, et, se passant fièvreusement

la main sur un visage, qui devrait bien lui faire la politesse d'être humide des larmes que le comédien cherche à essuyer, il débite (voir le procès Jules Favre et Laluyé, Cour d'assises de la Seine, 6 septembre 1871), toutes les jérémiades dont le *héraut* du *Quatre Septembre* tient boutique...

Il protesta énergiquement en cette circonstance contre ces odieux attentats, ces misérables coups de mains qui « déshonorent un parti ; » et il supplia le Ministre de vouloir bien croire, *au moins*, que la gauche n'était pas solidaire de ces vils assassinats, etc., etc., etc... D'autres membres de la gauche s'étaient joints à lui pour faire les mêmes protestations.

*
* *

Cette comédie devait avoir son épilogue quinze jours plus tard dans le salon du Zodiaque, à l'Hôtel de Ville, où Stentor Arago, frère de celui qui se cache, *les jours où il faut se montrer*, derrière les piles de bois, et dans les caves, s'était momentanément assis dans le fauteuil des Rambuteau et des Haussmann.

Les *citoyens* Pelletan, Gambetta, Jules Ferry et Jules Favre étaient réunis.

Autre parenthèse : la République de grande flibuste du 4 septembre n'a pas manqué de *Jules*. A Rome, il n'y en eut qu'un (et quel Jules !) et Rome en eut bien vite assez. Paris n'a jamais eu l'esprit de Rome...

Gambetta, — si ce n'est lui, c'est son frère, — se tournant vers ses compères, s'écrie que le premier de-

voir de la République est de faire sortir de prison tous les *coreligionnaires.*

— C'est trop juste ! répond le chœur des Pandores.

Aussi, instantanément dans Paris tous les verrous grincèrent-ils ce jour-là derrière les cachots, et le *Quatre Septembre*... se compléta en *relâchant* tous ses... coréligionnaires !

Quelques instants après, on annonçait aux libérateurs l'arrivée d'un de leurs *coreligionnaires;* et, avec un empressement unanime et touchant, ouvrant leurs bras et leurs gilets à la reconnaissance, mouillée de larmes du libéré, ils embrassaient Eudes, l'assassin !!!

IV

Le Ministre de l'Intérieur et le Préfet de police avaient maintes fois appelé l'attention de la Régente sur les réunions de la rue de la Sourdière. La rue de la Sourdière, en effet, c'était l'État dans l'État, la place d'armes de l'émeute, le centre directorial de la Révolution en permanence, d'où les grands hommes du *Quatre Septembre* devaient sauter à la gorge de la France... La rue de la Sourdière était comme le vaste bocal où dégorgeaient les sangsues qui devaient, à courte échéance, épuiser le pays... Dans la nuit du 3, quelques imprudents ayant cru à un mouvement définitif, — le mouvement prémédité, annoncé, — s'étaient démasqués et avaient glissé dans l'oreille d'un député de la droite, qu'ils avaient pris, l'ayant toujours vu fourré avec les gens de la gauche, pour un des leurs :

« Nous sommes dix mille qui n'attendons que votre signal pour chambarder le Gouvernement. »

Riche de cet aveu (*habemus confitentem reum*) le député était vite allé prévenir... les gendarmes?... Non! M. Gambetta!...

La rue de la Sourdière était donc comme l'égouttoir de Belleville et de Montmartre; quiconque aspirait à *prendre* une place dans notre pays, livré alors à l'aventure et aux aventuriers, devait préalablement aller tremper ses bottes dans ce grand collecteur de la République!...

Or, ce dépotoire de toutes les immondices populaires, le hasard, pour qu'il fût réellement dans son milieu, l'avait placé bien plus près, qu'on ne croyait, du *Louvre* et du Corps législatif.

La rue de la Sourdière, qui tenait *une armée* à la disposition de la gauche, avait député des émissaires partout pour trouver un général. Le général Le Flô, plus tard ministre de M. Thiers, eut *l'honneur* d'être sondé à cet égard, ainsi que... d'autres!...

Le soin avec lequel cette institution *subversive* s'était formée, trahit toutes les menées auxquelles on s'y livra pour découvrir et pour enrégimenter le phénix des généraux qui consentirait à être placé dans l'histoire sur le piédestal où tant d'épaulettes improvisées, les *Eudes*, les *Duval*, les *Cluseret*, les *Dombrowski*, les *Rossel* et les *Bergeret* feraient à leur tour escalade!

C'est de longue haleine qu'on s'occupa de ce projet; c'est aussi avec préméditation que le *La Fayette* des journées du *Quatre Septembre* devait se laisser enrô-

ler sous la loque révoltante qui fut arborée au-dessus de ce Gouvernement de détrousseurs politiques...

Oui! le *Quatre Septembre* a réussi comme une pièce longtemps apprise; il s'est déroulé sûrement, sans accroc, comme le long texte d'un programme; on y a vu, par exemple, Trochu prendre la tête du mouvement, Trochu, à qui cependant, à cette heure, dut apparaître, flamboyant comme le *Mané, Thécel, Pharès,* de la Bible, son serment en trois points, de *Soldat*, de *Catholique* et de *Breton*...

Ah! Trochu n'a pas eu besoin des objurgations d'un prophète pour que ce souvenir — néfaste — bourrelât son âme de remords!...

*
* *

Comment admettre, — comment? — que ce général ait pu, héros de la foi jurée jusqu'à 2 heures 25 minutes, devenir tout à coup... ce qu'il a été à 2 heures 30? Quoi! Comme cela? Sans préméditation? Sans transition? Comme une girouette tournant au vent?

Comment admettre que, sur l'appel un peu réitéré, c'est vrai, et même *accentué* du général Lebreton, que le général Schmitz empêchait d'entrer sous prétexte que Trochu *travaillait*, comment admettre que Trochu soit monté à cheval dans le dessein d'aller protéger la Chambre; et que, sans aucune raison préexistante, il ait brusquement tourné bride... à gauche, quand tout l'appelait à droite, où étaient la Chambre et les

Tuileries? Ah! comment admettre qu'ait été instantanée, comme le coup de foudre, cette résolution *chez un tel homme*, d'aller à l'Hotel de Ville, où l'émeute donnait des places et des honneurs, plutôt qu'au Corps législatif, où il n'y avait que du danger à courir, à part les applaudissements de la conscience et la voix de la póstérité!!! Comment admettre cette *vision du déshonneur, ce chemin de Damas... du serment violé et de la trahison?*

Non! non! mille fois non!

Évidemment le chauve capitulard, tardivement fâché d'avoir voué son épée à l'Empire, et pressé de la purifier en la trempant dans l'émeute, avait eu avec la gauche des pourparlers antérieurs, pourparlers d'autant plus sûrs, plus confidentiels, que la bonhomie de la Régente et les fonctions éminentes du personnage devaient les abriter mieux!... L'Impératrice, en effet, couvrait de sa plus noble et de sa plus entière confiance les menées du général; elle a dit à M. Rouher : « Je comptais sur lui, car quelques jours auparavant il s'était présenté aux Tuileries et m'avait dit en tête à tête : Madame, si votre police est bien faite, vous devez savoir que j'ai des rapports avec les membres de l'opposition? Il est de mon devoir de connaître l'état de l'opinion, de tâter le pouls de l'opinion, mais *Votre Majesté ne doit nullement douter de mon dévouement*. Il lui appartient à un triple titre : « Je suis *soldat*, *catholique* et *breton*.»

Non! cela ne se pratique pas ainsi. Non! on ne se met pas en route, de son hôtel du Louvre, pour

aller défendre le trône aux Tuileries, en passant par la place de Grève...

Ah! là, du moins il y avait un piédestal...

Ici, au contraire, il n'y a plus qu'un pilori et qu'un gibet?

***

M. Jules Favre, au surplus, — qu'on s'en souvienne! — déclara solennellement un jour, qu'il avait vu le général Trochu dès le 21 août.

De son côté, le général devait attester qu'il n'avait point vu Jules Favre avant..... le 4 septembre!...

Mais écoutez, pour vous convaincre, écoutez M. le comte de Kératry (*le Quatre Septembre*, p. 14) :

« *Nous avions le droit de penser que nous rencontrerions, le 4 septembre, le général Trochu en route vers l'Hôtel de Ville, puisqu'une délégation de la gauche, composée de MM. Jules Simon, Ernest Picard et moi, s'était rendue, quelques jours auparavant, à sa résidence du ministère d'État; il était résulté clairement des explications échangées dans un très-long entretien que le général était acquis* » aux ennemis de l'Empereur et de la France, dès que les événements lui en fourniraient le prétexte.

Ainsi, deuxième entrevue entre Trochu et la gauche. Une troisième entrevue *aurait* même eu lieu rue d'Amsterdam, chez Jules Favre, entre celui-ci, Trochu, Jules Ferry, Kératry, Gambetta et... M. Thiers, comme cela semble résulter des documents que pos-

sédait évidemment M. le comte Daru, lorsqu'il posa cette question à M. le comte de Kératry (*le Quatre Septembre*, p. 28) :

« Vous avez eu une réunion dans laquelle vous « avez pris des résolutions, je crois que M. Thiers y a « assisté. »

M. de Kératry : « Je ne saurais rien dire de cette « réunion; je ne puis me rappeler *exactement* que « *celle* qui a eu lieu le 3 septembre au soir et la der- « nière qui a eu lieu... etc. »

Une autre fois déjà, Ernest Picard avait vu le général, et ce jour-là en compagnie de Jules Favre et de Jules Ferry... Une autre fois encore, huit jours environ avant le 4 septembre, Ernest Picard avait été vu chez le général Trochu : « Voyez, disait à ce sujet Me Lachaud, la plus fidèle des amitiés et le plus spirituel des orateurs, voyez M. Ernest Picard, — le charmant M. Ernest Picard, — un jour à l'Assemblée nationale, il disait : « Le général Trochu, je ne l'ai jamais vu, moi, avant le 4 septembre ! » Et M. le marquis d'Andelarre intervenant répliqua : « Ah ! ah ! cher collègue, prenez garde ! *je vous ai vu chez lui !* »

Et M. Picard qui est rarement embarrassé — on le sait — fit une pirouette et se fendit : « Puisque vous le savez, *je n'ai plus rien à cacher*. »

Vous voyez, Messieurs, s'écriait Me Grandperret, dans sa magnifique plaidoirie, avec quelle persistance M. le général Trochu déclare qu'il ne connaissait personne parmi ceux qui étaient réunis à l'Hôtel de Ville. Eh bien ! j'ai encore un nom que je pourrais citer :

c'est celui de M. Arago! Voici une lettre de l'officier qui commandait au Louvre :

« Vous avez encore bien raison de dire aussi : « Per-« sonne n'ignorait alors la confiance que l'extrême « gauche accordait au général Trochu (1). »

« M. Arago y était sans doute pour quelque chose; et lorsque ce général, dans son discours à l'Assemblée nationale, le 14 juin dernier, dit que, arrivé à l'Hôtel de Ville, il se trouva au milieu de ces hommes qu'il voyait pour la première fois, excepté M. Jules Favre, il oubliait certainement que M. Arago lui avait fait une

(1) Et que le général Trochu lui rendait, aurait-on pu ajouter ; car *le général laissa la gauche libre de donner des ordres à la garde nationale pour préparer et enlever* le mouvement du 4 septembre.

C'est ainsi que l'ancienne Chambre s'est entretenue d'une lettre connue de 40 députés au moins, et lue à fond par MM. le comte Le Hon et Goërg, notamment : cette lettre avait été adressée à M. Jules Simon par la mairie de Neuilly; le secrétaire de cette mairie y informait M. Jules Simon *que les compagnies de la garde nationale qu'il avait commandées, se trouveraient, le 4, à midi, sur la place de la Concorde, ainsi que M. Jules Simon l'avait indiqué.*

Plus tard, la Commission d'enquête, instruite de ce fait grave, et sachant d'ailleurs que ce secrétaire avait passé, depuis, en Algérie, *l'y fit régulièrement interroger, en vertu d'une commission rogatoire envoyée à M. le président du tribunal d'Alger*; et l'interrogatoire, parvenu à Versailles, et remis à la Commission d'enquête, confirme le susdit contenu de la lettre en question... Ainsi Jules Simon, l'intègre, prépara et amena la chute du Gouvernement régulier, devant l'ennemi! Que ne doit-on pas supposer des manœuvres des autres députés de la gauche? C'est encore Jules Simon qui, d'après la déposition de M. Piétri, encourageait, dans la nuit du 3, les groupes à se réunir, le lendemain, place de la Concorde, pour renverser le Gouvernement.

visite au Louvre entre neuf et dix heures du matin, le jour de son installation dans ce palais. J'étais dans le cabinet de service avec son chef d'état-major, lorsque M. Arago fut introduit par un huissier, en demandant à voir le général Trochu.

« Je n'apprécie pas le fait, je le constate.

« J'ai vu M. Arago : c'est une figure qu'on n'oublie pas. »

Cependant, continue M. Grandperret, à ce moment-là encore il y avait un grand rôle à jouer pour le général Trochu. Dans la soirée du 4, le Corps législatif se réunissait, et c'est dans cette réunion que M. Jules Favre vient jeter aux députés cette parole arrogante : « Vous êtes dissous. » *Je vous demande si M. Jules Favre aurait pu prononcer ces paroles s'il n'avait cru pouvoir compter sur l'assistance, la collaboration de M. le général Trochu?* M. le général Trochu vous a dit que lui seul pouvait rallier l'armée autour de la représentation nationale; et ce qui s'est passé dans cette soirée, c'est une seconde violation de l'Assemblée *par le Comité insurrectionnel, dans lequel*, termine M. Grandperret, *M. le général Trochu siégeait à côté de M. Rochefort.*

Et quel intérêt pouvait bien trouver à ces entretiens le Gouverneur de Paris qui n'avait, ce semble, rien à voir, sinon de trouble et de louche dans la conscience du futur vice-président de la Défense nationale; qui n'avait non plus rien à faire avec les autres membres de la gauche, si ce n'est de prendre leurs noms et leurs adresses, pour les arrêter tous en raison de trames visiblement ourdies dès Reichshoffen

contre l'Empire, trames bien autrement tissues et apparentes depuis l'offre à lui faite de partager le gâteau?

Veut-on une autre preuve de la complicité préméditée de Trochu avec les gens du *Quatre Septembre*? M. le comte de Kératry (on n'est jamais trahi que par les siens) la fournit, assez lumineuse, toujours dans son livre et sa déposition (*le Quatre Septembre*, p. 13).

« A cette heure critique (le 4 septembre, lors de « l'envahissement de la Chambre), le dénouement « était tout indiqué : j'engageai M. Jules Favre à « marcher sans retard sur l'Hotel de Ville, *certain que* « *j'étais que nous rencontrerions en route le général* « *Trochu* dont le concours était nécessaire et assuré. » Et page 14 : « *Nous rencontrâmes sur le quai des Tuile-* « *ries le général Trochu, à cheval, entouré de son état-* « *major*; il était évident qu'*il attendait là que les évé-* « *nements s'accentuassent pour prendre des résolutions* « *conformes.* »

Quel récit!... Ne dirait-on pas un extrait de la Passion nous montrant les allées et venues chez les grands-prêtres et chez les acteurs du drame divin de celui à qui devait profiter le crime?

Oui! oui! tout était *bien prémédité*; et la séance du 3 septembre à la Chambre ne l'avait-elle pas cyniquement manifesté? Et la France et le monde n'ont-ils pas eu là, sous les yeux, comme un fac-simile du traité de la vente de notre malheureux pays? N'a-t-on pas eu là comme l'énoncé des principales clauses de ce marché, qui livrait le pouvoir aux Douze Apôtres du *Quatre Septembre*, mais la patrie aux Prussiens?

Ecoutez! écoutez cet *appel à la révolte*, devant un banc de ministres fançais, devant une assemblée française, et du haut de la tribune des représentants de la France.

Que « tous les partis *s'effacent devant un nom représentant la France* (s'écrie Jules Favre), *représentant Paris; un nom militaire, le nom d'un homme qui vienne prendre en main la défense de la patrie! Ce nom, ce nom cher et aimé il doit être substitué à tout autre.* (Les fictions du parlementarisme pouvaient-elles autoriser un ministre de la Guerre à entendre de pareils appels à l'insurrection sans qu'il fût tenté d'empoigner le rebelle avec tous ceux dont ce rhéteur formulait au grand jour les propositions anti-constitutionnelles?) *Tous doivent s'effacer devant celui-là, ainsi que ce fantôme de gouvernement.* (*Ce fantôme*, c'était l'Empire! Et cela s'énonçait devant les ministres de l'Empire!)

Répétons-le avec certitude, un homme du rôle, du caractère, jusqu'alors honorables, et de l'impôrtance de Trochu, dont un parti fait si manifestement un drapeau de révolte, un tel homme a été, cela aveugle, cela brûle les yeux, pressenti à l'avance, il a été consentant; un tel homme, on sent que la conspiration en est maîtresse; on sent, si loin qu'ils aillent, qu'un tel homme ne désavouera jamais ses complices!...

Ah! la participation *préméditée* avec les gens du *Quatre Septembre* et leur... suite, le général Trochu ne s'en lavera jamais; il l'a si vite acceptée, qu'on croirait qu'il était allé au-devant! On ne répudie pas

si vite un passé d'honneur, pour s'associer si résolûment à un... *tel* avenir !

Encore une preuve. Le 5 septembre, dès le matin, M. Armand Lévy, maire du 17e arrondissement, sa démission toute prête, reçoit la visite de trois individus, porteurs d'un ordre d'arrestation signé Trochu. On jugera du degré d'abnégation avec lequel le général s'était plongé dans son nouveau rôle, quand on saura que les *fondés de pouvoir* qu'il avait *choisis pour opérer en son nom* étaient *Ranvier* (de la Commune), *Malardier* et *Eudes* l'assassin! Quels auxiliaires !...

*
* *

Ainsi, — comme on ne le voit que trop, — les pronostics et les avertissements n'ont point manqué aux ministres de la Régence... En s'inspirant de l'esprit d'initiative, dont il faut supposer doués des conseillers de la couronne, les nôtres n'auraient-ils pas dû parfois se départir de leur rôle d'obéissants serviteurs lorsque, patriotique... à la folie, la souveraine les pressait de dégarnir Paris pour envoyer tout le monde à la frontière? N'auraient-ils pas dû résister et s'affranchir de cette soumission au nom des multiples intérêts du pays, lorsque la gauche, qui avait bien quelque raison de désirer l'avoir sous la main, pour le confisquer en quelque sorte, infligeait au ministre de la Guerre, par de fréquentes et de fiévreuses interpellations sur les plus petits faits de campagne, l'humiliation d'être prêt, d'être à sa discrétion et d'accourir à ses moindres appels? Oui!

les hommes de la gauche avaient leur raison pour vouloir le tenir en laisse, ce lion muselé, qu'ils ne voyaient pas s'éloigner de la Chambre sans redouter qu'il n'allât prendre des mesures contre l'émeute, ou signer en bloc leur ordre d'écrou!... Oui! c'était une tactique que le flair du vieux général aurait dû éventer! Quoi? Il n'a pas vu le piége? Quoi! s'être astreint aux exigences de la gauche sans en avoir su soupçonner le mobile intéressé? La gauche s'était dit qu'autant qu'elle *occuperait* le ministre de la Guerre, celui-ci ne ruminerait rien pour contreminer les manœuvres révolutionnaires! Et il ne l'a pas devinée! Et il se rendait au moindre appel, gaspillant son temps, usant ses forces à des riens qui masquaient de si grosses entreprises?... Ah... ils auraient dû, nos ministres, éclairés par tant de lueurs déjà sinistres, prendre des mesures de précaution et de sûreté publique *contre* Paris! Ils auraient dû, dans leur prévoyance d'hommes d'Etat, roués aux ruses et aux coups de main des révolutionnaires, faire, à l'insu de l'Impératrice, des réserves de troupes pour assurer la tranquillité de Paris! Ils auraient dû, en un mot, se dédoubler de telle sorte que, l'heure de l'émeute venant à sonner (et qui ne devait s'attendre à ce fatal retentissement?), ils fussent à la fois en mesure de la comprimer, d'étouffer l'ennemi au dedans; et de rendre par la sécurité qu'ils auraient inspirée à nos soldats, à leurs chefs, plus efficace et comme plus résolue l'action de nos vaillantes armées au dehors!

V

Les trames criminelles ourdies autour de l'Empire, trop occupé sur les champs de bataille pour tenter de les trouer autrement qu'à coups de victoires, chacun, à Paris, s'en sentait enveloppé, étreint.

Le Cabinet du 9 août, laborieux, intelligent et formé de capacités réelles, n'avait pas trop de ses heures pour exécuter, la nuit, les mesures adoptées ou votées le jour.

M. Clément Duvernois, d'un esprit organisateur et d'une sûreté administrative pleine de prévoyance, apportait le plus grand zèle à l'approvisionnement de Paris, qu'il a ainsi, *et lui seul*, mis en état de soutenir un siége de quatre mois, et d'élever la lutte de la défense aux proportions de l'héroïsme.

M. le baron Jérôme David, lui aussi, a rendu un service signalé aux Parisiens : c'est à lui qu'ils durent de n'être bombardés que le jour où, épuisés par la famine et prêts à succomber à la faim, ils purent ajouter à tant d'autres mérites celui de céder à la violence et à l'incendie. En effet, ayant été informé que le roi de Prusse venait d'embarquer sur nos canaux ses plus formidables pièces d'artillerie de siége, dont le feu ne pouvait tarder de réduire la capitale, M. le baron Jérôme David fit briser les portes-écluses de tous les canaux français à la fois; de telle sorte que l'artillerie prussienne, échouée sur les bords de nos rivières, dut, à grands renforts de treuils et d'engins, être

repêchée, puis conduite à bras vers les points de chemins de fer où son embarquement n'eut lieu qu'avec les plus grandes difficultés et des retards considérables.

M. Jules Brame, dont le zèle se déploya à la tribune au conseil, sur les remparts, aidait efficacement à l'armement de Paris.

M. Granperret, trop solennel cette fois et en retard, hélas! de seize jours, rassemblait des éléments d'un projet consistant à dédoubler le Gouvernement pour envoyer à Tours MM. Jules Brame, Busson-Billault, le prince de la Tour d'Auvergne et Magne qui avec le concours des Chambres, eussent organisé et fait rayonner la défense sur tous les points du territoire (car même ce prétendu plan de Gambetta allant installer en double à Tours, puis à Bordeaux la défense nationale, appartient encore... à l'Empire!) De leur côté, l'Impératrice, qui ne voulait pas quitter Paris, « où, disait-elle, se « trouvait son véritable poste de combat, son banc de « quart, » le ministre de la Guerre, le ministre de l'Intérieur, M. Clément Duvernois, le baron Gérôme David et le Gouverneur de Paris seraient restés au milieu des Parisiens, défendant, dans la capitale, « les aigles surmontant le drapeau de la France. »

Le général comte de Palikao, ministre de la Guerre, toujours à la Chambre quand il aurait dû se tenir constamment au dehors, non assis, mais à cheval, non une plume, mais une épée à la main, le général comte de Palikao *défendait* le Gouvernement à la tribune, il le *défendait* dans son cabinet par l'organisa-

tion fiévreuse des armées (à 73 ans il ne s'accordait que trois heures de sommeil); il le *défendait* au Conseil contre les intempérances de langage du rhéteur Trochu, contre ses emphatiques sorties (à peu près les seules qu'il ait effectuées en grand) au sujet du *scandaleux* système impérial, des *scandaleux* gros traitement de l'Empire.

Le général-ministre de la Guerre défendait le Gouvernement partout... excepté sur la place publique, où il devait, la veille de l'attaque, prévoir qu'on allait descendre; où, le jour de l'attaque, il fallait de sa personne et entraînant les troupes, marcher contre l'ignoble insurrection stipendiée par les Prussiens, faire un mémorable exemple des meneurs qui, pressés de brusquer des événements pour la réussite desquels ils savaient bien pouvoir compter sur la collaboration de la rue, allaient sauter à la gorge du pays pendant que l'ennemi le tirait aux jambes. Voilà quel rôle actif s'imposait au ministre de la Guerre...

*
* *

Ah! quel salutaire effet n'aurait pas produit, au réveil, sur les masses, sur les rebelles mêmes, une douzaine de cadavres, ceux des chefs, étalés au pied de l'Hôtel de Ville, avec les noms des fusillés au-dessus, et la résolution partout placardée (affichée d'ailleurs par cet acte de vigueur), « de défendre « *ainsi* le Gouvernement de droit contre tout fauteur « de révolte! »

Les gouvernements provisoires (boutiques banales où se débitent à pleins comptoirs l'insurrection, *le plus saint des devoirs, le mépris de l'ordre public, l'attentat aux gouvernements réguliers*, comme moyens d'arriver à la réalisation du principe *ôte-toi de là que je m'y mette*), les gouvernements provisoires, depuis La Fayette, ce Trochu loyal, jusqu'au *faussaire* Jules Favre, ne trouvent chez nous tant de ressort et de chance que parce qu'ils ont en poche l'impunité, *le moindre* de leurs profits ! Oui ! la facilité avec laquelle s'y implantent les gouvernements provisoires ensemence un pays d'une graine éternellement féconde de révolutions. Le malheur des peuples exposés, comme nous, au jeu périodique des coups de mains est donc que pas un seul gouvernement provisoire n'ait encore *été fusillé* !

Or, l'extrême propension à usurper par violence impliquant l'extrême droit de supprimer ces dispositions par des moyens sûrs, *quoique* violents, le premier gouvernement provisoire que nous aurons *fusillé*... tuera les autres, et dégoûtera vraisemblablement nos avocats politiques de s'adonner, par esprit de corps autant que par tradition, à l'éclosion de ce produit révolutionnaire !...

*
* *

A côté du ministre de la Guerre, trop administrateur, pas assez général, se trouvait M. Henri Chevreau, ministre de l'Intérieur, dans les services duquel, pour se décharger d'un surcroît de responsabilités déjà assez

lourdes, M. de Palikao avait fait passer la garde mobile et son organisation. Celle-ci fut confiée à l'ex-préfet de l'Oise, frère du ministre, M. Léon Chevreau, qui s'y montra à la hauteur des impérieuses nécessités du moment : en effet, ce fonctionnaire, aussi prompt que résolu, avait équipé, à la date du 1er septembre, et mis à la disposition de la France 270,000 mobiles, dont 100,000, appelés par dépêches et en hâte de tous les points de l'Empire, entrèrent dans Paris, du 1er au 6, et grossirent heureusement le chiffre de ses défenseurs.

Quant à M. Henri Chevreau, son ministère de vingt-quatre jours le mit à même de développer une activité *dévorante* au service d'une cause si bravement soutenue au dehors, si désastreusement attaquée au dedans ! Pourquoi faut-il que son énergie, bien connue, *puisqu'en exigeant* son entrée dans le cabinet du 9 août, M. Magne ne fit que donner au yeux de l'Empereur un gage de plus de solidité au Gouvernement ; pourquoi faut-il que son énergie ait été liée, paralysée même à Paris, soit en raison de la multiplicité des devoirs à la fois et des préoccupations, soit plutôt grâce aux conditions de l'Etat de siége qui ôte tant d'initiative à l'élément civil au profit du pouvoir militaire ? Si cette raison est la vraie cause de l'impuissance, trop démontrée, du Cabinet du 9 août, elle peut, en une large mesure, dégager les autres ministres, sans exempter toutefois d'une excessive responsabilité M. de Palikao, élément militaire et chef véritable de l'état de siége.

*
* *

Des points noirs apparaissaient donc à l'horizon du ciel politique ; le groupe de ces hommes de vigueur et d'action, que l'Empire parlementaire avait imprudemment écartés, qu'on surnommait poliment *les autoritaires*, et plus familièrement, comme par dérision, *les gens à poigne,* le groupe de ces hommes-là, dont cependant l'accès aux affaires procura dix-huit années de tranquillité, de travail et de fortune au pays, s'était, malgré des froissements réels, rapproché du Gouvernement; et la perspicacité inconstestable, la sagacité, et la sûreté de flair de ces habiles non moins que fermes ex-fonctionnaires leur ayant sûrement démontré le péril, plus d'un d'entre eux tenta de mettre *sa poigne* au gouvernail.

Ainsi quinze jours durant, M. de Saint-Paul, sénateur, ex-directeur général au ministère de l'Intérieur, courut de ministère en ministère *sollicitant,* de vive voix et par lettres, une situation qui lui permît de rentrer dans l'administration militante, quelques jours seulement, le temps de jeter son expérience, son dévouement et son inflexible volonté de sauver l'Empire en travers du tourbillon des événements parisiens qui devaient l'emporter.

La préfecture de le Seine était vacante : il la demanda pour quinze jours! Par une autre combinaison, il en proposa l'échange à son ex-titulaire, M. Chevreau,

contre le sceptre ministériel, que l'ex-préfet n'avait pas accepté sans l'avoir trouvé bien lourd!... Cette dernière combinaison fut même l'objet d'une lettre assez vive et très-originale, dans laquelle le signataire essayait de démontrer à M. Chevreau que, fait pour la préfecture de la Seine, il y mourrait comblé d'ans et de gloire, *s'il y voulait retourner ;* tandis qu'il ne détiendrait pas assez de temps le ministère de l'Intérieur ni assez fermement pour y faire grand chose et y laisser un fructueux souvenir.

M. Chevreau est un galant homme qui sait lire entre les lignes, et qui n'y vit qu'un vif désir d'être utile chez un homme enclin... à présumer moins de ses forces que de celles de ses amis.

En résumé, M. de Saint-Paul revendiquait le poste le plus périlleux : « Nommez-moi préfet de police, colonel de gendarmerie... gendarme, n'importe quoi! Mais nommez-moi quelque chose, et *je me charge de vous débarrasser en quelques jours de tous les chefs d'émeutes, de toute la gauche et d'empêcher quiconque de nuire :* après quoi, je rendrai mes galons!... »

C'était tentant pour qui n'eût pas craint, en risquant l'expérience, de se signaler soi-même comme insuffisant: et les ministres, on le sait, sont, en général, très-suffisants! Sans compter qu'ils n'ont jamais posé pour des lâcheurs... de portefeuilles, voire les ministres républicains, dont plus d'un s'est fait souder, river le sien sous le bras!

C'est égal, le joli autographe qu'a M. Henri Chevreau!

*
* *

Des particuliers, animés d'un zèle égal, avaient fait preuve, eux aussi, d'un grand devouement. Ainsi Paul de Cassagnac, qui n'avance rien qu'il ne prouve, celui-là, et qui tient ce qu'il a promis et plus encore, avait demandé à l'Impératrice de lui donner cinquante gendarmes, se faisant fort de débarrasser l'Empire et le pays des odieux tribuns de la gauche, en allant lui-même leur mettre la main au collet!... Il y a vraiment des heures où le dévouemet irait jusqu'à... chausser des bottes de gendarmes.

VI

La journée du 14 août, si douloureusement commencée à Paris, s'y était achevée presque joyeusement sur un télégramme des plus rassurants de l'Empereur.

Napoléon III, rendant brièvement compte de l'affaire de Borny, avait ajouté dans un *post-scriptum*, dont le ministère, devenu circonspect depuis le lamentable quiproquo de Reichshoffen, s'étaient bien gardé de donner connaissance, « *ce sera une grande victoire.* »

Ce fut effectivement une glorieuse affaire, qui pouvait, qui devait devenir, comme l'avait prévu l'Empereur, une grande victoire, si Bazaine avait su ou voulu en tirer tout le parti que Borny contenait en germe; mais, malgré les pertes énormes des Prussiens, malgré la vaillance de nos soldats, animés de glorieux désir

de revendication, de vengeance; malgré le génie militaire de Ladmirault et la bravoure de Cissey, cette *demi-journée* qui fut l'ébauche de *Gravelotte* et de *Saint-Privat*, et que ces trois dates auraient dû compléter à notre profit, *cette demi-journée* ne donna aucun des résultats que l'Empereur avait espéré en voir tirer par Bazaine.

Car le maréchal Bazaine, « *tout en ayant fait savoir à l'extrême gauche, à Paris, qu'il entendait ne plus obéir à l'Empereur* (*le Quatre Septembre*, par le comte de Kératry, page 32); *tout en ayant fait faire visite au comte de Kératry par madame la maréchale avec mission de déclarer que la présence de l'Empereur compromettait les opérations militaires; qu'il n'en acceptait plus la responsabilité, qu'il désirait se retirer;* » le méréchal Bazaine qui déclarait, dès cette époque (dix-huit à vingt jours avant le *Quatre Septembre*), « *qu'il avait rompu avec le régime impérial,* » (*le Quatre Septembre* par le comte de Kératry, page 33); le maréchal Bazaine ne s'était point retiré, mais il avait, au contraire, été investi, dès le 10 août, du commandement général de l'armée du Rhin, et ce jour-là, sait-on à qui il fit part, tout d'abord, de son avénement, de son triomphe?... à l'ennemi de l'Empereur, à M. Thiers! l'Empereur n'avait donc pu *compromettre les opérations militaires;* bien loin de là! Napoléon III, avisé très-sûrement de la marche de l'ennemi, avait vivement *prié* Bazaine de presser son départ de Metz, *afin de profiter de trois à cinq jours d'avance sur les Prussiens*, qui, grâce à cette célérité, ne nous auraient guère rejoints que dans

l'Argone ou à Châlons; là, ils nous auraient trouvés réunis aux troupes de Mac-Mahon et engageant, pour protéger Paris, une partie au moins égale contre eux, partie victorieuse peut-être...

Mais Bazaine n'avait pas cru devoir obtempérer aux observations de l'Empereur; il avait perdu quatre jours, soit que la pluie le gênât un peu, soit qu'il attendît que les jonctions fussent complètes, soit pour d'autres raisons, qui ont toujours paru misérables, insuffisantes, mauvaises aux hommes du métier, mais qui furent sûrement pernicieuses.

La bataille, engagée le 14 avec notre arrière-garde par les Prussiens, auxquels du moins la pluie n'avait point fait peur, et qui, marchant quand même, avaient regagné leurs quatre jours de retard, accrut la perte de temps et ralentit d'autant notre marche sur Verdun, ce que se proposait l'ennemi : en effet, le nouveau général en chef s'autorisa de pertes en hommes et en munitions, quoiqu'*insignifiantes,* comme il s'était déjà autorisé d'incidents sans portée, pour séjourner à Metz, et, faute de faire accélérer le mouvement de marche, il se laissa barrer la route à Rezonville, où l'on perdit en escarmouches toute la nuit du 14, la journée du 15 et la nuit du 16 : système de harcèlements qui fatiguait considérablement nos hommes!...

*
* *

A peine en possession du commandement général de l'armée, Bazaine, et c'était son droit, s'empressa

de faire partir l'Empereur, qui, ayant accepté tous les sacrifices, avait résolu avec une grande abnégation, de laisser le maréchal libre de toute influence.

Chassé, le 15 au matin, de chez M. le colonel Hénocques, à Longueville, par les boulets prussiens, dirigés contre la maison qu'il habitait, Napoléon III et son fils était allés coucher près de Gravelotte, à la *ferme du Point du Jour*. Le 16, avant cinq heures du matin, Napoléon sortit avec le Prince Impérial, errant sur le plateau, sondant le pays, suivi, à distance, de son état-major. Il était grave, triste, abattu. Il alla s'asseoir sur un pan de mur éboulé, près d'un tertre d'où la vue était large; des paysans, des convoyeurs, des fournisseurs de vivres, des conducteurs de bœufs s'étaient groupés non loin de lui.

Quelqu'un, du nom de Zahm, se tenait le plus en avant de tous, dardant avec fixité son regard froid sur le souverain perdu dans sa contemplation : c'était un de ces courtisans de fortune, qui avaient, à l'arrivée à Metz, assourdi l'Empereur de vivat, et qui, le ciel s'assombrissant, venaient de tourner au républicanisme.

On était entre Châtel-Saint-Germain et l'extrémité de l'ancienne voie romaine, au point où elle aboutit et se perd à Rozerieulles : en face, des groupes de jolies fermes, protégées par les bois des Génivaux, au fond duquel veillaient les éclaireurs de Steinmetz.

— Quel est ce pays? demanda distraitement l'Empereur.

— Là bas, Sire, à deux kilomètres au-dessus de la ferme du Point du Jour, c'est Gravelotte, répondit

M. Zahm, à qui pourtant Napoléon ne s'était pas personnellement adressé.

— Mais où suis-je? reprit l'Empereur.

— Sire, vous êtes... à *Moscou;* derrière vous et dans ces épais taillis, *le Point du Jour; Leipsick* est à droite, *Chantereine* en face, *la Malmaison* plus loin, *la Folie* touche....

Et il ajouta durement et d'un ton qui soulignait ses intentions :

— Mais ici, vous êtes à *Moscou!*

L'Empereur, visiblement frappé par ces noms de fermes qui évoquaient, chacun, un souvenir si particulier de l'épopée impériale, se leva, remercia et rentra à la ferme du *Point du Jour,* où sa voiture l'attendait.

Quel hazard avait, par un rapprochement singulier, placé à cette heure Napoléon III au milieu d'un pays où tant de noms désagréables bruissaient à ses oreilles?

Oui! c'était bien vrai, derrière lui... et déjà caché, *le Point du Jour; Leipsick* tout près... *Chantereine,* qui rappelait un souvenir dynastique plein de promesses, touchant... *à la Folie!* Et là, là où il s'était assis, *Moscou!*

Moscou, d'où il allait partir brusquement, escorté par deux régiments de cavalerie qui le feraient échapper *à grand'peine* aux *uhlans,* encore un nom sinistre : *les uhlans!* aussi terribles pour la royauté de Napoléon III que l'avaient été pour celle de Napoléon Ier les uhlans-cosaques et les flammes de *l'autre Moscou!...*

Vers six heures, l'Empereur monta en voiture avec le Prince Impérial, le général Castelnau et le général

Pajol; avant de se séparer de l'armée, l'Empereur tint à lui donner le mot d'ordre de la journée, *Orléans — Oudinot;* Bazaine serra la main à Napoléon III, au Prince Impérial, qui partirent, pendant que le maréchal, rayonnant et libre, se dirigeait le cigare aux lèvres, sur Rezonville, maître désormais des destinées de la France et de la réalisation de ses vieux rêves d'ambition !...

*
* *

Le début de Bazaine devait être glorieux, encore que le maréchal, qui n'avait rien prévu ni préparé pour cela, n'ait dû son succès qu'à quelques généraux admirables et à des troupes... dignes d'un meilleure commandant !

La bataille de Rezonville est une des plus grandes du siècle : le prince Frédéric-Charles nous opposa sept corps d'armée, qui luttèrent, jusqu'à 9 heures du soir, contre trois des nôtres, tout au plus, et encore à partir de 3 à 4 heures. Mais cette brillante journée s'ouvrit comme toutes les autres...... *par une surprise.*

Le corps de cavalerie Forton, appuyé par les divisions du duc de Gramont-Lesparre et de Valabrègue, avait été chargé de surveiller l'ennemi, en se portant sur les hauteurs de Vionville, à deux kilomètres en avant du 2e corps.

Le capitaine Arnous de Rivière ayant assure au marquis de Forton qu'il venait d'éclairer les environs, à une lieue à la ronde, sans rien voir, le marquis s'était mis à table avec le général prince Murat : le déjeûner,

cependant, était à tout instant troublé par des maires, des vaguemestres, des paysans apportant la nouvelle *qu'il y avait du bruit sous bois, qu'on entendait des rumeurs innaccoutumées trahissant bien sûr quelque mouvement*, et *appelant l'attention sur l'approche de l'ennemi*.

Le brave colonel Duféron, du 4e chasseur à cheval, à qui des avis de quelque gravité étaient parvenus également, avait offert au général marquis de Forton de pousser une reconnaissance dans la campagne et à travers bois. A quoi bon? Le capitaine Arnous de Rivière n'avait-il pas déclaré *la route et les environs de Mars-la-Tour parfaitement libres? Il n'y avait pas l'ombre d'un Prussien en vue.*

A la dernière heure, pourtant, le colonel de Cols, chef d'état-major du général marquis de Forton, qui s'était enfin rendu à l'évidence, était allé porter de moins rassurantes nouvelles au 2e corps s'adressant par mégarde au général Bataille, qu'il avait pris pour le général Frossard.

M. Arnous de Rivière n'avait pas si bien vu que cela et la sécurité qu'il inspira devait coûter cher.

En ce moment, — et comme ponctuation aux renseignements peu rassurants apportés si tard par le colonel de Cols, — trois obus tombent et éclatent tout auprès, l'un au milieu du 8e de ligne, l'autre parmi les compagnies du 12e chasseurs à pied, et le troisième dans les marmites du 23e : il était neuf heures et demie.

Ce qui, — d'après le général marquis de Forton n'était rien, — c'était *seulement* quatre régiments d'artillerie, deux divisions d'infanterie, autant et plus de

cavalerie appuyant de formidables batteries prussiennes qui venaient, brusquement, de faire leur entrée par des envois de projectiles et des décharges au milieu de nos chevaux et de leurs cavaliers *à poil*, retour de l'abreuvoir ; au milieu des convoyeurs en marche sur Verdun, ou de nos soldats bien tranquillement en train d'enfoncer la cuillère dans les gamelles...

Une heure après, les divisions Bataille et Vergé n'avaient plus guère de cartouches ; Bataille, à qui l'on doit, ce jour-là, le salut de l'armée, luttait, comme Ney le fusil à la main, pour donner le temps à Bazaine de lancer ses troupes, et recevait une blessure presque mortelle dans l'aîne ; la valeur de Canrobert, de Ladmirault, de Le Bœuf, rétablissait enfin l'avantage que nous gardions jusqu'à la nuit, et si complétement, que les gorges de Gorze, où plongèrent deux batteries de canons et de mitrailleuses, devaient être, sur le soir, pour les Prussiens, une sorte de passage de la mer Rouge... retour des flots !

La journée de Rezonville vit des charges style *premier Empire* de notre cavalerie ; Bazaine faillit être enlevé par deux escadrons de hussards prussiens accourus ventre à terre sur une batterie de la garde et dont un officier chemina un instant côte à côte avec le maréchal, ne soupçonnant guère la bonne prise qu'il avait à sa portée ; il avait eu déjà son épaulette déchirée à Borny par une balle, enlevée même à moitié ; ici, un de ses neveux, lieutenant de chasseurs, M. Albert Bazaine protégeait de sa personne le maréchal contre l'ennemi, dans le dos duquel le jeune brillant officier

enfonça plus d'une fois son sabre. Nos pertes furent de 16,127 hommes, y compris 5,400 disparus; mais les pertes furent épouvantables pour le prince Frédéric-Charles, qui écrivait au roi, à Pont-à-Mousson, à deux heures de nuit, après avoir pu à ce moment seulement rassembler ses régiments décimés, effarés, épars, qu'en raison de pertes *très-sensibles*, *il avait dû se replier et reporter en arrière* de Mars-la-Tour son quartier général, à Gorze; il croyait pouvoir reprendre le combat *si l'ennemi n'avait pas profité de la nuit pour avancer vers la Meuse...*

Donc, ce mouvement était *possible*, il était *même indiqué*, puisque l'ennemi le prévoyait...

« *Dans le cas contraire*, il demandait des secours. »

*
* *

Le prince Frédéric-Charles, qui ne pèche pas pourtant par excès d'admiration ou d'estime pour les Français, avait trop bien jugé Bazaine, qui, maître du champ de victoire, au lieu de poursuivre, après quelque repos accordé aux troupes, sa marche sur Verdun devait, le lendemain, se replier, c'est-à-dire prendre, lui vainqueur, des positions en arrière...

Le 17 fut donc perdu pour nous, mais non pour l'ennemi, qui lança au secours des armées de Frédéric-Charles et de Steinmetz toutes les troupes allemandes, sous le commandement du roi et de Moltke...

Le 18, dès l'aube, nous fûmes attaqués (nos quatre corps d'armée à la fois et la Garde), par l'armée du prince Frédéric-Charles, celle de Steinmetz, celle du

prince royal de Saxe, celle du roi et une partie de celle du prince royal. Nous devions perdre 14,091 hommes y compris 6,300 disparus...

Bazaine, qui s'était plaint que la présence de l'Empereur compromît les résultats militaires, *s'abstint*, ce jour-là, jour entre tous décisif, *de paraître sur le champ de bataille*; il errait dans les jardins de Plappeville, cueillant des roses (il en offrit même une à un officier d'ordonnance dépêché par le maréchal Le Bœuf pour demander des instructions) ; un admirable mouvement de Ladmirault, mal compris, non indiqué à Canrobert ou mal soutenu par le 6e corps, dont le brave chef, le vaillant héros de Crimée tint pendant deux ou trois heures avec 30,000 hommes seulement contre 130,000 Prussiens, avec 60 canons contre 250 à 300 bouches à feu et ne céda qu'*enlevé* par ses aides de camp, et faute de munitions à sa portée...; un admirable mouvement de Ladmirault mal secondé, dis-je, entraîna, vers la fin de la journée, la déroute d'une armée qui, si son commandant en chef eût été présent, devait inévitablement jeter l'ennemi dans la rivière et dans les gorges qui l'entouraient comme autant de gouffres : c'est alors que le 6e corps se voyant découvert, se replia et livra la place à l'ennemi. Ce mouvement, au contraire, aurait déterminé la victoire en notre faveur, si Bazaine avait été là prêt à retenir le 6e corps et à le faire appuyer par la Garde qui ne *donna* même pas, à son grand désespoir; une panique *bête*, mais effroyable s'en suivit, et la déroute eût été complète, sans le maréchal Le Bœuf qui, par une puis-

sante diversion et son feu d'artillerie soutenu, terrible, sauva l'armée, lui permit de revenir à la charge et de *garder* ses positions de combat toute la nuit.

Le soir, lorsqu'il s'agit de recevoir de Bazaine l'indication des emplacements à occuper la nuit par nos troupes, les aides-de-camp ne purent parvenir à s'aboucher avec le maréchal qui, non content de n'avoir pas mis le pied sur le terrain, *reposait... dormait,* à poings fermés, et devait se réveiller. . bien portant et dispos, le lendemain, mais... *bloqué* à Metz, c'est-à-dire à la veille de capituler avec 175,000 hommes, et de livrer par la place forte de Metz, la France tout entière et Paris !

*
* *

Le lendemain de Rezonville, Bazaine avait télégraphié à Paris « qu'il était obligé de rentrer dans Metz pour se ravitailler en vivres et en munitions (1) ; qu'il n'avait trouvé à l'Arsenal que 800,000 cartouches bien qu'il y en eût 4,000,000 à la gare de Metz... *qu'on avait oubliées*. »

(1) Or, il résulte de chiffres *authentiques* ceci : le 14 août lorsqu'on sortit de Metz, on emportait 104,344 boulets de 4; 11,628 de 12; 55,836 coups de mitrailleuses; total : 171,808. De plus, chaque soldat avait à dépenser 140 cartouches par homme.

On se battit le 14 et le 16 (Gravelotte, avec *Solférino* où il ne fut tiré que 16,000 coups de canon, est la plus grande bataille du siècle), et pendant ces deux journées de combats homériques, on dépensa : 33,136 boulets de 4; 3,819 de 12; 6,731 coups de mitrailleuses, soit 43,686 coups de canon; et chaque soldat en moyenne dépensa 17 cartouches. Il restait donc le 18 au matin 128,122 coups de canon, plus 123 cartouches par homme, c'est-à-dire de quoi livrer assez de combats pour arriver à Paris !...

Voyez-vous 4,000,000 de cartouches *oubliées* en gare? Voyez-vous l'Intendance négligeant d'aviser le maréchal de l'arrivage d'un stock de 4,000,000 de cartouches? Voyez-vous un chef de gare, le chef de gare d'une Compagnie qui s'est montrée si admirable et si digne d'éloges, se laissant encombrer de 4,000,000 de cartouches, sans prévenir l'autorité militaire, dans ce Metz tout retentissant du bruit de la bataille, au milieu d'un mouvement militaire qui ne devait guère distraire l'esprit du chef de gare de toutes préoccupations autres que celles du service militaire : 4,000,000 de cartouches oubliées et, tout à coup, retrouvées le 19, *au lendemain* précisément d'une défaite et quand on n'en avait plus besoin!

*
* *

Ce fut la dernière dépêche de Bazaine reçue par la Régence : les Prussiens, maîtres de toutes les positions, coupèrent les fils télégraphiques, interceptèrent les communications, devenues fort difficiles, sinon impossibles, puisque le maréchal devait recevoir le 23 août une dépêche de l'Empereur et de Mac-Mahon, datée du 19.

Ce télégramme avait jeté la consternation dans le sein du Gouvernement, qui ne voyait plus qu'une chose, « Bazaine avec près de deux cent mille hommes, « soixante-six généraux, trois maréchaux, réduit à « mettre bas les armes, rendant leur liberté d'action à « trois cent mille Prussiens qui en profiteraient pour

« accourir renforcer l'armée allemande en marche « sur Paris ! »

*
* *

On a reproché au Gouvernement de la Régence d'avoir fait Sedan, grâce à la direction militaire qu'il imprima et aux ordres de bataille qu'il envoya de Paris à Mac Mahon.

Aujourd'hui que l'on a connaissance de la dépêche alarmante de Bazaine, il paraît vraisemblable d'admettre que c'est sous l'impression funeste, désespérée de ce télégramme, que le Gouvernement de Paris crut devoir tracer la marche sur Metz à l'armée de Châlons, et imposer à Mac-Mahon l'ordre de dégager Bazaine.

Croyons bien qu'autrement, libre des préoccupations nées du télégramme désolant de Bazaine, Paris, mauvais juge à si grande distance des opérations à conduire, se fût gardé de s'ingérer dans des plans de campagne qu'on ne pouvait, sans imprudence, arrêter, suivre ou modifier que sur le terrain même où l'on manœuvrait en présence de l'ennemi...

Reconnaissons, du reste, que jamais le langage télégraphique ne se prêta moins heureusement à l'interprétation de la pensée que pendant cette guerre ! *La rédaction* officielle des dépêches n'a pas été de nature à rassurer, à raffermir, à élever les âmes, que des mots impropres, des expressions malheureuses et des récits exagérés ont toujours plutôt terrifiées.

Ces dépêches ont constamment *trahi* quelqu'un ou quelque chose : à Metz, elles trahirent trop de prostration, de désarroi; ailleurs, dès le 4 septembre, sous le stylet de Gambetta et autres, tous plus ou moins (*moins que plus*) ferrés sur la géographie, elles ont *trahi* tout et tous, la vérité, la patrie, les hommes, les choses !

Certes, c'est dans la mauvaise, plus encore peut-être que dans la bonne fortune, que les gouvernements doivent la vérité à leur pays; mais une mâle franchise n'exclut pas les précautions oratoires quand on s'adresse aux masses; et il ne faut pas crier à tue-tête à une malheureuse mère : « votre enfant est mort, » à moins qu'on n'ait l'arrière-pensée d'envoyer l'infortunée rejoindre son cher défunt...

*
* *

Pourquoi ne pas l'avouer, quand le risque même de passer pour courtisan devient un honneur, depuis que la flatterie s'adresse au malheur et à l'exil ?

Une seule note franche et vaillante a été donnée, et cette note c'est par une femme; et cette femme, ce fut l'Impératrice ! Les proclamations de la Régente furent toutes comme l'élan d'un grand cœur; elles étaient chaudes, d'un accent viril, et l'on n'y sentit jamais que la vibration pure et ardente du patriotisme !

Pendant un mois, du reste, la Régente fut admirée de tous et admirable; sa grandeur d'âme, l'élévation de ses sentiments toujours pleins d'abnégation, toujours uniquement ramenés aux besoins de la patrie, son

entente des affaires, son intelligence des besoins, son éloquence, sa supériorité et son tact ont été à la hauteur de ses destinées et des heures sublimes que, pendant ce temps, la France a vécues !

*
* *

Le général Trochu notamment en sait quelque chose !

Le général Trochu avait su fatiguer tout le monde par l'ampleur de ses périodes, l'emphase doctorale de son langage et par l'étalage bruyant de sentiments prudhommesques qu'il *déclamait* sur un mode majeur plein de lyrisme.

Un exemple entre tant d'autres !

Un jour, le général, tout botté, poudreux, — un faux Louis XIV surprenant ses ministres, — entre au conseil et, de but en blanc, interrompant la gravité des débats, troublant des préoccupations qui ne pouvaient guère se rasséréner au contact de l'élément grotesque qu'il apportait, il s'écrie, s'adressant à l'Impératrice :

« Madame, je viens de visiter les gardes nationaux aux remparts : *je les ai préparés à la mort;* je leur ai parlé *des attitudes tragiques* que l'on doit *prendre devant le trépas* etc., etc. »

Depuis longtemps excédée, mais jusqu'alors maîtresse des ardeurs de son tempérament, l'Impératrice ne peut, à cette tirade, se contenir davantage, elle se lève... comme on bondit, et elle lui dit :

« Eh ! général, il s'agit bien de cela !... *Des attitudes*

« *tragiques?* Qu'est-ce que c'est que cela? Mais, géné-
« ral, on meurt comme on peut! On meurt comme on
« est! On meurt comme on doit... Qu'importe, dès que
« c'est pour le pays que l'on se fait tuer?... »

« — Madame, murmura un des ministres, M. Henri Chevreau, en se penchant vers la souveraine, il ne vous pardonnera jamais! »

VII

Quoi de plus poignant pour l'homme à l'abri sur le rivage, que de savoir sa famille, ses biens, les trésors de son cœur et de son coffre-fort en lutte contre les éléments en furie, là-bas au détour de cette baie où la tempête se déchaîne, et de ne pouvoir rien connaître des péripéties de ce drame caché dans lequel son existence tient à celles qui se débattent loin de lui et implorent son secours, son aide, accusant son indifférence peut-être et maudissant sa peureuse précaution!...

Qu'est-ce pourtant que ces angoisses d'un individu comparées aux anxiétés patriotiques d'une nation pour l'honneur, pour l'existence de laquelle lutte une armée faite de tant de fils chers et glorieux, et qui n'entend que le sourd retentissement du canon, sans savoir si chaque coup annonce un triomphe, une défaite, le salut ou la mort?...

Depuis le 18 août, presque point de nouvelles, ou

bien des nouvelles contradictoires : le silence mortel ou les suppositions décevantes; et l'on était au 1er septembre!...

L'*Officiel* n'était point bavard, en ce temps-là! et en vue de tirer des inductions mêmes du masque impassible de son inspirateur (le ministre de la Guerre), le Corps législatif abusait des appels à la tribune, des questions parfois oiseuses et fusillait d'interpellations l'infortuné général, qui, lui-même, savait si peu de chose, et souvent savait si mal les choses, qu'il lança, de la meilleure foi du monde, ce grand canard des carrières de Jaumont, un vrai canard... à la *Tatare!*

Assailli de bruits et de rumeurs plus fantaisistes les uns que les autres, le ministre était réduit à envoyer ses officiers d'ordonnance aux renseignements; tant mieux quand les sources était à peu près bonnes!

En l'absence de renseignements, la Chambre était donc fébrile, nerveuse; pour la satisfaire, les malintentionnés lui faisaient mâchonner des nouvelles par eux fabriquées d'après des aperçus, du reste, vraisemblables : ce qui fit que la plupart du temps ces *reporters* de la fantaisie furent, au demeurant, autant de véritables *Cassandres!...*

*
* *

Cependant le vendredi 2, vers onze heures, le directeur général ou ministère de l'Intérieur eut communication d'une dépêche privée, datée de Belgique, et qui

contenait déjà quelques détails, détails d'assez mauvais augure sur la bataille de Sedan.

Comme le conseil était assemblé, M. Léon Chevreau lui transmit copie de ce télégramme que le ministre de la Guerre, peu enclin à admettre la possibilité d'un désastre, commenta, en optimiste au contraire, et au gré des angoisses patriotiques de tous, c'est-à-dire dans le sens d'espérances, fragiles peut-être, mais au moins réconfortantes.

Sur la fin du conseil, réception d'autres télégrammes adressés par les préfets de départements voisins des lignes occupées par de Failly; ces télégrammes faisaient pressentir des échecs, peut-être un désastre...

Le général-ministre qui savait que le corps de troupes de de Failly, formant la gauche de l'armée de Mac-Mahon, n'était pas le plus résistant, essayait de rassurer le conseil en faisant ressortir *ex-professo* que l'effort de l'ennemi ne se porterait pas surtout de ce côté, et que là au contraire où l'action la plus sérieuse serait engagée, il y avait à compter avec des hommes solides, de premier ordre, comme Mac-Mahon, Ducrot, Vinoy, etc, etc.

— Dieu vous entende, général! concluait l'Impératrice; mais les contractions de son visage bouleversé disaient combien ses sentiments de chrétienne étaient insuffisants pour rassurer son patriotisme.

***

La journée se passa dans ces alternatives; seulement

comme les nouvelles de l'agence Havas paraissaient confirmer les appréhensions des préfets et celles apportées par les télégrammes privés (tous supprimés ou retenus à l'Intérieur, afin que leur contenu ne jetât pas la population dans quelque extrémité trop facile à prévoir), lorsque le conseil des ministres, le conseil privé, le Préfet de police et les deux présidents du Sénat et du Corps législatif arrivèrent, dans l'après-midi, aux Tuileries, déjà *la question de la paix* paraissait dominer toutes les autres dans l'esprit de la majorité des conseillers de la couronne ; et encore qu'il n'en ait pas été délibéré ce jour-là, on peut assurer que la paix était sur le tapis, d'où l'on pouvait s'attendre à la voir d'un instant à l'autre se dresser comme une manifestation du Gouvernement sous la parole d'un Rouher, d'un Latour d'Auvergne, d'un Chevreau, d'un Duvernois, d'un Persigny ou d'un Magne, tous d'avis de couper le mal à la racine et de sauver la France en arrêtant — *en suspendant* — une lutte qui paraissait devoir la précipiter à sa ruine.

C'était la première fois que cette pensée, « la paix, » se montrait en plein conseil dans les yeux, sur les visages, au bord des lèvres des ministres depuis qu'au lendemain de Reichshoffen on avait chargé notre ambassadeur à Saint-Pétersbourg, le général Fleury, de pressentir le Czar.

Mais la réponse favorable du général déterminait aujourd'hui les ministres et le conseil privé à poser nettement la *question de la paix;* il ne s'agissait plus que des meilleurs moyens à employer pour en faire ac-

cepter l'idée par la Nation, dont on redoutait de froisser les sentiments poussés à la résistance; en effet, cette manifestation des tendances pacifiques du conseil ne surexciterait-elle pas violemment les esprits? Et cependant était-il autre chose, pour des gens amis du pays et de ses intérêts, à quoi l'on pût s'arrêter en ce moment? *La paix*, la *nécessité de la paix* s'imposaient au patriotisme du Cabinet, au patriotisme de la Régente, au patriotisme de tous: la poursuite de la guerre ne pouvait être la pensée que des fous ou des mauvais citoyens!

VIII

Le 3, les préoccupations étaient plus violemment accusées, et dans les groupes existait une agitation de mauvais pronostic. Déjà l'on prétendait que nous avions été battus; on s'entretenait de récits désastreux parvenus par lettres aux députés de la Meuse et de la Moselle; indépendamment d'autres *nouvelles* tombées on ne sait d'où dans la circulation et propagées par la renommée; on avait reçu des dépêches prussiennes, qui attribuaient de sérieux avantages aux Allemands et qui à nous nous infligeaient de désastreuses défaites.

Le ministère de la place Beauveau pourtant ne savait rien, rien de précis. Mais nul n'y doutait de la mauvaise position de notre armée de secours: Mac-Mahon devait subir les tristes conséquences de sa complaisance à écouter à la fois les avis de l'entourage,

les ordres de Paris, sans tenir compte de ses seules inspirations et des conseils de la situation.

Les lenteurs de la marche, à partir de Reims, et *la fausse manœuvre contre laquelle Napoléon III éleva quelques observations, rejetées alors, appréciées depuis* dans l'enquête par les loyaux aveux du maréchal Mac-Mahon, ne devaient pas permettre à l'armée de Châlons de faire sa jonction avec celle de Metz.

* * *

Et, d'ailleurs, Bazaine songea-t-il sérieusement, loyalement à opérer cette jonction? fit-il ce qu'il fallait même pour *paraître s'y prêter?*

Le télégramme du 19 août, par lequel Mac-Mahon et Napoléon III l'informaient de leur marche sur Montmédy pour se porter à sa rencontre, *était arrivé* à Bazaine, *arrivé en temps utile*, le 23 août. Le messager, un agent-voyer, avait été vu dans Metz, où il avait fait tressaillir tout le monde en divulguant les nouvelles qu'il venait d'apporter.

Est-ce sous l'empire du cri de sa conscience réveillée par le télégramme du 19, que Bazaine prescrivit un mouvement pour le 26 août?

Quoi qu'il en soit, la nuit du 25 au 26, les Messins furent tirés du lit par des bruits insolites; tous se jetèrent à leurs fenêtres, et une grande joie envahit leurs cœurs, lorsqu'ils virent que l'armée française, à la faveur des ombres de la nuit, traversait Metz pour aller tenter d'en sortir et pour se mesurer avec l'ennemi.

« Ce malin de Bazaine! murmurait-on, il fait ses coups à la sourdine; il va leur tomber sur le dos à l'improviste; il sait bien ce qu'il fait; on murmurait contre son inaction; il a laissé dire : il avait son plan; comme nous étions injustes!... Ce malin de Bazaine, il va nous délivrer; le blocus est fini; ah! mes gaillards de Prussiens, vous allez voir : vous n'avez pas, vous, un Bazaine! »

Et *toute l'armée* française défila au milieu de ces observations, de ces amendes honorables.

*
* *

Au point du jour, la ville était dehors; on envahit l'*Esplanade* d'où, à l'aide de longues vues, on scrutait les horizons les plus étendus : partout nos soldats, soulevant de ces rumeurs uniques qu'on n'entend qu'en temps de guerre; partout des scintillements d'armes et de baïonnettes, pendant les éclaircies... car, ce jour-là, il pleuvait, il faisait soleil par intermittences : nous nous réjouissions, en voyant les emplacements enfin libres, vides, qu'avaient occupés les troupes au pied du Saint-Quentin, au flanc de Plappeville, au Banc Saint-Martin : plus rien que des débris d'os, des épaves de cantines, les dessins en relief des campements tracés nettement sur les terrains abandonnés, des morceaux de tentes-abris accrochés aux vignes; et, à travers les sentiers tout blancs, des chiens, des rats, familièrement faméliques et courant dévorer les restes de

4.

viandes laissés au départ : quant aux soldats, plus un seul en ville, que les blessés...

Ah! les Prussiens, qui ne s'attendaient guère à ce coup-là, auraient fort à faire : nous étions près de deux cent mille bien reposés, bien refaits et avides de revanches!... Comme on allait enlever leurs redoutes! Comme on allait, d'une seule étape, les rejeter bien loin en arrière, et donner la main à ce « *généreux Empereur!* à *ce brave Mac-Mahon,* » qui avaient pensé à nous et qui venaient nous délivrer.

*
* *

Le soir, à la tombée de la nuit... l'armée rentrait.... toute l'armée... et... pas victorieuse du tout!... On ne s'était même pas battu : que voulez-vous? Il avait plu!...

Les soldats frémissaient, prétendant qu'il n'avait pas fait meilleur temps pour les Prussiens! Les chefs étaient *indignés;* « *è finita la comedia,* » avait dit d'un ton gouailleur et en rongeant sa moustache, certain général qui donna l'ordre de la retraite. « Finie... la promenade militaire, » ajoutait un autre général qui disait lui aussi : « sacrebleu! est-ce qu'il ne pleuvait pas aussi bien pour les Prussiens que pour nous? »

Et pourtant quel moment plus propice! Le prince Frédéric-Charles, instruit de la marche des Allemands sur Mézières et Sedan, avait dû coopérer à ce mouvement et l'appuyer de la majeure partie de son armée,

qu'il avait portée sur la route de Verdun, dégarnissant ainsi la ville bloquée ; si bien que ce jour-là, où Bazaine eut peur... de l'eau, nous n'avions réellement en présence qu'une sorte de rideau de troupes destiné à masquer le dégarnissement des positions prussiennes et la disparition du gros de l'armée assiégeante. En poussant devant nous, nous tombions à revers sur le prince Frédéric-Charles, que nous culbutions et placions sous le feu de l'armée de Mac-Mahon, avec le concours duquel nous battions facilement le roi, faisant du désastre... la grande victoire de Sedan!

Bazaine a-t-il eu plus peur de recevoir de l'eau que d'ajouter par son concours à l'éclat d'un rival? Voulait-il se prêter à une jonction qui, tout en sauvant la France, rendait le nom de Mac-Mahon plus populaire encore et plaçait Bazaine sur le second plan?.. Or, s'il était glorieux pour un citoyen d'avoir sauvé la Patrie, il était bien désagréable pour un capitaine de partager cette gloire avec un autre! Sans compter que cela coupait court aux rêves ambitieux éclos jadis au Mexique, et qui renaissaient, dans des conditions pareilles, à Metz!

Or, la jalousie entre les généraux et la mesquinerie des rivalités ont fait, pendant la campagne 1870-1871, autant de mal — au moins — que leur impéritie...

La journée du 26 août constitue un gros corps de délit dans l'acte d'accusation contre Bazaine : mais quel malheur ce fut pour la France!

*
* *

Le 30 août seulement, donnant connaissance de la dépêche du 19, aux chefs de corps réunis à Grimont, sous le fort Saint-Julien, le maréchal Bazaine les consulta et ils décidérent (parbleu!) qu'ils fallait courir au secours de Mac-Mahon et de l'Empereur.

On recommença donc la promenade militaire le 31, mais cette fois, en plein jour, comme si l'on eût désiré que le Prussien en fût instruit... à temps!

Cette fois, Metz regarda passer l'armée, sans enthousiasme; Metz ne disait plus « ce malin de Bazaine! » Metz lui réservait déjà une épithète dure, fatale, qui a pesé sur Raguse et sa mémoire, et que Metz devait exhumer du vocabulaire coloré des peuples sacrifiés, des nations non sauvées, des pays qui se prétendent vendus, livrés!

L'armée était en partie rassemblée sous le fort Saint-Julien à neuf heures et demie dix heures du matin, en face de la route qu'on avait décidé de se frayer; *et l'attaque ne commença qu'à quatre heures*! Il est vrai qu'à partir de midi, tous les forts tonnèrent, comme pour prévenir l'ennemi de notre marche. Il en fut, d'ailleurs, ainsi toutes les fois qu'on tenta à Metz quelque chose contre les Prussiens : on les réveillait trois heures à l'avance à coups de canon : « C'est l'ordre! » disait un colonel du génie, célèbre par sa valeur et son franc parler; « on dirait que c'est... convenu! » ajoutait-il.

En dépit de ces conditions défavorables, de quatre heu-

res à onze heures et demie du soir, les quelques troupes (3e corps, 6e et des détachements du 2e et du 4e) qui furent engagées, sous le commandement du maréchal Lebœuf, enlevèrent toutes les positions *à la baïonnette*, seule fois durant cette campagne où la charge ayant été sonnée à sept heures par ordre du maréchal Lebœuf, il fut donné à nos soldats d'aborder l'ennemi *à la fourchette* et de fournir aux Prussiens la preuve cuisante de notre supériorité... de la leur fournir dans le dos!

Nous avions enlevé Servigny, que domine, à 2,000 mètres, Sainte-Barbe, d'où il s'agissait ce soir-là de déloger l'ennemi... pour passer!

Non! on fit sonner la retraite, au moment où l'armée, stimulée, échauffée, entraînée, aurait conquis le monde! alors que les Prussiens affolés, *suppliants*, abordés la plupart du temps... *à genoux*, auraient ployé bagage, subi la panique la plus effroyable et *rejoint à la course* toute l'armée de Frédéric-Charles, ce jour-là encore sur la route de Verdun, à huit heures de chemin du champ de bataille...

Bazaine s'en fut tranquillement et sans donner d'ordres pour le lendemain, dans son bon lit du château de Grimont; Lebœuf et Changarnier couchèrent dans une méchante auberge de Lauvallier; quant à Canrobert, il couchait avec ses troupes au village de Failly, sur un des contre-forts du plateau de Sainte-Barbe, qu'avec un coup de clairon de plus elles auraient couronné victorieusement!..

Le succès aurait été, *avant minuit*, complet si, au lieu d'aller souper et se coucher, sans se préoccuper d'ordres

à donner, de surveillance à exercer, laissant nos troupes *s'arranger à leur guise*, dépourvues de commandement, campant là où le succès les avait trouvées, on leur avait au contraire donné l'ordre de continuer leur ascension victorieuse, *irrésistible*, appuyées par la Garde qui n'avait pas remué, par les réserves, et par deux fois plus de monde qu'il n'en avait fallu pour atteindre un si important résultat!

*
* *

Toute la nuit, l'ennemi qui avait envoyé prévenir Frédéric-Charles, reçut des renforts; l'aube le vit se jeter sur nous, mitrailler nos troupes, qui, n'ayant pas d'ordres, se bornaient *à tenir* et qui furent d'autant mieux décimées.

Vers 10 heures, on les vit se replier en combattant en bon ordre, recevant des obus par centaines *sans le moindre trouble*, *applaudies* par la Garde, indignée de son immobilité, aussi bien du reste que le 2e corps et le 4e, qui n'avaient presque pas donné, aussi bien qu'environ 60,000 hommes, sous la main, qui n'avaient *pas donné du tout*, et qui, par un mouvement tournant sur *Sainte-Barbe* auraient pris l'ennemi à revers et l'auraient rejeté dans la Moselle vers Malroy et à Argancy.

Après cinq heures *d'un feu écrasant*, nous nous étions donc repliés : Bazaine, qu'on venait enfin de voir apparaître, apprenant la retraite du 3e corps, qui avait tenu le dernier (son commandant en chef, le maréchal Lebœuf était constamment à cheval et en grande

tenue, à l'*auberge de l'Amitié*, soit à 400 mètres en avant des premières lignes, où il montra un sang-froid... qui a coûté cher à son état-major), Bazaine *regretta* ce mouvement, « c'est dommage, j'allais envoyer la brigade des voltigeurs de la garde ! »

Une brigade... pour tenir tête à 60,000 Prussiens.

Et quand on demanda qui avait donné l'ordre de retraite, les chefs de corps, se regardant, purent dire avec raison : « Personne ! »

Et chacun d'ajouter : « Nous nous sommes retirés parce que nous avons vu les autres se retirer ! »

Plus tard, on s'est interrogé sur l'objet de cette *bataille de Noisseville*, qui dura deux jours et nous coûta 2,000 hommes, et l'on a été obligé de s'avouer, a écrit le général Deligny : « que le maréchal n'eut point sérieusement l'intention de rompre la ligne d'investissement de l'ennemi ».

L'armée en rentrant à Metz, *d'où elle ne devait plus tenter de s'éloigner*, murmurait ; et les soldats, qui avaient vu la trouée si facile, disaient tout haut : « C'était bien la peine de se faire casser la gueule ! »

*
* *

Autrement, le 1er septembre, après avoir franchi les lignes ennemies, nous marchions par Brieye, Thionville et Conflans sur Verdun ; nous arrivions, après avoir battu le prince Frédéric-Charles pris entre deux feux, le 2, à Sedan, dans la nuit du 3, au plus tard, et

200,000 hommes victorieux auraient bien changé la face des choses. Evidemment Bazaine, là encore, ne voulut pas seconder Mac-Mahon.

*
*

Quoi qu'il en soit, dans la journée du 3, à Paris, aux mauvaises nouvelles de source prussienne s'en ajoutèrent de sources belges et anglaises qui n'étaient pas meilleures, bien loin de là...

La Chambre s'était réunie à 2 heures; quelques députés, mieux intentionnés qu'inspirés, jetaient dans les esprits de mauvais levains en exprimant l'idée que la Régente se démît *d'un peu de sa direction*: Quoi! se démettre? se diminuer? ne s'agissait-il pas plutôt de fortifier le pouvoir royal par le groupement autour de lui de toutes les ressources du pays représenté par les députés *de toutes nuances?* L'amputation qu'on proposait de pratiquer sur la Régence était un attentat au principe même de cette autorité qu'il fallait plus homogène, plus une, plus indiscutable que jamais. Et, d'ailleurs, ce déplacement d'autorité, cette répartition de ses prérogatives entre plusieurs, c'est-à-dire l'amoindrissement, et conséquemment, l'avilissement du pouvoir, cela procurait-il le salut? Non! — Ah! C'est alors que l'union était réellement la force : la probité politique, qui conseillait l'abjuration au moins provisoire de tout grief et le renoncement à toute dissidence, prêchait bien plutôt le rapprochement étroit autour de la Régence et *la résolution virile.*

Pourquoi ces discussions bizantines, qui ouvraient mille fissures dans l'édifice par où devaient passer les ambitions, promptes à profiter de tout, principalement des malheurs !

Non ! au lieu de cette *union*, de cette *résolution*, qu'on devait provoquer, on alla au-devant des principes débilitants, des dissolvants, en parlant *d'effet moral, plus fort que nous*, de *courants*, *auxquels il était impossible de résister !* Et qui disait cela ? Un, deux, tous les ministres... pour n'en nommer aucun.

Impossible ! mais il eût fallu au moins essayer d'abord, dût-on y périr !

Ne suffit-il pas, la plupart du temps, aux heures de crises révolutionnaires, de faire *étalage* d'énergie et de virilité pour avoir raison de la turbulence et pour imposer, pour faire peur aux remuants, qui n'exploitent que *trop les courants auxquels on ne peut résister*, qui comptent bien sur l'*effet moral* pour paralyser l'autorité ?

Lorsque l'on a contre soi des gens *prompts aux coups de force*, on doit se dire que ceux-là ne sont si résolus que parce qu'ils ne comptent point se trouver en face... de plus résolus qu'eux. Aux époques troublées, où les *risquons tout* ne peuvent réussir qu'en escomptant la couardise chez leurs adversaires, il s'agit bien de la pratique, à cette heure exceptionnelle, des lois ordinaires ; il s'agit bien de la pratique des moyens légaux, réguliers ! On n'est pas homme du pouvoir, on n'est pas digne représentant du droit et de l'autorité, on n'est pas au niveau des événements, enfin, si l'on

n'apporte, ces jours-là, comme moyen de résistance, que le droit, la loi, la méthode, la *force morale,* comme disait Trochu, tous moyens très-bons en temps ordinaires : Mais allez donc jeter un morceau de sucre à un chien qui bave la rage !

Non ! à ces heures-là, le succès est pour les coups de résolution, et les actes de folie sont bien des fois des inspirations de génie !

La foule se rue? jetez-vous dans la foule ! Un seul mot d'ordre : *De l'action ! encore de l'action ! toujours de l'action !*

Le cabinet de la Régence, au contraire, apportait, comme moyen de résistance à l'émeute, des combinaisons politiques, des supputations hypothétiques, des calculs de mathématique : « Qu'avait-on à opposer « à l'émeute ? Avait-on assez de troupes ? Ne tourne- « raient-elles pas ? *L'effet moral* n'était-il pas irrésis- « tible ? N'était-il pas presque *impossible de résister au « grand courant* du mécontentement ? » Si, au lieu de raisonner, le général Montauban avait fait sonner le clairon et démasqué des canons, ces démonstrations de vigueur et de virilité militaire n'auraient-elles pas refroidi les plus ardents?

Que si l'émeute eût passé outre, les canons auraient tonné, et pour quelques victimes, que de malheurs épargnés !...

Un exemple, un seul !

Le 4 septembre, des voltigeurs de la Garde, dont les armes étaient en faisceaux, occupaient la cour des Tui-

leries; la foule se faisait houleuse, grossière, menaçante, elle hurlait au pied des grilles.

En ce moment, par suite d'un commandement qui n'avait rien de comminatoire, quelques voltigeurs vont aux faisceaux et prennent leurs armes.

Instantanément les badauds s'enfuyent à toutes jambes, comme s'envole à tire d'ailes, à l'apparition *même* d'un mannequin, une bande d'oiseaux piaillards...

Ah! ce n'était guère le moment, messieurs les députés, amis des Tuileries jusqu'alors, de faire cause commune avec l'insurrection, en dépouillant, sous prétexte de conciliation, la Régence! A qui le bras de justice! A qui le sceptre? A qui le glaive? A qui le manteau? A qui ces bribes du pouvoir?

Et super vestem suam miserunt sortem.

Vous n'étiez guère mieux inspirés non plus, vieux députés, amis des Tuileries jusqu'alors, vous qui deviez *vous rallier* (quel mot!) à la motion de Jules Favre, sous la formule adoucie de Thiers, *demandant tous les deux*, chacun à sa façon, la déchéance! Vous n'étiez guère mieux inspirés en poussant à la séance de nuit, en *précipitant* ainsi le *Quatre Septembre*, en donnant ce coup d'épaule inattendu aux Kératry, aux Favre, aux Ferry, aux Arago, aux Simon, aux Glais-Bizoin, aux Trochu, aux Gambetta... Vous étiez donc bien pressés de voir tomber l'Empire? Ah! l'on peut bien le dire, et avec quelle douleur? « la gauche l'a renversé, mais vous tous, conservateurs tièdes, ou mal inspirés, ministres plus affairés qu'agissants, ah! **vous l'avez laissé tomber !...»**

IX

Au moment où l'on venait de prendre place sur les bancs de la Chambre, la gauche se signalait déjà par une agitation extraordinaire ; un de ses membres se détacha même pour aller porter au centre la nouvelle de *la capitulation de Sedan.*

Cette rumeur avait surexcité, quelques minutes auparavant, les groupes qui occupaient la cour d'entrée et la salle des Pas-Perdus, où les *satisfaits,* les Prussiens de Paris, étaient en nombre : Etant donné la sombre attitude des groupes d'ensemble, cet *épanouissement* exceptionnel des mauvais citoyens ressortait d'une façon si... *provocante*, qu'il y eut des propos très-vifs échangés.

*
* *

La séance débuta par des interpellations pleines d'esprit de *rébellion*, et que le pouvoir écouta par trop *débonnairement* : on appelle cela du parlementarisme... Jules Favre, chauffant l'Assemblée et y jetant ses réticences et ses provocations enfiellées, prit violemment le Cabinet à partie : à ses gestes d'énergumène, on aurait dit d'un Jupiter secouant ses foudres sur le banc des ministres.

Le général Palikao livrait des lambeaux de rensei-

gnements, tous basés sur des *on dit*, et tous, plus ou moins, donnant lieu de craindre que de Failly n'eût été battu, peut-être tué.

— « Et Mac-Mahon ? criait Jules Favre. Et l'Empereur, où est-il ? *Je veux* (!!!) que le temps des complaisances cesse... ; ce n'est pas la valeur qui a manqué à nos généraux, *c'est la liberté du commandement.* L'Empereur communique-t-il avec ses ministres ? Leur donne-t-il des ordres ? »

— « Non ! répondit Palikao, *l'Empereur ne donne plus d'ordres.* »

— « Alors, riposta Jules Favre, le Gouvernement de fait a cessé d'exister... »

La droite éclate en protestations ; M. Séverin Abbatucci s'écrie : « C'est l'appel à la révolte. »

Le citoyen Ordinaire... un extra Ordinaire déjà de ce temps-là, se lève, et parlant du souverain, il dit : « M. Bonaparte, » ce qui était, au moins, d'un homme de mauvaise compagnie. M. Pinard, l'ancien ministre de l'Intérieur, fait appel à l'énergie des ministres et au respect du chef de l'Etat... Quant à M. Jules Favre, trouvant les esprits parvenus au degré d'incandescence voulue, il continue :

« Oui ! le Gouvernement de fait a cessé d'exister ! Que la Francc et la ville de Paris, directement menacées, unies par une étroite solidarité, décidées à ne déposer les armes que lorsque, l'ennemi sera chassé du territoire, avisent par elles-mêmes. »

« Que tous les partis s'effacent devant un nom représentant la France, représentant Paris, un nom mili-

taire, le nom d'un homme qui vienne prendre la défense de la patrie. Ce nom, ce nom cher et aimé, il doit être substitué à tout autre, tous doivent s'effacer devant celui-là, ainsi que ce fantôme de Gouvernement... *Voilà mon vœu,* je l'exprime en face de mon pays, que mon pays l'entende !... »

Il suffisait, ce semble, que le ministre de la Guerre l'eût entendu, *ce vœu, ce vœu séditieux*, pour que son auteur ne fût plus, de sitôt au moins, à même d'en proférer d'autres...

La gauche, qui se leva, frémissante et applaudissante, n'était-elle pas surprise en flagrant délit d'appel aux armes et d'insurrection ? M. de Saint-Paul n'avait-il pas eu raison de demander au cabinet l'autorité et le caractère voulus pour l'*empoigner,* comme un ramas de rebelles qui, en sortant de la séance, allaient évidemment conduire le peuple à l'Hôtel de Ville, en passant sur le corps des Tuileries ?...

Ces paroles, c'était la semence révolutionnaire ; tombées en un terrain préparé et fertile, ah ! elles devaient avoir assez d'une nuit pour faire éclore, le lendemain, la République...

*
* *

La tourmente est déchaînée ; les éclats de tonnerre, à coups répétés et pressés, avertissent le Pouvoir : et le Pouvoir répond, par l'organe d'un porteur d'épée, le général Palikao, en faisant *appel à l'union,* alors qu'il

fallait ne demander de conseil qu'à *la force protectrice du droit* et *garante de la tranquillité de tous!*

Effacement criminel du Pouvoir ! abdication formelle des responsabilités ! Désertion coupable des intérêts confiés par le peuple aux mains d'une autorité qui, l'heure des fermetés et des résolutions viriles venues, faiblit et ouvre ces mêmes mains pour lâcher droits et devoirs !

Quant à celui dont *le nom cher et aimé* est sur toutes les lèvres, le chef du Cabinet a trop confiance en son honneur et en sa loyauté, pour croire, un instant, qu'il veuille accepter, *contrairement à son serment,* la position qu'on prétendrait lui offrir...

Le marquis de Piré se lève et crie : « Au surplus, il n'y a pas deux manières d'observer la religion du serment : on le tient ou on le trahit ! »

O vieillard confiant !... cette morale est surannée, ce préjugé vieillot !...

Comme bouquet de ce feu d'artifice incendiaire, le vénérable père caduc de la Révolution, sortant des profondeurs de son faux-col, jette un abois éraillé, et... la Chambre se rend dans ses bureaux, où elle décide, à peu près — une séance de nuit !...

X

Le samedi, vers 4 heures, M. de Vougy, directeur général du service de la télégraphie, qui s'est rendu place Beauveau, où il n'a pas trouvé M. Chevreau, court aux Tuileries.

Le ministre sortait du conseil.

— Qu'est-ce, mon cher de Vougy? demande M. Chevreau.

— Quelque chose de terrible...

Depuis que l'Empereur avait quitté Paris toutes les nouvelles de la guerre avaient été centralisées au ministère de l'Intérieur, où l'on recevait directement tous les télégrammes.

On n'avait fait d'exception à cette règle générale qu'en ce qui concernait les dépêches personnelles et directes de Napoléon III à la Régente, à laquelle M. de Vougy lui-même portait aux Tuileries les télégrammes impériaux, écrits en chiffres...

— Qu'est-ce donc? réprend le ministre de l'Intérieur.

— Un télégramme de l'Empereur; mais si terrible, si désespérant, que je n'ai pas osé, reprit M. de Vougy, le porter, cette fois, moi-même à la Régente.

Et il le tend à M. Henri Chevreau.

« L'EMPEREUR A L'IMPÉRATRICE.

« L'armée est défaite et captive; moi-même, je suis « prisonnier.

« NAPOLÉON. »

Le ministre remonte près de l'Impératrice qui est seule dans sa chambre.

A l'arrivée de M. Chevreau, elle se dresse de son fauteuil, pâle, effrayée, et lui dit vivement :

— Eh bien!... quelle... nouvelle?

M. Chevreau n'a pas la force d'articuler une parole, il tend le télégramme sur lequel la Souveraine, le cou tendu, les traits bouleversés, les yeux droits, se jette.

Elle pousse un cri terrible. et laissant échapper de ses mains le fatal papier, Elle retombe...

— Oh, mon Dieu! mon Dieu! murmurait la pauvre femme, qui depuis si longtemps avait abdiqué toute pensée ambitieuse pour se réfugier si patriotiquement et sans réserve dans la défense du pays.

« Ne vous occupez pas de nous, ne cessait-elle de dire à ses ministres, ni de la dynastie : il s'agit bien de cela! Il s'agit du pays; sauvons, sauvons la France! »

— « Quant à moi, écrivait-elle, le 17 juin 1871, de Chislehurst à la princesse Anna Murat, j'accepte résolûment toute la part de responsabilité qui me revient dans les événements politiques auxquels j'ai été mêlée comme Régente, mais il est un honneur que je ne me laisserai pas enlever, celui de n'avoir eu qu'une pensée, le salut du pays, et d'avoir en toute circonstance subordonné à sa cause toutes questions dynastiques. »

*
* *

Bossuet l'avait dit; il fut donné à M. Chevreau de *voir* la justification de l'exclamation de l'évêque de Meaux : « On ne soupçonne pas ce que les yeux des reines peuvent contenir de larmes et quel abîme de douleurs il y a dans leurs cœurs! »

*
* *

On a écrit et publié que M. Thiers, étant chez M. de Bismarck, celui-ci lui annonça, un jour, que l'Impératrice Eugénie était partie pour Wilhemshöe.

— Tiens ! aurait dit M. Thiers, *ils* sont donc *réconciliés*?

— Oui ! aurait répliqué le Prussien, mais c'est pour la forme, car l'Impératrice... n'a pas emporté de robes...

Abominables propos, qui ont pu être tenus, car les mêmes personnages en ont proféré, depuis, qui ne valent guère mieux : propos d'autant plus abominables, qu'ils faisaient allusion à un ignoble mensonge, qu'ils interprétaient méchamment et calomnieusement un prétendu cri de l'Impératrice qui, à la nouvelle de la capitulation, aurait laissé échapper ces paroles :

« Il n'a donc pas su mourir ! le... »

L'impératrice *savait* bien à quoi s'en tenir, car elle connaît Napoléon III aussi bien que nous tous, qui ne pouvons lui contester dans le danger un sang-froid et un calme dont il n'a cessé de fournir les preuves... même les plus imprudentes !

L'impératrice, faisant elle-même allusion aux calomnies que, sous toutes les formes, sans oublier celle de la gravure et de la peinture, on a déversées sur le vaincu de Sedan, écrivait le 17 juin 1871 : « Vous qui savez que l'Empereur m'est devenu plus cher depuis nos malheurs, vous qui savez combien j'admire son *abnégation, son courage*, son calme inébranlable en pré-

sence des plus viles calomnies, croyez-vous que j'eusse choisi un tel moment pour le renier? »

La lâcheté de Napoléon III était un argument dont on espérait tirer un grand parti, sur l'esprit d'une nation de la vaillance du peuple français ; cette calomnie, comme tant d'autres, a fait son chemin à la faveur des ombres dont on a volontairement enveloppé notre histoire à une époque où l'on avait intérêt à *faire l'ignorance, à faire l'obscurantisme*, comme un régime honnête a intérêt à *faire la lumière et la vérité.* Mais, Dieu merci! le courage de Napoléon III a été partout, pour les siens, même pour ceux qui nous sont opposés, si clairement mis en lumière, que son attitude, à Sedan, est devenue légendaire ; du jour où le mensonge a été honteusement dissipé, *on a pu parler de l'Empire et de l'Empereur*, en même temps que du *Quatre septembre.*

Et ce n'est pas celui-ci qui a eu à y gagner!

« Délivré de son escorte, dit le général Pajol dans une lettre rendue publique, et dont personne n'a pu contester la véracité, *l'Empereur, qui attirait trop l'attention de l'ennemi placé fort près*, et voulant voir par lui-même les positions, *s'avança encore plus avant*, accompagné seulement de son aide de camp du jour, *qui était moi*, de l'officier d'ordonnance, le capitaine d'Hendecourt, qui fut tué, du premier écuyer Davilliers et du docteur Corvisart. Puis, Sa Majesté se dirigea sur un point culminant, où étaient les batteries du commandant Saint-Aulaire, et y demeura pendant près d'une heure au milieu des projectiles ennemis. »

Dès onze heures du matin, l'Empereur s'était rendu compte de la situation; *pendant cinq heures, il s'était trouvé au plus fort de la mêlée, sous le feu croisé de la mitraille; les projectiles éclataient autour de sa personne et de son état-major*. Le général de Courson et le capitaine de Trecesson avaient été gravement blessés près de lui. En se retirant, les troupes d'infanterie l'obligèrent à rétrograder, et il se trouva pour ainsi dire acculé aux murs de la place. Lorsqu'à onze heures et demie, il les franchit, il y avait déjà plus de 30,000 hommes entassés dans les rues, pêle-mêle, sans ordre; les obus tombaient au milieu d'eux comme sur le champ de bataille, et y faisaient les mêmes ravages. *Sur le pont, un obus éclata à deux pas de l'Empereur et tua deux chevaux à côté de lui*; il est EXTRAORDINAIRE qu'il n'ait pas été tué là. »

« Il était neuf heures, et déjà l'issue n'était pour ainsi dire plus douteuse. Ce fut alors que Napoléon III se mit avec une colonne d'attaque, déclarant qu'il servait seulement comme un simple soldat, et marcha contre les Bavarois.

Mais l'artillerie, placée sur les hauteurs au-delà de la route de Sedan à Montmédy, faisait d'effroyables ravages; les obus et les balles pleuvaient autour de celui qui était encore « l'Empereur. » Un obus éclata près de lui, le couvrit de fumée et de poussière. Ses officiers d'état-major, qui avaient dû le suivre, insistèrent pour qu'il se retirât; il céda, et rentra à Sedan. »

(*Lettre d'un colonel* présent à la bataille, publiée par *le Français*, le 16 septembre 1870).

M. Russell, le reporter si autorisé du *Times*, écrivait : « Un obus est tombé sous les pieds du cheval de l'Empereur. Il a en vain cherché la mort. » Une dépêche envoyée au *Staatzanzeiger*, journal officiel de Berlin, annonçait que « l'Empereur Napoléon s'était « exposé au point que son intention de se faire tuer « était évidente. » Le correspondant du *Standard* admirait l'intrépidité froide et tranquille de l'Empereur. « On peut m'en croire, disait le comte de la Chapelle, j'en ai été témoin. »

Un autre témoignage qui ne saurait être suspect ! Il est signé du correspondant du *Temps* (et l'on sait si le *Temps* était tendre pour l'Empire). Voici en quels termes M. Jeannerod, qui depuis est devenu pour un temps général, s'exprimait dans une lettre à M. Neffzer : « L'Empereur a voulu mourir. *Le fait est maintenant avéré.* La mort a passé près de lui, comme près de Ney aux Quatre-Bras. » Rapprochement mérité !

Le même correspondant du *Temps* cite le fait suivant :

« En passant devant notre café, un obus avait éclaté à deux pas de son cheval; pas un muscle de ce masque étrange n'avait bougé. Il se contenta de réprimer, d'un geste, les acclamations qui l'accueillaient encore. »

Un fait analogue est raconté par un témoin dans le *Paris-Journal*. « Celui qui fut Napoléon III est assis sur un pliant et parle à des officiers. Une bombe tombe à côté d'eux et se mêle à la conversation. Les officiers, involontairement, font un pas en arrière. L'*autre* ne

bouge pas et continue tranquillement l'entretien. »

Lisez cet extrait d'une lettre écrite par un officier supérieur blessé à Sedan, officier qui ne saurait être suspect de flatterie, puisqu'il se déclare l'ennemi de l'Empire :

« Je n'aime guère l'Empereur, mais j'aime encore moins la calomnie; il s'est bien montré, et *s'il n'a pas été tué, ce n'est pas l'envie qui lui en a manqué;* la sottise a été de se faire pincer près de Sedan ; une fois là, la terrible capitulation était inévitable. On était serré comme des harengs; une épingle ne serait pas tombée à terre, et les obus et les boulets tombaient là-dedans comme la grêle; jugez de l'horreur; résister était impossible, le simple bon sens était la capitulation; ON CRIE APRÈS MAINTENANT, MAIS ALORS TOUT LE MONDE LA VOULAIT, ET CEUX QUI N'ONT PAS VOULU LA SIGNER ÉTAIENT RAVIS D'EN PROFITER. J'en parle à mon aise, puisque j'étais blessé dès le matin et pris avec dix de mes hommes, comme vous savez.

« Nos chefs ont été des maladroits, des *pas de chance*; nos soldats des fous et des indisciplinés; *mais personne* n'a été lâche; je le dis très-haut pour l'honneur de la France; vous savez mes opinions, mais *on ne sert pas une bonne cause en mentant* : Sedan est une faute, un grand malheur; une honte, jamais! dites-le partout et à tous. »

Voici le récit que nous publiions, nous-même, le 14 octobre 1871, dans l'*Avenir libéral* sur Sedan, et sous le titre de :

LA LÉGENDE DE SEDAN

« C'est bien *embêtant!* disait un des chefs du républicanisme, c'est bien *embêtant* que la lumière se fasse sur Sedan!

« — Comment?... Et l'histoire! demandait un Bethmont quelconque.

« — Imbécile!... *Sedan c'était notre plus belle carte!* »

*
* *

On prête cette parole à Gambetta : quelque nom que vous lui préfériez, vous ne serez pas encore loin de compte. Mais après ce témoin *irréconciliable*, en voici bien un autre! Écoutez les Prussiens eux-mêmes.

M. Franchet d'Espérey, descendant du préfet de police de la Restauration, commandait à Versailles lorsque les Prussiens s'y installèrent pour le siége de Paris.

M. Franchet d'Espérey, qui a été élevé ou à peu près avec lui, était resté l'ami du prince prussien Frédéric-Guillaume, héritier présomptif de l'empereur d'Allemagne; et comme il fallait dans Versailles un commandant de place français, *Fritz* demanda M. Franchet d'Espérey : M. Franchet d'Espérey eut, grâce à cette impériale amitié, une grande influence, et il l'employa à faire un bien considérable aux Français : ce

n'est déjà plus un éloge, tant c'est de l'histoire !

Le prince « Fritz » recherchait les occasions de s'entretenir avec notre compatriote : tous les deux s'étaient tutoyés et — à certaines heures — l'un tutoyait l'autre encore !

Un jour, l'héritier de ce Barberousse fanatique et sanguinaire, qui s'appellera « Guillaume le Cruel — ou Guillamme le Pendulard, » — causait de la France avec M. le commandant Franchet d'Espérey : on parla de Sedan !

« Mon cher ami, dit alors le prince « Fritz, » vous êtes, vous autres Français, qu'on dit si chevaleresques, une nation bien peu généreuse. »

— Nous ! interrompit l'interlocuteur.

— Tu vas voir mon cher... Français !

Un jour la France et le monde apprennent le « désastre de Sedan : » immédiatement au milieu de la prostration universelle et de « l'attente » d'une fusion du sentiment général dans un grand élan de sympathie, une clameur s'élève et l'on jette de tous côtés l'outrage et le cri de *lâche* à Napoléon III.

— Hélas ! dit M. Franchet d'Espérey.

— Et cette odieuse injure d'où part-elle ? « De la France ! » Oui ! tout de suite, la France, oubliant tout, oubliant de si longues années prospères, glorieuses et où — (car, mon ami, jamais ce ne fut plus vrai) — et où l'on ne pouvait tirer un coup de canon en Europe sans votre permission, oubliant tont, la France, *sans rien savoir*, traite son Empereur de *lâche*.

Eh bien ! ajoute le prince « Fritz, » écoute-moi bien,

« toi, mon cher ennemi, » j'étais à Sedan, j'ai tout vu et *voici la vérité :*

La mitraille pleuvait sur le champ de bataille; nous avions près de 600 bouches à feu qui vous entouraient et « c'était horrible ! »

« Avec ma lorgnette, » je regardais partout « et je vis Napoléon III sur un monticule à cheval, » ayant à ses côtés *deux* ou *trois* officiers, *pas plus :* il était, « comme toujours » impassible; « nous avions peur pour lui ! » (*sic*). Pendant une heure, une bonne heure, il resta là dans un enfer de feu, « voulant évidemment se faire tuer ; » il était invulnérable ! et le « Roi » n'a pas moins applaudi à son immobilité magnanime qu'à l'élan fougueux de Gallifet (*sic*) quand il s'est écrié « oh ! les braves gens ! »

« Eh bien ! cet homme-là vous l'avez traité de lâche ! »

Alors le prince s'échauffant, joignant à la chaleur de l'expression le geste et la mime, ajouta :

« Ce n'est pas de ces hommes-là qu'il vous faut à vous ! Napoléon III est d'un courage froid ; il vous faut du bruit, du tapage, du théâtral !

« Ah ! si l'Empereur avait à grands gestes tiré son épée et crié : « A moi, en avant ! » Vous n'auriez pas assez d'éloges pour lui ; ce serait votre héros...

« Ah ! mon ami, à vous autres... *il faut des Gambetta !*

*
* *

Après le Prussien, M. Thiers!

Or, quelques temps après, M. Thiers, le *Roi provisoire* de la République, comme l'a baptisé la France, après son spirituel parrain notre ami, M. Léonce de Guiraud, nommait chevaliers de la Légion d'honneur deux officiers qui n'avaient qu'une campagne : Sedan! *qu'une action d'éclat* : s'être tenus, pendant la bataille, de *chaque côté de Napoléon III!*

Eh! mais, s'il faisait, ce jour-là, si chaud pour ces deux officiers, faisait-il si froid pour celui qui se trouvait au milieu d'eux?

M. Thiers, qui a décoré le citoyen Lefort, et qui a bien fait, ne croit-il pas avoir été d'une égale impartialité en décorant les deux officiers de Sedan que le prince de Prusse a si fort admirés? Eh bien! son silence *partial* à l'égard du *troisième officier,* à qui il ne pouvait rien conférer, c'est vrai, est un éclatant témoignage d'estime. A celui que ce silence *jaloux justifie* devant l'histoire, il a donné bien malgré lui un certificat de bravoure, incontestée aujourd'hui.

*
* *

M. Franchet d'Espérey, les Prussiens partis, organisa et commanda le bataillon des « volontaires de Seine-et-Oise, » à la tête desquels il entra des premiers à Paris, sous la Commune, et contribua à prendre Montmartre.

C'est en raison même de son courage à Montmartre qu'il fut décoré!

La parole d'un gentilhomme et d'un soldat vaut bien qu'on l'oppose aux témoignages des gens du 4 septembre, qui, seuls, ont « fabriqué » la fable honteuse de Sedan.

*
* *

Napoléon III, à qui, comme souverain, n'incombe pas moins une responsabilité de père que de chef d'État, pouvait-il, l'honneur étant sauf, devait-il même poursuivre une lutte que tous les témoignages ont déclarée impraticable et folle?

« Ceux qui, s'efforçant à bon marché de conquérir un renom qu'ils ne méritent pas, ou qui, s'empressant de fouler aux pieds l'homme tombé, prétendent aujourd'hui qu'ils furent trahis, que l'Empereur est responsable de tout ce qui s'est passé, et qu'il était encore possible de se frayer un chemin à travers l'ennemi, se montrent indignes du nom de soldats et sourds à la voix de la vérité et de l'honneur. L'armée française était à la merci d'un ennemi irrésistible, et aucun effort ne pouvait conjurer son destin.

Napoléon III qui, durant la bataille, avait combattu bravement, et qui, ses détracteurs doivent se le rappeler, aurait pu aisément franchir la frontière, se rendit à *l'inévitable*, et quoiqu'il retardât l'issue de quelques heures, et s'efforçât d'obtenir les meilleures conditions pour ses troupes, il reconnut lui-même la nécessité de se rendre. L'armée française, à ce moment, était pres-

que *à l'état de dissolution;* l'enfer, a-t-on dit, était déchaîné dans Sedan. »

(William Russell, *la Campagne de* 1870.

« L'Empereur se rendit d'abord chez le maréchal, puis voulut remonter à cheval, mais l'encombrement était tel qu'il dut y renoncer et attendre la fin du drame qui se déroulait. Bientôt les chefs de corps arrivèrent, déclarèrent que leurs troupes étaient refoulées en désordre dans les rues de la ville et que toute résistance était devenue impossible; *on tomba d'accord* qu'il fallait arrêter l'effusion du sang et arborer le drapeau parlementaire. Le général Pellé (1) adressa à l'Empereur ces paroles que je ne puis oublier :

« Sire, je ne suis qu'un soldat, je voudrais sauver Votre Majesté, mais Elle ne peut en ce moment sortir des remparts, toute tentative serait inutile. »

« L'Empereur répondit qu'il n'entendait pas, pour sauver sa personne, sacrifier la vie d'un seul soldat, et qu'il était décidé à partager le sort de l'armée. — *Après avoir scrupuleusement interrogé les officiers généraux sur l'état des choses*, l'Empereur chargea le général Lebrun d'aller trouver le général de Wimpffen et — *de lui conseiller*, *puisque la lutte était désormais inutile,* de demander un armistice. »

(*Lettre du général Pajol sur la bataille de Sedan*).

Ils ne peuvent répondre au feu de l'ennemi. Ils n'ont plus de cartouches, Sedan n'a ni munitions ni vivres.

1. Il devait, ensuite, inconséquent et illogique, protester contre la reddition...

Tout devait venir de Mézières, et la route de Mézières est coupée. Les cris de la population, le spectacle de l'incendie allumé sur tous les points, ajoutent à l'horreur de cette scène. « Il tombait (écrit le correspondant du *Times*, M. William Russell) une pluie de boulets sur la ville remplie de citoyens qui n'avaient pas le temps de fuir... Les troupes étaient dans un état de fureur terrible, apostrophant leurs officiers, se mutinant, et chaque boulet qui tombait augmentait l'irritation de leurs esprits. L'une de ces nombreuses bombes devait produire un immense effet. Elle tomba dans un magasin ou une fabrique remplie de matières inflammables. Un incendie énorme éclata et une immense colonne de feu s'éleva au-dessus de la ville. On crut à une explosion, mais aucun bruit ne se fit entendre. Toutefois on comprit que Sedan allait se livrer aux vainqueurs et que tout espoir de défense était perdu. L'Empereur ne pouvait opposer de conseils dictés par la prudence, ni encourager le désespoir de ces braves gens. » — *Le Conseil municipal, au nom de la population, implorait la cessation du feu :* « J'avoue (dit le correspondant du *Temps*) que — *devant la certitude d'une ruine absolue, irrémédiable*, le *vœu général était qu'on se rendît.* »

L'Empereur reçut une lettre de Wimpffen à Sedan, au moment où l'on était dans la cour de la sous-préfecture occupé à se rallier, à se reconnaître : cette lettre, ou mieux ce billet, était peu rassurant ; on fuyait de tous côtés le champ de bataille, devenu un cimetière. Le premier qui arriva fut le général Pellé. — « Eh bien ! général ? » — « Sire ! tout est perdu ! »

L'Empereur, après être resté quelques secondes muet et pensif, releva la tête. Nous vîmes dans ses yeux l'éclair d'une résolution désespérée, et, d'un même mouvement, nous nous serrâmes autour de lui, prêts à le suivre. — Le général Pellé s'écria : « Sire ! au nom du ciel ! Votre Majesté ne peut sortir des remparts, toute tentative serait inutile ! » Au même moment, les chefs de corps accourent les uns après les autres : — « Sire ! tout est perdu ! » — « Sire ! il faut faire cesser cette boucherie ! » — « Sire ! les soldats se mutinent contre leurs chefs ! » — « Sire ! dans une heure il n'y aura plus d'armée ! » Le Conseil municipal arrive à son tour, suivi de la population éperdue : « Sire ! la ville est en feu ! Ayez pitié des femmes et des enfants ! » Que fallait-il faire ? Car voilà ce qui s'était passé à Sedan et quels documents auraient dû consulter les faiseurs de caricatures, plus avides de succès que de vérité.

Ces caricatures inondèrent Paris *et Trochu laissa faire.*

Tous les jours il s'en procréait, plus sales les unes que les autres, plus ignomineuses pour les auteurs, plus infâmes pour le pays qui les laissait se produire, et plus criantes contre le pouvoir inepte qui s'en faisait un argument et un moyen ! Un journal, peu suspect d'esprit de bonapartisme mais foncièrement imbu, directeur et rédacteurs, des sentiments de bon goût et d'honneur familiers aux gentlemen à quelque parti qu'ils appartiennent, *le Figaro* ressentit des nausées violentes à cette occasion, et rien n'est plus à son éloge

que... ses vomissements et ses dégoûts... Compulsez *le Figaro*, dont Me Lachaud devait si bien établir le bilan : « Il est courageux, *le Figaro;* il défend l'ordre ; est-ce que vous en avez trouvé un plus brave dans les mauvais jours ! » compulsez *le Figaro*, et vous verrez *comme il était en colère*.

Ce courage du bon sens et de l'honnêteté en masse, manifesté par cette feuille populaire, quelques citoyens l'avaient eu aussi, et ce ne fut pas sans péril !

Dès le 8 *septembre*, une scène assez vive avait lieu sur le boulevard des Italiens; les infâmes caricatures contre l'Empereur et l'Impératrice avaient déjà sali la voie publique, sous la protection du général Trochu. Un vendeur va en proposer une à M. Françis Aubert, rédacteur du *Peuple Français*, qui la prend, la déchire et en jette les débris à la face de *l'honnête commerçant* en l'apostrophant comme il convenait : la foule grossit, *les frères et amis*, ceux dont le grouin n'est pas plongé dans les papiers *secrets* (!!) des Tuileries, récriminent, injurient M. Francis Aubert. Mais M. Francis Aubert, qui n'a pas moins d'autorité de parole que de vigueur de poignet... à l'occasion, sait imposer à la foule le respect des vaincus, et son courage honnête lui vaut le droit de se retirer au milieu des applaudissements d'un peuple qui n'est si lâche, quelquefois, que parce qu'il ne rencontre pas toujours un homme... pour le braver !

Ce même jour, M. Francis Aubert avait écrit ces paroles. (*Peuple Français* du 8 septembre.)

« Nous appelons l'attention sur le texte que notre cor-

respondant habituel nous adresse de Fleigneux..... Il résulte de cette correspondance que l'*Empereur s'est constamment exposé avec le maréchal Mac-Mahon aux endroits les plus dangereux*, et qu'il n'est rentré dans Sedan qu'à la dernière extrémité avec le général de Wimpffen.

« Cela soit dit pour répondre *aux basses calomnies* qui s'abattent sur les vaincus. »

La rédaction du *Peuple Français*, MM. Vitu et Alexandre Gresse en tête, est la seule qui ait cru et rendu hommage, au lendemain même de la révolution, à l'honneur du souverain du pays et qui, au milieu des lâches désertions de tous, ait fait appel aux sentiments d'un peuple dégrisé, et assigné pour une éclatante réparation une date prochaine où la France consultée, saurait enfin choisir entre ses ennemis, les ineptes usurpateurs, et l'Empereur lui-même!...

A ces déchaînements sans pudeur, opposons le souvenir de ce que fit, en pareille occurrence, l'homme que la caricature outragea le plus honteusement! Le prince président venait de succéder au général Cavaignac : un artiste se présente à l'*Élysée* et parvient à soumettre au Président de la République un dessin sur pierre où figurait une abominable caricature contre le général Cavaignac, Godefroy Cavaignac et toute leur famille.

Le président s'enquiert du prix, achète l'œuvre, la paie et prie Thélin de lui apporter un marteau.

Et, séance tenante, le prince Louis-Napoléon brisa

cette pierre en disant : « Tous les Gouvernements sont solidaires et il est toujours honteux... de l'oublier ! »

Et sous le règne de Napoléon III, aucune caricature ne fut tolérée contre Louis-Philippe, contre la famille d'Orléans; et aucun des souverains qui, dans ses propres États, avait permis pamphlets et caricatures contre l'Empereur, n'eut à se plaindre que la France usât de représailles : même pendant la guerre, Sa Majesté Guillaume-Pendulard Ier et la Prusse furent à l'abri de ces coups de pied... de l'âne !

***

L'Impératrice, après avoir lu le télégramme apporté par M. Henri Chevreau, était donc restée abîmée dans sa douleur, cherchant quel nouveau sacrifice elle avait à faire à la France !...

Au bout de quelque temps, laissé par le ministre à la juste explosion d'une si grande douleur, M. Chevreau qui s'était tenu éloigné (et l'on devine sous quelles poignantes impressions !...) s'approche de l'Impératrice, l'appelle, la touche respectueusement pour secouer la profonde torpeur qui avait succédé aux premiers transports, et comme l'Impératrice, ainsi qu'au sortir d'un rêve de sang, essayait de coordonner ses idées,

« — Madame, lui dit-il, le coup est terrible, mais les moments sont courts et précieux ; ce n'est pas l'heure de se laisser abattre !

— Que faire? reprit la Régente.

— « Sauver la France! » comme l'a tant de fois dit Votre Majesté.

— Par quels moyens?...

Et tous les deux, pendant quelque temps, fouillant leurs pensées, interrompaient le silence de leurs méditations pour se communiquer le résultat de leurs recherches...

— Madame, dit enfin le ministre, il n'y a qu'un moyen...

— Oh! voyons!...

— Le général Trochu jouit d'une grande popularité, il est honnête...

Ici l'Impératrice hochant tristement la tête, le ministre de l'Intérieur reprit, avec une... forte variante :

« — *S'il* est honnête, il peut tout sauver!... qu'il monte à cheval, qu'il parcoure Paris, qu'il s'adresse à la population, il la dirigera en maître, et il nous aidera à réorganiser le pays, afin de pouvoir opposer, après nos canons, nos poitrines à l'ennemi!...

— N'y croyez pas! intervint l'Impératrice, le général Trochu ne le fera pas...

— Mais c'est donc un traître ?

— Il ne le fera pas.

— Que Votre Majesté m'autorise à le voir en son nom?

— Eh bien! voyez-le... en... mon nom!

*
* *

Tout d'abord, M. Chevreau avait fait prévenir les ministres et les membres du conseil privé qu'il y aurait conseil exceptionnel à cinq heures; et c'est après le conseil, où l'on arrêta la proclamation au peuple, que M. Henri Chevreau se rendit chez le Gouverneur de Paris. M. Chevreau eut quelque peine à pénétrer jusqu'au Gouverneur, tant la foule entourant son palais et hurlant « Vive Trochu ! » en rendait l'accès difficile... Ces... prétoriens de l'émeute, mis au courant de nos malheurs, venaient là chauffer les dispositions à la défection de *leur* général, à qui M. Chevreau *n'apprit point* le désastre de Sedan, car, déclara l'ex-ministre de l'Intérieur, M. le général Trochu ne parut pas surpris.

— Ah! s'écria M. Trochu en levant les bras, je l'avais bien prévu ! C'était inévitable! que ne m'a-t-on écouté! Tout cela arrive, comme je l'ai prédit...

— Pardon, général, interrompit le ministre, ce n'est pas l'instant de vous féliciter de vos prévisions: vous avez eu... *le bonheur* de prévoir et de prédire nos malheurs, c'est pour le mieux ; mais aujourd'hui entendons-nous sur les moyens de parer à tant d'infortunes.

Et M. Chevreau, — avec la chaleur d'un homme qui a partagé les sentiments que le malheur de la France devait faire naître chez une femme aussi noble et aussi généreuse que la Régente, et qui a été témoin de la douleur inexprimable que la souveraine en a ressentie, M. Chevreau montre à M. Trochu l'Impératrice atteinte par tant de coups à la fois, comme souveraine, comme française, comme femme, comme mère, comme

épouse, et saignant par tant de blessures en même temps! « Il n'y avait point une partie de son cœur qui ne fût blessée, pas une blessure qui ne saignât; elle avait besoin d'avoir autour d'elle tous les dévouements : Elle comptait sur le général, » et M. Chevreau le supplia de se rendre auprès de Sa Majesté! Elle vous attend, Elle vous appelle, Elle a besoin de vous!...

— *C'est que*, répondit textuellement le Gouverneur de Paris, *j'arrive de visiter les camps... je suis fatigué... je n'ai pas encore dîné...* (*sic*).

Le ministre était atterré; et comme le général fut frappé de l'effet qu'il venait de produire, il ajouta :

« Mais... j'irai... j'irai... »

M. Henri Chevreau se retira, et en quittant le général, il se dit « *Il nous trahit! c'est fini! tout est perdu!* »

En effet tout était perdu... si le ministère, se départant des moyens *méthodiques* en usage dans les situations régulières, ne recourait pas aux mesures extrêmes que commande « la Patrie en danger! »

Mais Trochu coucha, tranquille, au Louvre. Toute la soirée et bien avant dans la nuit, il reçut le flot d'énergumèmes que son attitude lui avait conciliés. « On criait : *Vive Trochu! la Déchéance! Vive la République!...* » On apportait un des mobiles de Châlons, soi-disant blessé, et Trochu *apaisait*... non! incendiait les esprits en s'écriant : « Les actes de brutalité cesseront et justice sera faite; d'ailleurs le peuple sera armé bientôt, et c'est lui-même qui se fera justice! »

La révolution du 4 septembre en était encore au vieux jeu, elle voulait avoir son cadavre. Or, ce jeune

mobile avait eu dans un mouvement insurrectionnel contre le poste Bonne-Nouvelle, l'oreille égratignée... On se servit de ce *cadavre* à ce point que, le surlendemain, le mot ayant été donné au camp de Saint-Mandé, les mobiles forcèrent les portes pour aller à l'enterrement *de leur frère assassiné*.

Un brave lieutenant, M. Saint-Réné Taillandier, fils du secrétaire général-immeuble du ministère de l'Instruction publique, depuis l'Empire jusqu'à... son retour et au-delà, M. Saint-Réné Taillandier fils se jeta résolument, le révolver au poing, au-devant des gardes consulaires de Trochu, essayant, au péril de sa vie, de les retenir !... Non ! elles le renversèrent et coururent à la maison mortuaire, passage Choiseul, où l'on apprit que le mort... était allé se promener et recevoir les compliments de son général !...

L'indigne indifférence de Trochu, avait révolté le Cabinet : on eut bien, un instant, l'idée de l'arrêter... on n'en fit rien ; il était temps encore pourtant,... et avec lui, c'était un devoir indiqué d'arrêter, cette nuit-là même, la gauche, avant qu'elle eût agi, comme c'en était un, le lendemain, un devoir des plus impérieux, de les fusiller tous.

Oui ! tous...

*
* *

Quelle faute !...

Et fut-il jamais plus vrai de dire qu'en politique une faute est pire qu'un crime ? En fin de compte, l'exécution de ces criminels, dûment condamnés et en

conscience dignes de mort, pouvait elle être interprétée à crime même par les casuistes? Et que de crimes empêchait cette exécution aussi méritée... qu'attendue!

*
* *

Quant au général Trochu, quoi de comparable à son attitude? Bien entendu qu'il ne se rendit pas aux Tuileries : il était fatigué, il n'avait point dîné; aussi dîna-t-il, et après avoir dîné... fut-il se coucher... Bonne nuit, général : mais à votre réveil, ce que vous trouverez à votre chevet, ce n'est pas évidemment le verdict approbateur, l'acquittement de la conscience publique!

« Eh bien! devait s'écrier Me Grandperret avec un sentiment si vrai, qu'il passa, poignant et douloureux, dans l'âme de tous les assistants; eh bien! M. le général Trochu, où était-il? Il avait promis beaucoup; mais qu'a-t-il fait?

Il avait dit : Je me ferai tuer sur les marches du trône. Vous avez entendu MM. Magne, Busson-Billault, Rouher, le comte de Palikao : tous ont affirmé les protestations du général Trochu. Et ces protestations solennelles, qui s'adressaient à la femme alors qu'elle avait encore la majesté du rang, elles étaient oubliées lorsqu'il ne lui restait plus que la majesté du malheur... M. Trochu ne parut plus aux Tuileries; il n'y parut plus, mais il paraîtra à l'Hôtel de Ville. Il passe deux fois à la porte des Tuileries; il les côtoie,

comme il a été dit dans la lettre douloureuse de l'Impératrice à la princesse Anna Murat, mais il n'entre pas. Il avait dit au général Schmitz d'y aller. Oui, M. le général Schmitz y est allé à trois heures et demie; mais il s'est arrêté à la porte. Il est revenu au Louvre; et savez-vous ce qu'il a fait dire à l'Impératrice? « Madame, je mets à votre disposition un capitaine de gardes mobiles avec son uniforme; il pourra vous être utile. » *Voilà ce qu'ils ont fait pour l'Impératrice...*

M. le général Trochu revient du pont Solférino; il passe encore devant le guichet de l'Empereur. A ce moment il ne sait rien de l'intérieur du palais; il y a là une femme qui a le droit de l'attendre, qu'il a promis de défendre : il passe. Eh bien! Messieurs, il ne s'agit pas ici d'opinion politique, il s'agit de sentiments qui sont l'honneur même et qui planent au-dessus des préférences politiques.

Cette femme qui était là, c'était une femme en qui se personnifiait une grande infortune, un grand péril, une grande chute; une femme frappée trois fois, on vous l'a dit, trois fois sacrée, et il a été donné à un homme de pouvoir la protéger; alors même qu'il n'y aurait pas eu promesse solennelle, c'eût été son impérieux devoir. Ni promesse ni devoir n'ont été tenus.

Oh! Messieurs! c'est là un de ces abandons dont l'histoire garde le souvenir! Vous avez entendu donner des explications; mais il y a quelque chose qui ne peut pas être changé : ce qui restera, c'est ce passage subit d'un camp dans un autre, sans autre intervalle

que le temps nécessaire pour voir briser un trône.

Je ne veux pas dire que M. le général Trochu eût dû briser son épée. Non : cette épée, il eût mieux valu, pour lui et pour la France, qu'il l'employât sur les champs de bataille. Mais dans cette révolution si brusque, qui fait que le Gouverneur de Paris promettait le matin de défendre l'Impératrice, et se trouvait le soir chef du Gouvernement révolutionnaire, il y a dans la même journée une transformation de pouvoirs dont l'histoire n'offre pas d'exemples.

Si ! il y en a un qui appartient aussi à notre époque désordonnée : c'est celui de ce ministre du roi de Naples qui fut renversé par Garibaldi, Liborio Romano, une rare figure de ministre ! il s'est levé ministre de l'intérieur pour le Roi et s'est couché président du conseil pour Garibaldi.

C'est là encore une de ces renommées qui, au moment où elles ont cru toucher au suprême éclat, semblent préparer leurs propres funérailles.

Et Me Lachaud, comment jugeait-il, lui aussi, cet abandon ? Comment a-t-il qualifié cet acte... de Trochu calme, serein, douillettement couché, pendant que l'Impératrice est à l'agonie ? Écoutez ! Non ! lisez ! Et regrettez de n'avoir pas entendu cette grande voix, de n'avoir pas courbé vos fronts sous ce grand souffle inspiré de l'émule de Jérémie pleurant, lui aussi, sur un grand écroulement...

« L'Impératrice ! lui a-t-il fait toutes les promesses de dévouement ? Au conseil il s'était expliqué. Est-ce qu'il a parlé alors de la malveillance des ministres ?

Est-ce qu'il s'est plaint alors de cette situation intolérable qui lui était faite? Vous avez entendu tous les ministres; vous avez entendu les présidents des deux grands corps de l'État et les ministres.

« Ah! il n'y a pas d'opinion qui conduise au parjure. A propos de la lettre du général Trochu au *Temps*, M. Schneider a pris la parole et il lui a demandé ce qu'il ferait pour résister à l'émeute. Vous connaissez, Messieurs, la réponse du général Trochu. Il n'y a pas ici à équivoquer : vous avez dit, général, que vou feriez votre devoir. Cela n'a pas suffi. Un autre ministre vous a pressé en vous disant : « Votre devoir, sans doute, mais lequel ? » et vous avez répondu : « Je me ferai tuer. »

Ici le général Trochu affirme du geste, et souligne chaque phrase du mot : C'est vrai!

« Ce sont des mots qui s'enregistrent; ce sont des mots qui vivent; ce sont des mots qui vous accompagneront dans l'histoire; des mots que tous les efforts et toutes les décisions judiciaires ne pourront pas effacer : *Je me ferai tuer!* Est-ce que c'est une seule fois que vous avez parlé ainsi? Est-ce que, le lendemain, vous n'avez pas fait des protestations plus accentuées et plus énergiques? Est-ce qu'à de nouvelles observations vous n'avez pas répondu cette phrase stéréotypée dans toutes les déclarations : *Madame, je me ferai tuer, s'il le faut, sur les marches du Corps législatif, et pour Votre Majesté sur le seuil des Tuileries?* Voilà ce que vous avez dit. Ce n'est pas tout encore, et, avec cette éloquente parole à laquelle je suis le premier à rendre

hommage, vous avez dit, pour fixer davantage la confiance qu'on devait avoir en vous, à cette femme impressionnable et malheureuse : *Je suis soldat, catholique et Breton, je me ferai tuer pour Votre Majesté.* Le mot a été dit, et bien dit. Hier, vous n'avez pas pu le retirer du débat. Il n'y a pas de témoin qui l'ait entendu, et cependant vous ne direz pas qu'il n'était pas vrai.

« Ah ! c'est ici que je suis à mon aise en ce qui concerne l'Impératrice. Ce n'est pas de la souveraine que je parle, c'est de la femme. L'Empire est tombé; s'il se relève jamais, ce qui est dans le secret de Dieu, *sa dernière heure a été une heure de gloire* au milieu de nos douleurs, *pour la femme qui le représentait à Paris.* Vous le savez bien, général Trochu, et vous l'avez dit : *Jamais concert d'éloges n'a plus noblement entouré la malheureuse femme qui allait quitter la France.* Ici, tous les témoins sont unanimes ; et, dans nos désastres, c'est une consolation pour elle et pour la France. L'impératrice a pensé au pays avant de songer à sa dynastie; c'est cette femme, à laquelle vous aviez juré fidélité, que vous avez abandonnée. Oui, vous l'avez abandonnée.

« Le 3 septembre au soir, on apprend la défaite de Sedan, et il n'est pas possible de prévoir quelles catastrophes terribles vont suivre. L'impératrice apprend cette fatale nouvelle, et un homme de cœur, M. Chevreau, — ceci n'est pas de la politique, — va trouver M. le général Trochu et lui dit :

« Venez, général. L'impératrice a le cœur brisé; elle

« souffre les plus horribles douleurs comme souve-
« raine, comme mère et comme épouse. Une parole de
« pitié et de consolation de votre part lui fera du bien.
« Ce n'est pas seulement l'Impératrice qui a besoin de
« vous, c'est la femme et la mère ! »

« Quel est celui qui refuserait cette pitié à l'étrangère? Ne la doit-on pas à la femme à qui l'on a promis de mourir à la porte de son palais ?

« Le général est fatigué, il n'a pas dîné, il ira après son repas. Et il n'y est pas allé. Ah ! Messieurs, le procès est là; il est là. Laissons les grandes batailles, connues et inconnues. Oublions tout. Mais il y a là une femme que vous respectez, une femme qui souffre, une femme qui a besoin de vous; vous n'avez qu'à ouvrir une porte; vous n'avez pas à traverser la rue; il y a une communication entre votre palais et celui de la souveraine. Elle fait un appel à votre pitié; et vous n'avez pas eu pitié pour elle, à qui vous aviez fait le serment de mourir ! Je vous le demande, Messieurs, est-ce là un fait que nous avons le droit d'évoquer?

« Qu'on appelle cela du nom qu'on voudra : vous avez dîné, vous avez dormi, vous vous êtes reposé, et vous avez laissé mourir dans l'agonie une pauvre femme qui n'avait d'espoir qu'en vous !

« Voilà la vérité, voilà ce que dira l'histoire ! »

XI

A six heures du soir, le conseil des ministres, le conseil privé et les deux présidents des Chambres s'étaient donc réunis en conseil extraordinaire aux Tuileries.

M. Clément Duvernois prit immédiatement la plume, et voici, d'un accord commun, comment le Gouvernement annonça officiellement notre désastre au peuple français :

Français !

Un grand malheur frappe la Patrie !

Après trois jours de lutte héroïque soutenue par le maréchal Mac-Mahon, contre 300,000 ennemis, 40,000 hommes ont été faits prisonniers.

Le général Wimpffen, qui avait pris le commandement de l'armée en remplacement du général Mac-Mahon, grièvement blessé, a signé une capitulation.

Ce cruel revers n'ébranle pas notre courage.

Paris est aujourd'hui en état de défense.

Les forces militaires du pays s'organisent.

Avant peu de jours une armée nouvelle sera sous les murs de Paris; une autre armée se forme sur les rives de la Loire.

Votre patriotisme, votre union, votre énergie sauveront la France.

L'Empereur a été fait prisonnier dans la lutte.

Le Gouvernement, d'accord avec les pouvoirs publics, prend toutes les mesures que comporte la gravité des événements.

Le Conseil des Ministres,

Comte PALIKAO, H. CHEVREAU, amiral RIGAULT DE GENOUILLY, JULES BRAME, prince DE LA TOUR D'AUVERGNE, GRANDPERRET, CLÉMENT DUVERNOIS, MAGNE, BUSSON-BILLAULT, J. DAVID.

En même temps, il avait été résolu que le Gouvernement associerait plus directement les Chambres à la défense du pays et aux mesures prises pour y concourir. Il fut donc décidé qu'on constituerait un Conseil du Gouvernement avec adjonction aux ministres de cinq membres ainsi choisis : trois membres du Corps législatif et deux sénateurs. Le Conseil devait se réunir le lendemain matin avant la séance des Chambres, et il *fut arrêté formellement* qu'il n'y aurait point de réunion extraordinaire, de nuit ou autrement.

M. Schneider, après cette décision, était retourné à la présidence, pendant que chaque ministre rentrait chez lui.

*
* *

Cependant un groupe de députés avait cru bon d'avoir une séance de nuit ; ces messieurs, bien à leur insu,

n'ont-ils pas servi de fils à la ténébreuse intrigue de la gauche? et n'aurait-il pas été convenable, en tout cas, de se concerter préalablement avec les membres du Cabinet, dont on faisait, autrement, avorter les plans arrêtés en conseil, en précipitant un mouvement qui n'était déjà que trop imminent, et contre lequel ce n'était pas trop pour s'armer d'une nuit de préparations et de combinaison de la part du Pouvoir? En tout cas, M. Schneider, lorsque la députation qui adhérait au projet de la séance de nuit alla lui demander qu'elle eût lieu, *aurait dû* l'informer que dans un intérêt de calme, dont on avait besoin pour mûrir les projets du lendemain, le Cabinet désirait qu'on ne passionnât pas à l'aide d'une réunion extraordinaire, la situation; en insistant au nom de la Patrie, M. Schneider aurait su faire respecter une décision d'Etat.

On n'explique que par les motifs d'un grand affaiblissement dû à des causes quelconques, peut-être de fatigue exceptionnelle, ou par des raisons personnelles et soudainement nées de suivre une ligne politique autre que celle à laquelle il avait donné son adhésion en plein Conseil, l'acte de condescendance fâcheuse qui porta M. Schneider à se rendre, sans objection sérieuse, aux vœux des députés de la droite si imprudemment entraînés à la remorque de la gauche . . . . .

*
* *

Toujours est-il qu'à onze heures, M. Bouillet, chef du cabinet de la Présidence, allait informer M. Henri Chevreau de la séance de nuit, pendant que deux députés se rendaient chez le ministre de la Guerre, auquel on proposa assez follement, *d'accepter la dictature militaire*. Le général eut le tact de se retrancher derrière *la fidélité à son serment et derrière l'Impératrice de qui il tenait ses pouvoirs :* le général Trochu trouvait là un exemple bien simplement donné!

*
* *

A une heure du matin on entrait en séance; la gauche était au grand complet, la majorité à peine représentée : premier résultat fâcheux de cette intempestive réunion ; les ministres eux-mêmes n'étaient pas tous présents...

*
* *

De minuit à une heure, M. Thiers courait de groupe en groupe dans la salle des Conférences et dans celle des Pas-Perdus, ayant formulé la proposition suivante, qu'il soumettait instamment à l'approbation des députés, et qui indique bien les disposition en ce moment de son auteur envers... ou plutôt *contre* l'Empire :

« Vu la vacance du pouvoir, la Chambre nomme une commission de Gouvernement et de Défense nationale.

« Une constituante sera convoquée, dès que les circonstances le permettront. »

Cette proposition, qui n'était que le correctif, introduit en vue de ne pas heurter la majorité, de la proposition radicale de M. Jules Favre, produite par celui-ci dès l'ouverture de la séance, établit bien l'entente préalable de M. Thiers avec l'extrême gauche : étrange *coalition!* — car il n'y a pas d'autre terme pour qualifier la conspiration qui avait mis d'accord pour le renversement de l'Empire deux personnalités jusqu'alors si opposées, de mœurs si incompatibles, et qui savaient bien que, la Régente présente à Paris et gouvernant régulièrement, il n'y avait point « vacance du Pouvoir! »

*
* *

Au dehors foule bruyante : la *prudente* politique de Gambetta, désireux que la *République* n'eût encore, à cette heure-là, aucune responsabilité dans nos malheurs militaires et n'en héritât pas directement, a sauvé, de vingt-quatre heures, nos députés et mis obstacle à l'envahissement de la Chambre.

Mais on criait : « vive la République ! » on annonçait quasi officiellement l'arrivée de 10,000 hommes envoyés de la rue de la Sourdière *pour soutenir la gauche.*

*
* *

Après que M. le général de Palikao eut exposé à la tribune qu'il ne pouvait accepter en ce moment une

discussion sur les événements présents et obtenu le renvoi au lendemain, Jules Favre sans tenir compte de l'acquiescement de la Chambre, sans respect pour sa décision, lui, l'homme légal, Jules Favre lut et déposa sur le bureau la motion suivante :

Article 1er. Louis-Napoléon Bonaparte et sa dynastie sont déclarés déchus des pouvoirs que leur a conférés la Constitution.

Art. 2. Il sera nommé par le Corps législatif une commission de Gouvernement qui sera investie de tous les pouvoirs, et qui a pour mission expresse de résister à outrance à l'invasion et de chasser l'ennemi du territoire.

Art. 3. *M. le général Trochu est maintenu* dans ses fonctions de gouverneur général de la ville de Paris...

L'association du nom de Trochu à ce projet de déchéance n'est-elle pas une déposition assez éloquente... contre le général ?

*
* *

Aucun ministre, hélas ! ne souffla mot ; M. Pinard, seul, ex-ministre de l'Intérieur, protesta, semblant vouloir offrir au Cabinet l'occasion de se montrer. Rien n'aiguillonna le mutisme des ministres ; rien ! et l'*Officiel* devait le lendemain faire connaître *urbi et orbi* cette insulte au souverain tombé les armes à la main, insulte qui, non relevée par les défenseurs-nés du pouvoir légitime, équivalait dans les esprits à une appro-

bation de déchéance, approbation muette, c'est vrai, mais approbation sinon provoquée, du moins en apparence ratifiée comme fatalité de la situation ?

*
* *

En résumé, telle était, dès l'aube du 4 septembre, la position respective :

La place de la Concorde était occupée par une foule tumultueuse. On criait déjà, a dit un commissaire de police, M. Crépy, « à bas la droite ! la déchéance ! vive la République ! »

Un ministre, M. Busson-Billaut, interprétant la conduite du Cabinet, s'était contenté de dire : « L'opinion approuvera notre dédain ! »

Mais un journaliste de flair, M. Guérin, pensait autre chose : « C'est un coup d'État pour demain et au profit de la Révolution ! »

Heureusement le général de Palikao avait rassuré tout le monde avec cette affirmation : « Si l'on bouge, j'ai 40,000 hommes prêts à marcher.... »

Et l'on bougea, mais c'est lui qui... ne bougea pas ! *Verba et voces...*

XII

Dans la nuit qui précéda cette journée de grande flibuste, appelée *le Quatre Septembre*, et bien après que

le conseil se fût séparé, M. le vicomte de Laferrière, premier chambellan, resté aux Tuileries auprès de la Régente, ayant appris le projet de réunion du Corps législatif, s'était présenté chez l'Impératrice, dans le but de l'encourager à se transporter au milieu des députés.

La gravité des circonstances et le caractère qu'une séance de nuit leur prêtait ne justifieraient-ils pas la présence de la souveraine au sein des représentants du pays?

Là, solidarisant et les efforts des députés et la responsabilité du Gouvernement qui, tous les deux, plus que jamais, avaient une même et étroite mission : la cohésion devant l'ennemi, l'unité d'action et de dévouement pour sauver la patrie! fusionnant en un mot les deux souverainetés, la Régente ferait appel au patriotisme, elle grouperait autour du trône, si rudement secoué, toutes les opinions fondues dans un même intérêt ; le salut!

Quel heureux effet ne devait pas se produire, dans l'opinion du loyal conseiller de la Régente, sur cette assemblée à qui la Souveraine irait offrir de mettre la main au gouvernail, avec Elle! La fermentation des esprits ne tomberait-elle pas, cet accord des pouvoirs établi? Les efforts, plus tard distraits et éparpillés par les conspirations rivales et l'ambition des portefeuilles, venant ainsi à converger aujourd'hui et à doubler leurs résultats par cet étroit rapprochement, quel élan ne serait pas donné à l'énergie populaire, devenue un puissant levier de défense nationale! Pas de place

dès lors pour une révolution deux fois honteuse devant l'ennemi vainqueur et loin du souverain captif : que de fautes, de désastres, que de hontes en moins!

M. le vicomte de la Ferrière estimait donc bien tous les hommes de le Chambre?

***

Au moment où M. le vicomte de la Ferrière exposait ces idées au chambellan de service, M. le comte de Cossé-Brissac, chargé de les transmettre à la Régente, deux amis, M. Frémy, gouverneur général du Crédit foncier et monseigneur Bauër arrivaient au Palais — il était une heure du matin, — dans l'intention de soumettre les mêmes vues, à peu près, à l'Impératrice, qui, les ayant reçus, s'en entretint fort avant dans la nuit.

L'Impératrice répondit, en substance « qu'elle avait un rôle délimité par la Constitution et d'autant plus circonscrit, que le régime parlementaire y était venu prendre plus de place ; des raisons de bienséance politique, non moins que sa volonté de s'effacer devant la loi, devant les décisions du Conseil et devant les responsabilités du Cabinet, chargé de représenter le trône auprès des Chambres, lui interdisaient cette démarche : son caractère résolu pouvait y incliner, *dans une certaine mesure et sous certaines conditions* (!!); mais, d'un autre côté, que de motifs de faire ployer son initiative et de donner à Paris ce gage de soumis-

sion au nouveau système que l'Empereur et Mac-Mahon avaient si loyalement... mais si fatalement donné eux-mêmes, en allant se jeter dans le gouffre de Sedan, par respect pour les décisions du Ministère...

Puis, Elle ajouta :

« Non! termina à peu près la Régente, je n'irai point! Je ne suis pas appelée, d'ailleurs; et je n'y pourrais aller qu'à la tête des troupes *pour y faire un coup d'Etat* (*je le devrais peut-être*), ou *qu'à genoux, en suppliante!....*

« Et, Messieurs, nul de vous n'attend cela de moi?..

Cette honorable modération, quand il pouvait s'agir, — aux yeux d'ambitions mesquines, — d'un trône à sauver, démontre combien la Régente plaçait au-dessus de ces ambitions-là dans sa propre estime l'abnégation absolue servant de piédestal au dévouement patriotique!

— Rien pour la dynastie : tout pour la France, dit-elle à M. Frémy.

— Oh! répartit le gouverneur général du Crédit foncier, je sais à quoi m'en tenir, Madame, sur la nature de vos sentiments; pour l'Impératrice, hors du salut de la France, la dynastie n'existe pas, son fils même, qu'Elle aime tant, redevient le plus modeste et *le plus pauvre* des sujets.

— M. Frémy, je sais que vous faites ici allusion à certaines économies que j'aurais pu placer chez vous sur la tête de mon fils; vous m'y avez plus d'une fois encouragée répétant qu'un *petit million*, prélevé sur la cassette de l'Empereur et conséquemment bien à nous,

assurerait, grâce aux intérêts accumulés, l'avenir de Louis, quoi qu'il arrivât.

— Oui ! Madame; et Votre Majesté s'y est constamment refusée !

— Écoutez bien, monsieur Frémy, dit l'Impératrice avec calme, mais avec une énergie qui donnait au visage une expression de royale franchise, je vous le répète *ici*, *cette nuit*, la dernière peut-être que je doive passer au palais des Tuileries, à cette heure douloureuse, (et Dieu sait ! si les circonstances qui nous entourent et qui *m'étreignent* sont propres à vous faire apprécier la nature de ma résolution, aussi bien que *de ma foi politique* et *de mes espérances*) :

« Oui ! si mon fils, *comme cela doit être*, est Empereur des Français, il n'aura besoin de rien; *sinon*, *il ne peut pas vivre à l'étranger* DE L'ARGENT DE LA FRANCE ! »

Cette fière et grande parole, *qui est historique*, que l'Impératrice a évidemment oubliée, mais qui avait constamment clos les entretiens d'intérêt avec M. Frémy, on est heureux de pouvoir la faire connaître, parce que, — à quelque parti qu'on appartienne, — on a le devoir quand même de divulguer la vérité ; parcequ'il n'y a aucune fierté dont on doive s'honorer d'avantage que d'avoir été un homme de vérité !...

*
* *

Parmi les documents *compromettants* éventrés par les chacals du *Quatre Septembre*, on a dû retrouver

deux lettres de M. Frémy adressées à la Régente, et apportées aux Tuileries aux heures mêmes des Conseils par leur auteur, qui donnait à ses prières, à ses avis le double caractère d'une franchise éminemment patriotique et d'une mise en scène frappante :

Madame,

« Au moment où ces lettres vous parviennent, au « moment où vous en prenez connaissance, le Conseil « est réuni, et vous avez devant vous les ministres... « Quels hommes sont-ils? Quel secours devez-vous en « espérer? Quel salut doit en attendre l'Empire?... »

Et avec une verdeur, qui a toujours rendu M. Frémy suspect à des personnages plus avides d'honneurs que d'*honneur*, le conseiller intime, quoique brutalement franc et loyal, des Tuileries, passait en revue chacun des membres du Cabinet, *et pronostiquait* ce que l'Impératrice avait à attendre, sinon à espérer de gens, *si ridicules s'ils n'avaient dû être si fatals!...*

Nous n'assignons aucun quantième à ces lettres, nous plaçant volontiers à cheval sur le 9 et sur le 10 août, double date qui a vu dans le Cabinet plus d'un roseau peint en bronze, et plus d'une vanité colorée d'un semblant de dévouement!... (1)

(1) Quel que fût, du reste, le Cabinet, il y a un fait particulièrement digne de remarque : le Cabinet du 10 août fut nommé *sans que l'Empereur fut consulté!* Ne serait-il pas, dès lors, étrange de faire Napoléon III responsable d'actes accomplis ou commis par un Ministère qu'*Il* n'avait ni nommé, ni approuvé? L'Empereur n'a pu voir, de gaîté de cœur, s'effectuer un fait si considérable, et il a dû s'étonner de cette détermination prise au

*
* *

Il ne faisait déjà plus nuit lorsque M. Frémy quitta l'Impératrice, qu'il devait retrouver, quelques heures plus tard, passant des mains de M. Emile de Girardin, venu chez elle pour lui parler *de son dévouement* et lui vanter *sa panacée*, à celles de MM. le comte Daru et Buffet, qui, eux aussi, *d'une voix émue*, devaient, au nom de leur *dévouement à sa dynastie,* La supplier d'abdiquer ses titres, ses droits, comme si cet abandon, sollicité au nom de *l'intérêt de la dynastie*, eût été le premier pas à faire pour sauver la situation ; comme si c'eût été le bon moyen pour rester sur le trône, d'en descendre, d'en tomber par défaillance...

« *Tombez d'abord*, Madame, aurait-on dit à l'Impératrice ; abdiquez, *désertez votre poste d'honneur ; factionnaire*, *sauvez-vous, abandonnez* votre guérite, *fuyez*, *sauvez-vous* : c'est le moyen de vous préserver et de préserver la patrie ! »

Étrange raisonnement ! Singulières hallucinations d'hommes réputés les... Nestors de la politique !

XIII

Toute la nuit, la houle révolutionnaire avait battu les rues de Paris ; en effet, les députés partis, la foule avait

mépris de ses droits : Comprend-on cela ? Un ministère engageant la responsabilité du Souverain, et nommé sans l'assentiment de ce Souverain ?

enfin déserté la place de la Concorde pour se répandre dans les divers quartiers de la capitale les plus accessibles aux émotions que l'on voulait entretenir.

Ces bandes, le stylet au poing, donnaient l'assaut aux bureaux de police, en poussant des cris plus que séditieux. Boulevard Bonne-Nouvelle, on attaqua en règle le poste, qui dut faire usage de ses armes; un agresseur fut tué, d'autres furent arrêtés et... relaxés quatre heures plus tard. Puis elles se portèrent sur le boulevard Montmartre, où fut blessé le fameux *mobile de Trochu.*

Au milieu de ce mouvement révolutionnaire, traversant parfois des groupes de démolisseurs, des convois de troupes gagnaient les gares, expédiés à la frontière par le ministère qui, jusqu'à la dernière heure, organisa la Défense nationale : jusqu'à la dernière heure... et bien au delà, comme les gens du *Quatre Septembre*, qui ont bénéficié de l'activité, de l'intelligence et de l'ardeur patriotique des derniers ministres de l'Empire, pour, après l'avoir renversé, s'attribuer longtemps leurs titres à la reconnaissance, ont été forcés de le constater : car, c'est avec les armes de l'Empire qu'ils ont pu, — avec les seules armes et les ressources seules de ce Gouvernement abominable, — tenir, pendant des mois, tête à l'ennemi, et, véritables geais parés de plumes de paon, abuser quelque temps les populations et mettre presque en défaut l'Histoire!

*
* *

En même temps que de convois militaires, les pre-

miers trains des chemins de fer étaient encombrés de riches et d'illustres fuyards, étrangers et français.

La panique était allée secouer dans leurs lits tous ces riches, tous ces oisifs, tous ces heureux: tristes symptômes!

Les ateliers des quartiers de Belleville, de Montmartre, de Batignolles, Saint-Antoine, Popincourt restèrent fermés; les groupes de bourgeois, que l'on voit, curieux et inutiles sur le devant de leurs boutiques à demi ouvertes les jours de révolution, s'étaient formés, interpellant les gardes nationaux qui leur jetaient comme autant de mots d'ordre: *Trochu! Déchéance! République!*

Le journal *le Siècle* avait *glissé* dans ses colonnes cette phrase, appel non déguisé à l'émeute : « *Rendez-vous est pris par des milliers de gardes nationaux pour se rendre SANS ARMES, à deux heures, devant le Corps législatif.* »

Le matin, pendant les exercices de la garde nationale, un groupe s'était formé autour d'un garde national, M. Léonce Dupont, rédacteur du *Constitutionnel*, (1) s'efforçant de l'embaucher.

« Venez-vous à midi chez Trochu, vous?

« — Quoi! Est-ce qu'il paie à déjeûner?

« — Non! on y va sans armes ou en armes; *on proclamera la République.* »

(1) M. Léonce Dupont, après avoir quitté le *Constitutionnel*, est devenu l'un des plus remarquables rédacteurs du journal, très-lu et éminemment conservateur, le *Gaulois*, où il a débuté dans *Les Lettres Anonymes* signées *X*.

M. Léonce Dupont, rien moins que révolutionnaire, répondit :

« Allez au diable ! c'est à moi que vous proposez cela ? J'aime encore mieux faire l'exercice ! »

Qui avait donné cet avis? Comment le Gouverneur de Paris toléra-t-il la vente de ce numéro du *Siècle*? Comment au moins, d'accord avec le ministre de la Guerre, ne s'en inspira-t-il pas pour prévenir le coup que cet avis dénonçait?...

*
* *

Donc avant huit heures, M. Émile de Girardin, dont la panacée était « *l'abdication de la Régente* » fut reçu aux Tuileries sur la présentation du ministre de l'Intérieur, auquel le publiciste n'avait pu faire goûter ce remède, et entretint Sa Majesté l'Impératrice *du seul moyen de sauver Paris, la France, la Dynastie.*

La Régente répondit « qu'ayant reçu ses pouvoirs de « l'Empereur, elle n'avait pas le droit de les remettre « à la Chambre, et qu'Elle ne pouvait que les remettre « à celui qui lui en avait confié légalement l'exercice. »

M. de Lesseps, porteur d'un projet d'abdication tout préparé et au bas duquel il n'y avait plus qu'à apposer la signature de la Régente, fut également reçu et éconduit.

Deux heures plus tard, même démarche de MM. Buffet et Daru, qui arguèrent « autant des nécessités présentes que de leur dévouement à la dynastie » et qui n'obtinrent pas d'autre réponse :

— Que me proposez-vous? dit-Elle avec feu ; je suis un factionnaire, moi ; je suis à mon poste ! Comment? vous dites que la position est grave, et vous choisissez précisément cette heure pour m'engager à la déserter ? Je suis ici comme un soldat, placé en sentinelle, en faction : j'y reste ! Il serait vraiment trop commode pour une dynastie au lendemain de catastrophes militaires, à la suite d'une guerre malheureusement engagée, de laisser le pays dans l'embarras, sans assumer sur soi les difficultés de la situation !

« Je suis, mieux que personne, en position de rendre la paix au pays; je veux le tenter, ou mourir ! *Mais si l'on m'abandonne, si l'on me repousse,* eh bien ! je partirai; car je ne veux pas ajouter les horreurs de la guerre civile à celles de l'invasion !... » (Textuel.)

A quoi bon ces tentatives? Que voulait-on? Qu'aurait-on obtenu? On s'occupait là encore d'arracher des concessions de mots, et par son partage, un avilissement de l'autorité, quand il s'agissait surtout de mesures militaires : les changements politiques, tels qu'on les réclamait, ne pouvaient porter que sur *des synonymes, des déguisements, des semblants, des mots* : ce que les concessions sollicitées cachaient, c'était le droit pour M. Thiers d'écrire : « Vu la vacance du pouvoir ! » c'était un renversement de Gouvernement : pouvait-on le demander à l'Impératrice? N'était-il pas, sinon impudent, au moins naïf, d'aller solliciter de la Souveraine un ordre d'expulsion pour Elle, l'Empereur, son Fils et sa Race?...

*
* *

Deux jours auparavant, le vendredi 2 septembre, M. Léon Chevreau avait fait à la Régente une proposition bien autrement pratique et qui pouvait jeter dans les événements un élément nouveau d'activité et de force peut-être aussi fécond qu'inattendu.

« — Que Votre Majesté monte à cheval, à peine « escortée de son service ; qu'elle parcoure Paris, pro- « voquant elle-même *à l'enrôlement volontaire*, et « qu'Elle déclare et proclame *prussien* quiconque ten- « terait de s'élever contre le Gouvernement !

« L'Impératrice Marie-Thérèse, — avait-il ajouté, — « au milieu de malheurs analogues, souleva la Hon- « grie, qui sauva l'Empire au cri de : « *Moriamur pro* « *Rege nostro Mariâ Theresâ.* »

Mais l'Impératrice, — qui put redouter de se jeter dans le *ridicule*, — n'avait d'ailleurs, pour tenter ce moyen *infaillible*, aucun des motifs qui avaient déterminé Marie-Thérèse. « Et l'Impératrice, comme toujours, « *protesta contre la supposition que des Français pussent* « *oublier cet esprit de nationalité qui leur traçait leur* « *devoir devant l'ennemi.* »

A côté des dévouements, ou mieux des suggestions de dévouements officiels, des inconnus avaient prévu, dans leurs préoccupations de gens de cœur et de loyaux amis du malheur, l'heure possible et fatale où la Souveraine serait renversée, et où il deviendrait alors périlleux pour Elle de rester dans les effarements d'un triomphe de la gauche, acheté par tant de hontes

et préparé par de si lâches défections, exposée aux aveugles colères et aux brutalités de *la vile populace*, avait dit M. Thiers.

Un ex-rédacteur du *Figaro*, M. Théodore de Grave, frappé, comme Français et comme homme d'honneur, des conséquences terribles d'une pareille éventualité, avait rassemblé vingt jeunes gens, animés des mêmes sentimens; et tous, avec le calme et la sérénité que fait descendre dans les âmes l'inspiration des grandes choses, ils avaient juré, autres *chevaliers de Maison-Rouge*, de se grouper, le moment venu, autour de l'Impératrice, et de se faire tuer, — plus sérieusement que Trochu, — plutôt qu'une main criminelle ou profane osât se porter sur la Souveraine ou effleurer son vêtement.

M. de Grave prévint de la formation de cette association un familier des Tuileries, et *le* 3 *septembre*, il recevait à cette occasion une lettre signée *Saint-Albin*, glorieux et noble accusé de réception; dernière lettre adressée par ordre de l'Impératrice, vrai brevet d'honneur, cette lettre là!...

*
* *

Mais ces dévouements devaient rester platoniques : l'Impératrice avait décidé que nul ne lui serait sacrifié, et... le matin du 4 septembre, M. le général Lepic, surintendant des palais impériaux, qui remplissait, en l'absence du général Courson de Villeneuve, alors à l'armée et *blessé grièvement auprès de l'Empereur à Sedan*, les fonctions d'adjudant-général du Palais,

étant allé prendre les ordres de l'Impératrice, Sa Majesté lui avait *intimé* que « *quoi qu'on fît*, *quoi qu'il arrivât*, *il ne fût pas tiré un coup de fusil* POUR ELLE. »

« — Mais, Madame, avait répliqué le brave général, il peut arriver que telle injure, telle attaque, tels excès que je ne prévois pas fassent sortir les soldats de la modération que Votre Majesté nous impose ?...

« — Général, je vous le redis et j'insiste, *à aucun prix* je ne veux qu'il soit tiré un coup de fusil dans l'intérieur du Palais, ni que l'on tente quoi que ce soit pour me défendre ! »

XIV

Le matin vers neuf heures, au moment de la réunion du conseil des ministres et des membres du conseil privé aux Tuileries, M. Léon Chevreau, qui avait bien pu dire avec un serrement de cœur inexprimable à madame de Sancy-Parabère, dame du Palais : « Allez aujourd'hui à la Chambre, si vous voulez-voir comment on renverse un Empire, » de même qu'un des ministres les plus influents avait envoyé à un ami, M. Stephen Liégeard, deux cartes pour la séance, *qui menaçait d'être trop intéressante;* M. Léon Chevreau espérant pouvoir, par d'énergiques mesures, parer à cet événement trop fatalement pressenti, s'était rendu à la Place, où il avait acquis la certitude que la Chambre serait bien protégée par des troupes dont le commandement avait été remis au général Caussade. Il avait couru ensuite à la Préfecture

de police pour contrôler par lui-même les mesures de sûreté publique prises par M. Piétri.

Le Préfet de police était absent; ayant été appelé au Conseil; mais son secrétaire général, M. Duvergier avait dit : « Soyez absolument tranquille, toutes nos mesures sont prises, on ne pénètrera pas dans le sein du Corps législatif. »

*
* *

Indépendamment, en effet, de 4,000 hommes de troupes commandés par le général Caussade, les triples premiers rangs de défenseurs de la Chambre étaient composés de gendarmes de la Seine, de gardes de Paris et de 800 sergents de ville, auxquels, le matin même, M. Piétri avait adressé à peu près ces paroles :

« Mes amis, vous savez si je suis attaché à l'Empereur, et combien Sa Majesté doit trouver en moi un aveugle et inébranlable dévouement? Mais ce matin je ne viens point, préoccupé de mes attachements personnels, vous parler soit au nom de l'Empereur, soit au nom du Prince Impérial, soit au nom de l'Impératrice, non! C'est au nom du Pays, au nom de la France, que je fais appel à tout votre patriotisme. Allez à la Chambre, *défendez-la jusqu'à la mort, non point dans un intérêt dynastique*, mais dans un intérêt du Gouvernement, dans l'intérêt de la représentation nationale, qui, en ce moment, a mission de sauver le pays. Ne la laissez pas troubler dans ses délibérations; ne la laissez pas envahir! Que l'émeute vous trouve résolus, inatta-

quables et prêts à mourir au poste que je vous confie, au nom de l'Assemblée nationale et au nom de la France ! »

Tous les sergents de ville s'étaient précipités sur les mains de M. Piétri, en lui criant : « *Soyez tranquille, on ne passera pas ! nous nous ferons plutôt tuer !* »

Les officiers de paix, tous ou pour la plupart anciens sous-officiers, les commissaires de police, sous les ordres immédiats d'un des plus énergiques d'entre eux, M. Jacob, avaient donné l'assurance d'une grande vigilance et d'une fermeté absolue.

— « Ne laissez passer personne ! avait repris M. Piétri.

— Personne !

— Que *sous aucun prétexte*, vous m'entendez ? nul ne se glisse, soit garde national, soit autre... que les députés, dans le Corps législatif.

— Sous aucun prétexte, monsieur le Préfet.

— Allons ! mes amis, vive la France !

XV

Le Conseil des ministres allait donc entrer en séance ; il était 9 heures du matin. L'impératrice descendait l'escalier particulier affecté à ses appartements et aboutissant au pavillon de l'Horloge, escalier d'intimes, au pied duquel Clesinger avait sculpté en paros un superbe taureau des Marais-Pontins, et qui, aux jours de féériques réceptions, n'était accessible qu'aux grands dignitaires et aux familiers de la maison.

Tout à coup le Gouverneur de Paris arrive aux Tuileries : Il avait été appelé à nouveau par un chambellan ou un officier de service, M. Jurien de la Gravière, peut-être, qui, secrètement et trouvant malséant qu'il ne se fût pas rendu, la veille, à l'invitation du ministre de l'Intérieur, ni dérangé pour la Souveraine, était allé de lui-même le relancer afin que la Régente ne restât pas sous l'humiliation d'un pareil... sans gène !

En le voyant arriver, M. Henri Chevreau quitte précipitamment la salle du conseil et va à la rencontre de la Régente qu'il supplie de vouloir bien remonter chez Elle, dût le Cabinet attendre, et de recevoir « *doucement* » Trochu....

L'Impératrice, à ce mot, fit un geste qui signifiait « c'est inutile; » puis, comme le ministre, « afin d'épuiser tous les moyens conciliants » insistait, Elle remonta en disant « Allons!... Soit!... »

L'entretien dura une demi-heure.

L'Impératrice entra ensuite dans la salle du conseil et s'assit....

Vivement alors, M. Henri Chevreau se lève et se plaçant derrière son fauteuil, il lui dit « à l'oreille: »

« Eh bien! Madame?.. Et... Trochu?.. »

L'Impératrice tourna vers lui les yeux, puis avec une expression douloureuse Elle hocha la tête et fit un geste négatif qui signifiait « il n'y faut plus compter. C'est fini. »

*
* *

Or, qu'était-ce que Trochu ? Qu'avait-on fait pour ou contre Trochu ?

Le général Trochu était en disponibilité lorsque la guerre éclata ; il affectait de se dire *sacrifié par l'Empire*, parce que la publication de son livre sur l'armée française, *sans indiquer la moindre réforme*, avait paru contraire aux lois de la hiérarchie militaire (1).

Sacrifié, Trochu, par l'Empire ? que l'on en juge !

En 1852, lieutenant-colonel d'état-major à 37 ans.

En 1853, colonel d'état-major.

En 1854, général de brigade, à 39 ans.

En 1859, général de division, à 44 ans.

En 1861, grand-officier de la Légion d'honneur.

La vérité c'est qu'encore que ce général, qui devait tout à un régime qui *l'avait soi-disant sacrifié*, affectât d'étaler dans des discours toujours longs et diffus sa *loyauté* de *catholique, sa fidélité de Breton et sa foi de*

(1) L'histoire de ce livre plein *des idées de Trochu* vaut qu'on la rappelle. L'Empereur avait rassemblé à Compiègne une réunion de généraux, de maréchaux, qu'il présidait, et dans laquelle il s'agissait d'étudier *certaines idées de Napoléon III*, certains plans de l'Empereur sur l'armée, sur son armement, en vue de placer nos soldats à la hauteur des nouvelles découvertes, comme des exigences que ces découvertes créeraient. Le général Trochu était secrétaire ; et la commission, après de longues séances où l'on discuta à fond, les *idées de l'Empereur* et de *Niel* et de *Palikao* et de *Lebœuf*, s'était dissoute sans résolution immédiate. On fut assez étonné, quelque temps après, de voir Trochu publier un livre, qu'il ne signa pas, il est vrai, mais qui ne contenait rien autre que tout ce qui avait été élaboré dans cette commission !... *Gallus escam quærens marjoritam reperit.*

soldat, il n'inspirait de confiance qu'aux gens d'opposition.

« Il y a une chose étrange, disait, le 3 avril 1872, Me Lachaud, c'est que *les ennemis de l'Empire* aient été ceux qui protégeaient et défendaient le plus ardemment le général Trochu. »

Toutefois, au moment où plusieurs membres de l'Assemblée nationale sollicitaient, pour Trochu, un commandement, le ministre de la Guerre, M. le comte de Palikao, allant au-devant de leurs sollicitations, avait nommé, par décret du 12 août 1870, le général au commandement du 12e corps, campé à Châlons, et devant faire partie de l'armée de Mac-Mahon.

En arrivant à Châlons, Napoléon III trouva le duc de Magenta et Trochu.

Celui-ci alla, avec des formes d'une courtoisie faite pour vaincre les plus résistants, au-devant des meilleurs sentiments de l'Empereur, dont il capta la bonté, l'amitié même par des démonstrations *attendries* et par des témoignages d'attachement d'une expression pompeuse qui faisait du plus ordinaire des guerriers le plus habile des tacticiens. L'Empereur se laissa circonvenir, et nomma Trochu gouverneur général de Paris. — Il lui donnait ainsi, le 17 août 1870, le commandement en chef... de l'émeute! A cette nouvelle (1), le sénateur

(1) Une femme, dont le cœur égale la grâce, madame la maréchale Canrobert, était allée, elle aussi, réveiller M. Rouher au Sénat. Elle lui avait dit, d'un ton inspiré et chaud de patriotisme: « Oh! faites-le arrêter, ou nous sommes perdus! »
Touchant accord... en *faveur* de l'improbité de Trochu!

M. X..., qui se connaît en hommes, alla trouver le duc de Persigny à qui il dit : « l'Empereur a nommé *Trochu*, *nous sommes perdus*. »

Puis : « Il n'y a plus qu'une chose à faire ; appelez-le aux Tuileries, jetez-le dans une basse-fosse et conduisez-le ensuite, dans une voiture cellulaire, à Mazas ! »

Très-bon flair, cet ex-Préfet de police! (1).

Trochu mit le comble à ses captations félines et à l'abus du dramatique, en faisant à l'Empereur des adieux de Fontainebleau.

« Sire! s'écria-t-il, au moment où prêt à aller *opérer* à Paris, il quittait le Souverain devant la tente du quartier impérial au camp de Châlons (et nous pouvons opposer aux dénégations produites à la Cour d'assises par un loyal général un peu oublieux des

(1) Un autre policier, M. Duvergier, dont l'énergie complétait M. Piétri, un peu trop enclin à la bienveillance et aux *présomptions favorables*, ce qui faisait de lui un préfet de police... hors ligne, M. Duvergier étant allé, le 1er septembre, chez le général Trochu pour se plaindre de certains excès de presse, il avait trouvé le Gouverneur de Paris très-avant dans le camp des excessifs : M. Trochu, qui avait cru rencontrer un auditeur, tint trois heures durant le secrétaire-général de la police sous... la tyrannie de sa parole, de ses théories *subversives* et de jugements tout militaires, c'est-à-dire peu... civils à l'endroit des Baraguey-d'Hilliers, des Palikao, de Napoléon III et du système impérial. En quittant ce *révolutionnaire*, M. Duvergier alla dire à M. Piétri : « Nous sommes perdus! » Mais M. Piétri ne crut, pas plus que les ministres, à ces éclairs de prévision, il sourit, gourmanda son zélé secrétaire-général, et Trochu cette fois encore fut *épargné*! En voilà un sur le compte duquel les avertissements n'avaient pas manqué! Quant aux... avertis, qu'en penser? Que d'efforts pour ouvrir les yeux à tant d'aveugles, pour donner de la résolution à tant d'indécis!

détails *contraires* à Trochu, le témoignage, *de visu*, de gens ayant assisté à ces dérisoires *embrassades!*) : Sire ! ajoutez à ma gloire! Dépassez d'un coup tous mes honneurs! Sire... que je vous embrasse!.... »

Et il arriva à Paris, où il *jura à l'Impératrice de se faire tuer en travers des marches du Trône* plutôt que de la laisser offenser par l'émeute : il jura sa *loyauté de catholique*, sa *fidélité de Breton* et sa *foi de soldat*...

* * *

Et pourtant il s'était fait précéder à Paris par la violation la plus flagrante de ses serments et de ses devoirs de général, en ramenant de Châlons, sans l'assentiment du ministre de la Guerre, les bataillons des mobiles parisiens, au nombre de 18 à 20,000 tous hommes signalés par leur esprit de mutinerie et d'indiscipline.

En effet, ces mobiles avaient beaucoup fait parler d'eux; le *Siècle* particulièrement avait été leur prôneur plus encore que leur organe, racontant avec complaisance qu'ils avaient injurié l'Empereur, commis des actes journaliers de révoltante inconvenance, proféré des cris séditieux contre Canrobert et contre Napoléon III. Le général Trochu ne l'ignorait pas! Et le général Trochu les ramenait à Paris!..

Il leur adressa une *harangue* qui, par des énonciations de doctrines politiques auxquelles la présence de l'ennemi sur le sol national aurait dû imposer silence, donna à penser aux *clairvoyants* que Trochu ména-

geait ces forces, déjà à demi insurgées, pour l'accomplissement ultérieur de quelque mauvais dessein. « Je vous ai ramenés à Paris pour y combattre comme c'est votre droit. » Les autres mobiles, à la lecture de cette harangue, ne devaient-ils pas refuser tout service hors de leurs départements respectifs, se croyant, d'après l'exemple des mobiles de Paris, le droit et le devoir de ne défendre que leurs foyers?

*
* *

Le général Trochu ayant envoyé cette proclamation à l'*Officiel*, le ministre de l'Intérieur s'offensa du texte moins que châtié de la harangue *où les droits* à l'insubordination, sinon à l'émeute, éclataient bien autrement haut que *les devoirs*

M. Léon Chevreau s'aboucha avec le général Schmitz qui en conféra avec Trochu ; et Trochu modifia pour l'*Officiel* le texte qui, — par quelle bizarrerie vraiment étrange? — parut au *Siècle* dans la teneur originelle et originale de sa conception première.

N'y avait-il pas lieu de se demander comment, *sous main*, avait été réintégrée au *Siècle* l'expression blâmée à l'*Officiel*; et si, par contre, le Gouverneur général de Paris pour l'Empereur n'avait pas avec le *Siècle* ou son monde politique des relations telles, qu'on pût considérer ce journal notoirement très-hostile, comme une sorte d'*Officiel* du futur président de la Défense nationale?..

*
* *

Ce jour-là, le Cabinet s'était demandé s'il n'y avait pas quelque mesure de *sûreté pour l'Empire* à prendre à l'égard de Trochu, et *s'il ne convenait point même de l'arrêter...*

Quoi qu'il en soit, le général de Palikao adressa, en plein conseil, des reproches durs à Trochu sur l'acte d'insubordination, qui l'avait porté à introduire dans Paris 20,000 hommes prêts à tout coup de main, et qui eussent été bien mieux devant l'ennemi, contre lequel, d'ailleurs, le Gouvernement les avait envoyés et qu'il ne remplacerait pas facilement... »

« Tandis que je passe mes nuits à chercher un homme ici, un fusil là, pour arriver à constituer une armée, vous m'enlevez d'un seul coup dix-huit à vingt mille soldats et vous compromettez les opérations projetées. »

*
* *

Le lendemain, Trochu, au moment où le conseil allait se séparer, se lève et dit à l'Impératrice d'un ton de conspirateur :

— Madame, veuillez prier messieurs les ministres de ne pas se retirer ; j'ai à vous parler... devant eux.

— Messieurs, dit l'Impératrice, veuillez vous rasseoir...

Tout le monde s'est assis; tout le monde a tourné les yeux dans la direction du général, qui, debout, dit à la Régente : Madame, je ne suis ni un ambitieux ni un traître...

A cette double énonciation, présentée avec pompe et coupée par un silence inquiétant, on se regarde... et l'on attend...

—Madame, reprend le général, je ne suis ni un ambitieux ni un traître...

Nouvelle pause; aiguillonnement plus vif de la curiosité à laquelle se mêle un commencement d'impatience chez la Régente, qui, d'un geste, acquiesce mais l'encourage à poursuivre...

— Madame, réitère-t-il, je ne...

— Nous vous en croyons, interrompt M. Rouher, passez .. Quant à n'être pas ambitieux, cela constituerait un grave tort pour vous à nos yeux, car jamais époque n'exigea plus d'ambition, d'ambition généreuse chez le Gouverneur de Paris : l'ambition de protéger la capitale et de sauvegarder les institutions... Quant à n'être pas un traître, ce n'est que le devoir strict du dernier des honnêtes gens; mais que désirez-vous nous faire connaître ?... Parlez vite!... nos moments sont précieux...

— Madame, je ne suis pas ambitieux, mais j'ai onze enfants à ma charge, je suis sans fortune et ne possède que 100 francs de rentes, j'ai besoin d'argent pour mon équipement, et je vous demande d'avance

20,000 francs..., car 20,000 francs suffiront à mon traitement, c'est assez pour moi, je suis modeste, je ne tiens pas à ces traitements *scandaleux* dont l'Empire a donné le triste exemple ! Oui ! l'Empire a donné l'exemple de traitements scandaleux et...

— Général, s'écrie le ministre de la Guerre, que signifie tout ce verbiage ? Pourquoi entretenir la Régente et le conseil des ministres d'une question... de solde ? Passez tout à l'heure à la caisse, vous toucherez votre avance ; quel que soit le traitement du Gouverneur de Paris, il vous sera payé... Vraiment, général, vous poussez loin le droit d'intervenir dans les délibérations du conseil... Pardon, Madame ! levons-nous, Messieurs !

*
* *

Comment tant d'emphase, une emphase qui touchait au *burlesque*, chez un pareil homme ? Car, il faut le dire, Trochu n'était pas si fanfaron qu'il le paraissait.

Trochu, qui fit si peu de mal à l'ennemi, n'en avait point peur, car il est brave. Qu'on en juge :

Pendant le siége, en séance de la Défense nationale, MM. Arago, Ferry et Picard s'ameutent contre Trochu, à qui ils reprochent de *ne pas sortir*. Le général écoute, puis il se lève et dit :

« Messieurs, je suis sorti aujourd'hui ; je suis allé à Issy, et...

— Et, intervient M. Cresson, préfet de police, il *pleuvait* littéralement de la mitraille.

Trochu se tourne, le regard interrogateur.

— Oui, dit le préfet, je le sais...

— Messieurs, ajoute Trochu, je sortirai encore demain à midi... J'irai à Issy...

Et il se rasseoit, puis, se relevant, il ajoute : « Je vous y attendrai... »

Le lendemain, à midi, les feux de l'artillerie prussienne balayaient le secteur d'Issy. Trochu à cheval arrive; la position est si difficile que les gardes nationaux et la troupe se cachent derrière les talus.

Le cheval du général renâcle et, comme si le mot d'ordre fût venu de la Défense au secteur, un des gardes nationaux dit au général d'un ton narquois :

— « Eh! eh! général, vous ouvrez la narine?... »

— Oui! répond Trochu, j'ouvre la narine, mais... pour passer!

Et il traverse la pluie de feu, au pas...

Bien entendu que ni Favre, ni Picard, ni Arago, ni Ferry, ni aucun autre, n'étaient au rendez-vous...

*
*

Trochu, c'est vrai, était brave, mais sa conduite était mesquine! Ne disait-il pas à tout instant, et quand il avait poussé une simple reconnaissance : « Je les ai *chicanés!* Eh! eh! je les ai encore une fois *chicanés!* »

***

L'étrange allocution de Trochu aux mobiles parisiens, allocution dont le ton d'indépendance, de mutinerie même, empruntait un caractère particulier de gravité aux fonctions de gouverneur de Paris, fut commentée durement, — mais à bon droit, — à Châlons, en plein dîner, devant l'Empereur.

M. de Saint-Paul, sénateur, s'était rendu à Châlons avec M. Rouher pour soumettre à Napoléon III et à Mac-Mahon des plans militaires, qui étaient l'expression des études et des observations de généraux faisant partie du Sénat. Le soir, à table, au quartier impérial, M. de Saint-Paul, placé à côté de l'Empereur, l'entretenait de l'incroyable langage du Gouverneur de Paris: « Un niais ou un traître » résumait le sénateur.

— Vous en voulez donc bien au général, mon cher Saint-Paul? dit l'Empereur.

— Sire, je répète qu'un homme qui, en présence d'une situation comme la nôtre, jette dans les cerveaux de jeunes enfants de Paris, nourris au biberon de l'émeute, de tels ferments de révolte, de telles excitations à l'indiscipline, je dis qu'un pareil homme est ou un niais, alors il est déjà dangereux, — ou un traître, — et il est cent fois plus dangereux encore!

Et l'Empereur, M. de Saint-Paul ayant parlé assez haut pour que les personnes les plus rapprochées eussent parfaitement entendu la sortie de l'ex-direc-

teur général de l'Intérieur, l'Empereur essayait de le modérer et de le dissuader.

— « N'est-ce pas Rouher, que Saint-Paul va un peu loin? »

— Sire, en effet, le général Trochu a dépassé dans l'art oratoire tout ce qu'on devait attendre d'un tempérament... *modérateur*, et c'est d'une imprudence égale à la naïveté...

— Et moi, Sire, reprit M. de Saint-Paul, avec fermeté, je soutiens et je démontre que le général Trochu n'est pas un niais... *mais un traitre!*

Et le convive, avec feu et à l'aide d'arguments parfaitement logiques, développa sa thèse et conclut tout haut, *très-haut*, que *Trochu était un traître...*

L'émoi était grand : s'exprimer en pareils termes sur un homme dont la mission était toute de confiance et devant un tribunal d'honneur!

Cette fois, Napoléon III, élevant la voix, s'adressa au duc de Magenta, placé un peu plus loin :

— Entendez-vous, maréchal, ce que soutient Saint-Paul?

— Quoi donc, Sire? repondit Mac-Mahon.

— Saint-Paul prétend et affirme que le Gouverneur de Paris est un traître.

— Oui! maréchal, appuya de nouveau M. de Saint-Paul, et qui nous perdra...

— Oh! s'écria Mac-Mahon, c'est bien grave, cette accusation :

« Avec le général Trochu, *il ne faut pas s'inquiéter des moyens;* il est si loyal, que l'on peut être sûr qu'il

ira toujours le droit chemin, *quels que moyens qu'il adopte,* mais il ne... trahira jamais !.. Je le connais, j'en réponds.

*
* *

« C'était, au demeurant, disait un ex-ministre de la Régente, un singulier caméléon que ce Trochu qui, après nous avoir déclaré *que résister aux Prussiens dans Paris et espérer quelque chose du siége de la capitale était une folie,* assume cette responsabilité pour laquelle il savait être insuffisant, au lieu de s'en décharger sur d'autres épaules plus solides, et au profit de quelque général dont le plan ne pouvait guère être pire ou même aussi mauvais que celui déposé chez Me Ducloux. »

Trochu était de bonne foi, et c'est de bonne foi, que violant ses serments et étouffant le cri de sa conscience, il crut bien faire en leur préférant les conseils de son patriotisme !

Mais ce patriotisme d'*insensé* n'ôte rien à la dureté des reproches qu'on lui fera toujours et qu'un de ses amis a pris soin de formuler.

« Est-il bien, se demande M. de Kératry, est-il bien sous l'empire de semblables prévisions de sacrifier hommes et milliards pour paraître marcher à un résultat qu'on croit irréalisable et intangible ?...

Mieux vaut ne pas accepter le pouvoir, quand on a les épaules trop faibles.

*
* *

Cependant la visite du général Trochu aux Tuileries le 4 au matin, c'est-à-dire à la dernière heure, n'avait porté un coup appréciable qu'au cœur de la femme et de la mère; quant à la souveraine, c'est avec une inaltérable sérénité et un calme, en apparence profond, qu'elle présida ce dernier conseil des ministres, dans lequel fut arrêté le projet suivant, qui devait être lu, deux heures plus tard, à la Chambre :

Art. 1er. Un conseil de Gouvernement et de Défense nationale est institué. Ce conseil est composé de cinq membres. Chaque membre en est nommé par le Corps législatif.

Art. 2. Les ministres sont nommés sous le contre-seing des membres du Conseil.

Art. 3 Le général comte de Palikao est nommé lieutenant général dudit conseil.

Fait au palais des Tuileries.

XVI

Lui aussi, ce jour-là, le soleil, sembla vouloir être complice : un vrai soleil d'Austerlitz !

Le ciel était d'une grande sérénité; il faisait beau, il faisait chaud... La ville de Paris n'avait point abdiqué, car ses tonneaux d'arrosage parcouraient les Champs-Élysées et la rue de Rivoli, et son édilité vaquait,

comme aux jours les plus ternes, à ses petites affaires...

La place de la Concorde était occupée militairement; les voitures étaient arrêtées à l'entrée par l'autorité, *sauf celles de la gauche*, néfaste et grotesque privilége! Les députés de la gauche, d'ailleurs, paraissaient, seuls, s'intéresser au sort du pays, tant ils étaient affairés!... Ils allaient, ils circulaient, et une sorte de déférence de *bon* augure se portait à leur rencontre : n'étaient-ils pas le très-prochain avenir? *l'espoir de la France!*

*
* *

M. Thiers, *qui toute la matinée avait reçu chez uil nombre de députés de diverses nuances*, était arrivé de bonne heure à la Chambre.

De midi à une heure, il parcourut les groupes, proposant ou faisant proposer par M. Lefèvre-Pontalis l'acquiescement à sa motion de la veille, modifiée en cè sens qu'au lieu de *vu la vacance du Pouvoir*, il avait écrit : *vu les circonstances*.

Ces diverses rédactions, presque aussitôt arrêtées, du reste, que la nouvelle de nos désastres nous était parvenue, n'établissent-elles pas le souci des hommes du *Quatre Septembre*, aidés par M. Thiers, de dénaturer les faits aux yeux du pays, puisque l'Impératrice exerçant le pouvoir, il n'y avait ni vacance ni désertion? Ah! n'y avait-il pas plutôt projet bien manifeste de renverser l'Empire!

A ces heures de crise profonde, où quelques susceptibilités survivent chez certains hommes timides ou timorés, les esprits du genre de M. Thiers sont merveilleusement doués pour ménager ces susceptibilités tout en les compromettant, et pour tout perdre. Leur petite sagesse a l'industrie voulue pour trouver un moyen terme, pour verser le dissolvant sans qu'il y ait séparation violente, mais simplement désagrégation et dissolution, comme si c'eût été l'effet d'un travail naturel!

Le mot de *déchéance*, violemment introduit par M. Jules Favre, froissait bien des gens, lâcheurs au fond, mais jaloux de sauver les apparences. Vite on supprime le mot, que l'on remplace par *vacance*, puis par *vu les circonstances!* Et les difficultés s'aplanissent et les consciences s'ouvrent au compromis! On agit, au fond, tout bonnement comme Jules Favre, mais on a employé une autre forme de langage : le fait, ce qui demeure, c'est la révolution mais avec des façons si exquises! Les hommes précieux, que les M. Thiers, aux époques d'eau trouble et de secousse!...

***

M. le général comte de Palikao dépose le projet du Gouvernement; M. Thiers le sien, après M. Jules Favre; M. Gambetta fait décider par l'Assemblée que *les trois motions* (celle de *déchéance* aussi!) seront examinées dans les bureaux.

Mais M. le comte de Kératry à qui il était réservé de

se faire une *réclame* de son attitude révolutionnaire, et qui devait se vanter plus tard, à Nantes, dans un meeting, de son énergique impulsion, qu'il a lui-même caractérisée en ces termes : « Dans la nuit du 3 au 4 septembre, *je hâtai*, *j'activai la déchéance impériale* et l'avénement du nouveau régime; *je poussai* Gambetta à la tribune, je *m'emparai* d'abord de l'Hôtel de Ville avec lui, puis de la Préfecture de police. » (*Gaulois* du 7 janvier 1871, le comte de Kératry.) M. le comte de Kératry, disons-nous, interpelle, avec une vivacité voisine de la violence, le Président du Conseil sur les mesures militaires prises pour la garde de l'Assemblée.

« Messieurs, dit le comte, la dignité du pays, la dignité de la Chambre, qui est le seul pouvoir qui représente la nation, veulent que nous soyons gardés non par des gardes de Paris et par des sergents de ville, mais par la garde nationale. (Rumeurs, — oui! oui! à gauche). *Je m'étonne* donc que M. le comte de Palikao, ministre de la Guerre, ait donné des ordres *contraires* à ceux du général Trochu, et, par conséquent, je suis obligé de dire que le ministre de la Guerre a forfait à ses devoirs. »

Plus de doutes; le gouvernement révolutionnaire était décidé pour ce jour-là, et le général Trochu devait le seconder ; la défense du comte de Kératry dépassait le but; elle ne disait que trop hautement que le parti avait compté sur Trochu pour n'entourer la Chambre que par des défensurs de carton. C'était si bien préparé que, le matin même, M. Duvergier, secrétaire-général de la Préfecture de police, s'étant rendu chez le

Gouverneur de Paris, M. le général Schmitz lui dit fort allégrement et en se frottant les mains :.

— Eh bien! M. le secrétaire-général, vous qui savez payer de votre personne, vous voilà à votre affaire, car la journée va être chaude! Oui! oui! ajouta-t-il, cela promet, cela sera chaud. Ah! ah!... voilà une vraie journée! Vous allez pouvoir vous montrer!

Quelle désinvolture, le matin d'une journée où on *laissera tout faire*, et où, chargé par Trochu d'aller chez l'Impératrice, on ne dépassera pas la grille des Tuileries!...

La veille, du reste, quand les émeutiers s'étaient rués, en bande, contre le poste de police du boulevard Bonne-Nouvelle, M. Fouqueteau, officier de paix, à la tête de ses escouades de sergents de ville, avait repoussé vigoureusement l'attaque et déblayé le terrain. Mais ses énergiques efforts avaient été bientôt paralysés par les ordres que lui porta *un aide-de-camp du général Trochu « lui défendant d'agir et de disperser les bandes « et les groupes. »*

Pourquoi l'officier de paix ne lui répondit-il pas, comme devait le faire M. Jacob quelques heures plus tard : « Pardon! dites au général que la voie publique appartient au Préfet de police, et que je la maintiendrai libre, tant que M. Piétri ne m'aura pas ordonné de laisser toutes coudées franches à l'émeute?... »

Le ministre de la Guerre, sans s'arrêter aux interruptions, se justifie de l'accusation brutale qui lui était lancée. Il établit, avec une grande netteté, la ligne de démarcation qui séparait ses attributions de celles du

Gouverneur de Paris. Puis, comme MM. Esquiros et Raspail insistaient violemment en faveur de la remise des postes à la garde nationale : « De quoi vous plaignez-vous? ajouta-t-il, *que je vous fais la mariée trop belle?* (Exclamations et réclamations à gauche.) Comment, Messieurs, je mets autour du Corps législatif un nombre de troupes suffisant pour assurer la liberté de la discussion, et vous protestez?... »

*
* *

Il était une heure quarante minutes lorsque la Chambre se dispersa pour se rendre dans ses bureaux, après avoir entendu toutefois M. Thiers *adhérer* à la proposition de Jules Favre, comme il suit.

« . . . Mes *préférences personnelles* étaient pour le projet présenté par mes honorables collègues de la gauche (1), parce que, à mon avis, il posait nettement la question dans un moment où le pays a besoin d'une très-grande *clarté* dans la situation...

« *A gauche.* C'est vrai! — Très-bien! très-bien!

« *M. Thiers.* Mais comme je mets au-dessus de mes opinions personnelles le grand intérêt de *l'union* qui, au milieu du grand péril où nous sommes placés, peut seule améliorer notre situation... (très-bien! très-bien!) peut seule nous donner, *devant l'ennemi qui s'approche,* l'attitude qu'il convient d'avoir devant lui... (très-

(1) La proposition *de déchéance.*

bien! très-bien!) j'ai fait abstraction de mes préférences, et quoique je n'aie jamais fait de propositions, j'ai présenté une rédaction à plusieurs membres *pris dans toutes les nuances de cette Chambre,* — la lecture des noms vous le prouvera. La rédaction que j'ai préparée... la voici :

« Vu les circonstances, la Chambre nomme une commission de *gouvernement* et de défense nationale.

« *Une Constituante* sera convoquée dès que les circonstances le permettront. »

« Combien, dit M. Seigneur, ce langage artificieux, perfide, était plus dangereux que celui de M. Favre! Oui, nous l'accordons pleinement à M. Thiers, le pays avait besoin de clarté. C'est pourquoi nous déplorons que le rusé meneur se soit empressé, *selon sa coutume, d'obscurcir* et *d'embrouiller* de telle sorte qu'une motion, équivalente à celle de la gauche, *mais rédigée plus savamment,* rallia ces neutres, ces flottants, ces ambigus, appoint habituel et nécessaire des révolutions. »

*
* *

Pendant que les députés, pour la plupart, se rendaient dans leurs bureaux, plusieurs d'entre eux s'étaient répandus dans la salle des Pas-Perdus, où l'*embauchage pour la République* se faisait sans pudeur!

A ce moment, M. Busson-Billault, s'adressant à M. Léon Chevreau, lui signale M. Laurier qui, en uniforme de garde national, pratiquait ce délit.

— Il faut le faire arrêter, — répond M. Léon Chevreau.

— C'est juste ! réplique M. Busson-Billault ; mais ceci, mais cela ; je suis ministre, c'est vrai, mais député ; ce n'est guère à moi de l'ordonner ; voyez...

M. Léon Chevreau va droit à l'un des questeurs, l'amène près du groupe où M. Laurier embauchait révolutionnairement pour la République, et lui dit : « monsieur le questeur, vous commandez ici, faites arrêter cet homme ! »

— Croyez-vous ? Embauche-t-il vraiment ?

— Écoutez, rendez-vous compte !

— C'est vrai ! oui !... mais...

Finalement M. Laurier ne fut pas arrêté : M. Léon Chevreau devait le revoir, quelques heures plus tard, dans des circonstances assez... burlesques !

*
* *

Les symptômes n'ayant point manqué de se manifester des efforts criminels tentés depuis quelques jours contre l'Empire, M. Piétri avait fait de ses papiers des auto-dafé qui ne pronostiquaient rien de bon. Axiome : En matière de crise politique, consulter la cheminée des préfets de police, tout comme à Rome on consulte, pendant l'interrègne des papes, la cheminée du conclave ; s'il s'en échappe des molécules de papier roussi, cela va mal !

En effet, par des rapports successifs, M. Piétri avait

été tenu au courant de la marche progressive de la révolution. « La gauche, lui disait-on, *préparait une journée*; tout lui serait bon, surtout le pire. » La rue de la Sourdière, surveillée de près, fournissait d'amples preuves de la compromission de la gauche ; on y signalait la présence des Glais-Bizoin, des Ernest Picard, des Crémieux, *etc., etc.*

Cluseret, expulsé de France, venait d'y rentrer à Feignies, *appelé* à Paris pour prêter son concours à la gauche ; le Préfet de police, *le matin du Quatre Septembre*, avait télégraphié pour qu'on l'arrêtât. La garde nationale enfin était signalée comme prête à marcher ; et déjà l'on voyait dans Paris de ces figures qui ne surgissent que de dessous les pavés.

Les sergents de ville eux-mêmes vacillaient sur certains points : ne devaient-ils pas agiter leurs tricornes et crier, pour se sauver sans doute : *Vive la République!*

Vive la République! ce cri, qui est la bête noire de tous les gouvernements, voire de la République, des sergents de ville allaient le proférer! Avait-on jamais vu cela? L'ont-ils assez payé, les malheureux! ce cri pusillanime qui ne les a sauvés ni des noyades, ni des assommades, ni des fussillades... C'est égal, quand les sergents de ville crient *Vive la République!* les royautés peuvent plier bagage et les boutiquiers s'enfermer chez eux.

Vive la République! cela veut dire « sauve qui peut! »

Ah! voilà pourquoi l'Europe a si grand peur de la France! Voilà pourquoi depuis quatre-vingts ans elle

vit en défiance et se garde à carreau! Nous avons toujours cette boîte à mitraille à lui lancer : *la République!* Voilà pourquoi *le Quatre Septembre*, la honte d'un peuple, a été, de plus, une forfaiture ajoutée à un crime, car *il a délié nos amis*, qui n'avaient rien promis *à la Révolution*, et il nous a suscité des groupes d'ennemis! Est-ce que soudain, en effet, ne s'est pas agitée cette question de la mer Noire, vraie bouteille à l'encre des époques troublées? La France agonisait et l'on s'amusait aux bagatelles de la Porte...

Oui! voilà pourquoi les Républicains ne peuvent rien asseoir chez nous, puisque leur édifice devient aussitôt comme un mur de Chine qui nous isole : Ah! l'Europe, grâce à eux, a peur de cette France qui, mourante, à l'agonie, peut encore râler quelque chose de si terrible pour ses voisins : « Vive la République! » quelque chose qui, sous semblant de panacée, n'est, au demeurant, que perpétuelle bravade pour les couronnes et que menace contre les peuples...

***

Toutefois, on avait confiance dans la Garde de Paris, et l'on savait dévoué à l'Empire et à la dynastie, son chef, le colonel Valentin qui, dès l'aube, allait à M. Piétri et lui disait : « Je suis prêt, comptez sur moi; où faut-il aller? » M. le colonel Valentin avait tant de fois *affiché* ses sentiments en faveur de l'Empereur! L'Empereur! c'était sa seule religion! une adoration,

un culte! il ne reprochait à Napoléon III que ses ménagements, le 2 décembre, pour M. Thiers, « ce foutriquet! » avait dit le colonel dans un élan de dévouement... un peu de mise en scène!

Cependant profitant de la réunion des députés dans leurs bureaux, pour s'assurer des mesures prises, M. Henri Chevreau et son frère sont sortis par la place de Bourgogne.

Qu'est-ce que cela? — Plus de sergents de ville!

— Pardon! dit le ministre, en s'adressant à un officier de paix, qui regagne la Préfecture, je suis le ministre de l'Intérieur, que se passe-t-il donc? Pourquoi n'y a-t-il plus de sergents de ville?

— Nous avons reçu l'ordre de nous retirer!

— L'ordre de vous retirer? Et de qui donc cet ordre?

— De l'autorité militaire : M. Jacob, notre commissaire de police, a été renversé, roulé dans la boue, quasi écharpé...

Et tout en marchant, en avançant à travers ces débandades, M. Henri Chevreau se prenait la tête dans les mains, désespéré, fou, et il disait : « Mon Dieu! mon Dieu! être ministre, et ne rien pouvoir? » (1).

*
* *

Que s'était-il donc passé?

La foule des gardes nationaux ayant fait mine d'envahir la cour du Palais législatif, un jeune avocat,

(1) En effet, c'était raide!

M. Georges Seigneur qui, la veille, à la nouvelle de la captivité de Napoléon III, avait, au milieu des journalistes, crié, au ministère de l'Intérieur : « Vive l'Empereur ! » M. Georges Seigneur avait essayé de racheter les méfaits passés, présents et futurs de ceux de sa corporation, en aidant les gardiens à fermer la grille.

— Que faites-vous donc ? lui avait crié, du dehors, M. Hérisson, depuis maire et conseiller municipal.

— Je tiens le serment du général Trochu ! avait répondu le loyal jeune homme.

*
* *

C'est alors que M. Steenackers, accompagné de personnes que l'on a affirmé être MM. les Questeurs de l'Assemblée, s'approche du commissaire de police, M. Jacob, et lui enjoint de se retirer, lui et ses hommes.

— J'ai ma consigne, répond le commissaire de police, cela m'est impossible.

— Monsieur, je suis député, reprend M. Steenackers.

— C'est vrai, et j'obéirais, riposte imperturbablement M. Jacob, si j'étais *dans* le périmètre de l'Assemblée où commande le chef de l'armée; mais nous sommes *au dehors* et la voie publique relève de M. le Préfet de police.

— Mais si je vous apportais un ordre de M. le Gouverneur de Paris ?

— Oh ! devant un pareil ordre, je m'inclinerais...

Quelques minutes après, M. Steenackers et les per-

sonnes déjà indiquées, personnes présumées être MM. les Questeurs, revenaient auprès de M. Jacob, accompagnées du général Caussade.

— Retirez-vous! dit celui-ci.

— Mais, général, objecta le commissaire de police, vous allez être envahis, si je vous dégarnis ?...

— Non! retirez-vous, IL SUFFIT *de la garde nationale*...

Les sergents de ville, les gardes de Paris, les gendarmes de la Seine se retirèrent, en grondant; et immédiatement le flot populaire remplaça ces défenseurs énergiques de la Chambre, qui, repoussés, chassés, frappés, rentrèrent en désordre à la Préfecture, brisant leurs épées, lacérant leurs écharpes, refusant d'obéir et criant : « Nous sommes trahis! »

Les émeutiers de leur côté, avaient voulu forcer les grilles, mais inutilement; alors, M. Steenackers, — nous racontait depuis M. le général Lebreton en présence du loyal général Allard et d'un ex-député, sur le boulevard des Italiens, — M. Steenackers dit à un gardien :

« Vous voyez bien (et il montrait quelqu'un dans la foule) que Monsieur est mon frère! Laissez-le passer : je suis député. »

Le gardien, contraint et forcé, ouvrit la grille au prétendu frère de M. Steenackers, et la foule s'engouffra à la suite!...

Quant au général Caussade, qui mourut d'apoplexie un mois après, il était allé s'*asseoir* dans la salle des Pas-Perdus, derrière le groupe de « Pétus et d'Aria, »

où il *soufflait* avec peine, s'épongeant le front de son mouchoir, et, en apparence, étranger à la scène qui se passait près de lui!

A ce moment, le ministre de l'Intérieur qui, plein de zèle, allait, venait, cherchant à remédier de sa personne aux fautes commises par la faiblesse de tous, par l'impuissance du cabinet et par la trahison de quelques-uns, le ministre de l'Intérieur fut enlevé par le flot des envahisseurs, sa canne fut cassée, son chapeau, bossué, roula à terre, et c'est lorsqu'il eût vu ces violateurs de la loi pénétrer par force dans la salle des séances, qu'il se jeta dans un fiacre et courut aux Tuileries.

*
* *

En entrant chez l'Impératrice, M. Henri Chevreau la trouva aux prises avec deux ministres et elle lui cria, du plus loin qu'elle le vit :

« Venez! venez! voilà ces messieurs qui me pressent de quitter Paris, de fuir! »

Ces *messieurs*, c'étaient M. le baron Jérôme David et M. Busson-Billault...

Même on assure que, par mesure de prévoyance, M. Jérôme David avait fait chauffer un train, qui n'attendait que son ordre pour emmener l'Impératrice.

— Madame! se borna à dire M. Henri Chevreau, « c'est fini!... La Révolution triomphe! »

— « Tout est fini? murmura l'Impératrice, *alors*, ce pauvre général Trochu est donc mort? »

Cette ironie vengeresse témoignera devant la postérité contre le Gouverneur de Paris. Ce fut la seule flétrissure infligée par cette femme tant éprouvée, par cette souveraine si lâchement abandonnée : mais son empreinte brûlante marquera le front... de l'*Homme du Quatre Septembre* du *Christ du Quatre Septembre* comme s'est plu à le dire maître Cresson, trop honnête évidemment pour n'avoir pas cru qu'un pareil gouvernement avait en effet besoin... d'un Christ !...

XVII

M. Piétri, de retour des Tuileries à la Préfecture, avait presque immédiatement transmis à l'Impératrice, de quart d'heure en quart d'heure, des rapports plus alarmants les uns que les autres, les derniers, annonçant « que les sergents de ville, si résolus, si dévoués, à peu près tous, avaient été renvoyés de la Chambre par ordre du général Gouverneur de Paris ; que l'on criait partout : *Vive la République! la déchéance!* que *l'Assemblée était violée* et qu'on *abattait les aigles ;* » ils concluaient à ce que « Sa Majesté hâtât ses préparatifs de départ. » La fuite ! l'abandon du Trône ! la retraite devant la lutte, devant le devoir, tel était l'avis *voire du Préfet de police,* l'avis insinué, adressé par toutes les voies, inculqué à cette femme si résolue, si hautaine, si brave, mais si mal entourée, si mal conseillée, si... abandonnée !... Car le défaut de conseils virils corres-

pondant à ses desseins énergiques, fortifiant sa résolution de rester à son poste, d'y mourir, en *factionnaire* esclave de la consigne, là fut l'abandon... de ceux que ces douloureux événements ont trouvés inférieurs à leur mission! Ah! qu'un seul eût dit : « Madame, restez » et la dynastie restait là, pour venger les désastres de Sedan et réparer les fautes dont l'Empire sera accusé, pour s'en être rapporté trop aveuglément à quelques hommes ineptes ou fanfarons! Ah! si le général Fleury avait été à Paris...

*
* *

Au reçu de ces dépêches, qui concordaient avec les fatales nouvelles apportées par M. Henri Chevreau, avec les sollicitations pressantes de deux amis, membres du Corps législatif, de ne pas *tenter la colère de la populace*, l'Impératrice encore, toujours résolue à ne tenir compte que de ses inspirations, de sa résolution de rester sur *son banc de quart* et de défendre Paris contre les Prussiens de Paris, envoya chercher à la Préfecture de police, M. Piétri, par M. le marquis de Lezay-Marnésia, dans une voiture de service de la Cour.

On a toujours eu aux Tuileries en M. Piétri une confiance qu'aucun des échecs, valus à l'Empire par les fautes de la police, n'avait pu altérer, et S. M. Eugénie attendait sans doute de la résolution — résolution professionnelle, résolution d'état, — de l'inébranlable fermeté d'un « Préfet de police » de vifs encou-

ragements venant seconder ses sentiments de vaillance et battre en brêche les excitations timides, ramollissantes de certains ministres, en qui on avait toujours vu, —bien à tort, — des foudres de guerre.....

Il était plus de trois heures alors : Le Préfet de police était entouré dans son cabinet de ses chefs d'état-major, tous vaillants sous l'Empire inattaqué, tous ou à peu près... envolés le jour du péril et de la résistance : M. M. Nusse, chef de la police municipale, surnommé par un de ses successeurs, non sans raison : « *le coup de poing dans une motte de beurre* et qui abandonna son poste ; » Ansart, chef-adjoint, qui avait dû sa fortune administrative aux hommes de l'Empire et qui depuis, serviteur frénétique de la République, a su s'accommoder à l'humeur et au passé de tous les préfets, voire les plus amis de Raoul Rigault, voire à Raoul Rigault lui-même, si peu reconnaissant depuis... dans certain écrit où il qualifie durement l'homme et *ses excès* de... dévouement; Mettetal et Baube, chefs de division; Marseille, contrôleur général des services de police Duvergier, secrétaire général; Claude, chef de la sûreté; Eriau, directeur général de la sûreté publique, depuis passé à la République; les quatre inspecteurs divisionnaires; les commissaires des délégations, Demaquay, Lambquin, Bérillon et enfin Routier de Bullemont...

M. Piétri, empressé à se rendre à l'appel de la Régente, légua à tous « ses collaborateurs » la mission de défendre la Préfecture et d'y faire respecter l'autorité de l'Empereur : tous le jurèrent...

Mais M. Piétri n'était pas plus tôt en voiture, qu'à

l'exception du secrètaire général, bientôt lui-même jeté hors de la place par la peur de ses collègues, qui tous, *ne sachant que devenir*, l'envoyèrent aux nouvelles afin de profiter de son éloignement pour s'esquiver, chacun de son côté, par des portes dérobées, il ne restait plus personne à la police : deux ou trois ambitieux, huit au plus, et qui se hâtèrent de changer de peau, de costumes comme de cocarde, pour que la Révolution, en échouant aux rives *hospitalières* de ce lieu, n'attendît pas trop longtemps... ces dévouements vénéneux que fait naître tout nouveau régime comme le soleil les champignons sur les tas de fumier !

*
* *

La Chambre envahie et « ces Messieurs les Douze — » s'étant partagé les dépouilles du Pouvoir, M. le COMTE de Kératry entouré de gardes nationaux armés (encore que l'avis de Trochu eût été *sans armes*) et beuglant « la Marseillaise, » de gens en guenilles, d'un tas de soi-disant républicains, en un mot, s'achemina triomphalement vers la rue de Jérusalem : en route, la bande dut s'ouvrir, — non sans peine, — devant une voiture emportée à toute vitesse, celle de M. Piétri, ex-préfet de police !...

Escorté des citoyens Antonin Dubost, de *la Marseillaise,* Raoul Rigault, de Fonvielle, Millière, d'un officier de la garde nationale de Bercy, Petit, des gardes nationaux Trottin et Franquet, celui-ci depuis commissaire

de police; le citoyen comte de Kératry devait faire à la Préfecture de police une entrée de mélodrame, et enlever le cabinet du Préfet... à la Zampa!

C'était l'heure où le Roi de Prusse entrait, lui, à Meaux; où les Prussiens mettaient à sac Reims, Épernay, Châlons; et où notre brave armée s'acheminait, captive, vers l'Allemagne. O coïncidence, qui sera commentée par l'histoire!

Du même pas, le surplus de « ces Messieurs les Douze! » allait prendre possession de l'Hôtel de Ville, mettre en liberté Henri Rochefort, « qu'on a préféré, de l'aveu de Jules Favre, avoir dedans que dehors, » ainsi que Eudes, le « coreligionnaire, » et prononcer, à la même fenêtre, le discours de Lamartine.

A présent, s'était écrié Trochu avec une emphase qui caricaturait effroyablement l'acte généreux du grand poëte, à présent allons *faire du* Lamartine!

Faire du Lamartine!

Oui! cette journée-là — l'autre — fut mémorable pour Lamartine, qui eut le courage, en face d'une foule effarée, de déchirer le drapeau rouge. Mais quant à lui, quant au général Trochu, il alla *tranquillement* cueillir le fruit révolutionnaire qui s'appelle : la Présidence du Gouvernement du *Quatre Septembre*.

Là encore, à l'Hôtel de Ville, le Gouvernement de l'escamotage priait un commissaire de police de l'Empire, M. Blanchet, de rester auprès de lui, de l'aider : « Nous ne comprenons rien ici, nous ne savons rien, » avait dit Stentor-Arago.

Tous des gâcheurs, ces républicains : — pas un... architecte.

*
* *

Cependant Antonin Dubost n'a pas plus tôt mis le pied sur les marches de la Préfecture de police (comment un *pur* connaissait-il si bien les détours du sérail), que désertant un instant le cortége du citoyen comte de Kératry, il se dirige droit vers le bureau du télégraphe d'où il annonce d'urgence *urbi et orbi*, qu'il *est nommé* secrétaire général de la police. C'était, de l'aveu du comte de Kératry, un espion à Gambetta.

En chemin, l'officier Petit, qui a reconnu son ancien commissaire de police de Bercy, embauche M. Lambquin, dont le citoyen comte de Kératry accepte les services avec enthousiasme ; et, à son tour, M. Lambquin embauche M. Claude, lequel d'autres ; si bien qu'en arrivant dans les bureaux du cabinet, le citoyen comte de Kératry avait presque fait faire *peau neuve* à la police ! Piètre succès !...

Cependant un prudent, un sage, un habile, avait pris possession des services de la police municipale, abandonnée par M. Nusse, son chef.

Entendant donc un bruit précurseur d'avénement, M. Ansart, dépêche M. Giobergia, son inspecteur divisionnaire, qui, du haut de l'escalier interpelle le nouveau venu et lui crie : « Qui vive ! »

— Le comte de Kératry! préfet de police, répond le citoyen comte de Kératry.

Et M. Ansart accourant, s'incline et dit : « Avancez ! » C'est avec *cette résistance* que fut enlevée la Préfecture de police. M. le colonel Valentin y commandait pourtant ; M. le colonel Valentin avait pourtant sous ses ordres des hommes fidèles à l'Empire, à leur devoir : mais le colonel Valentin *ne leur avait pas donné de cartouches !*... Et puis le colonel Valentin, alors aspirant général, ne devait-il pas être, lui aussi, une des épaulettes qui se sont *illustrées* au Quatre Septembre !...

Depuis, M. Ansart est resté chef de la police municipale, usant, d'ailleurs, d'une particulière bienveillance et *douce* longanimité envers ses bienfaiteurs, les bonapartistes !

Mais ces transactions avec la conscience ne sont pas sans imposer à leurs auteurs des sacrifices... *coûteux* pour bien d'autres ! Il faut donner des gages aux nouveau venus, et M. Thiers n'est plus à en attendre de son chef de la police municipale.....

*
* *

En apprenant l'approche du cortége révolutionnaire, les intimes de M. Piétri s'étaient jetés dans son cabinet et, rossignols en mains, ils accouchaient au forceps le bureau de l'ex-préfet.

En présence, en effet, de son secrétaire et neveu, M. Rocca-Sera, de M. Dron, chef du matériel, de M. Mouton, chef du cabinet, qui, à ce titre, paraissait tenir à remplir son devoir jusqu'au bout, en sauvegardant des intérêts qui lui avaient été confiés, un

serrurier, pratiquait de frénétiques, mais... intelligentes pesées sur la caisse de M. Piétri, dont on aurait voulu sauver les valeurs personnelles, l'argent et les correspondances.

A la vue de ces violences, le citoyen comte Kératry, qu'un huissier venait d'annoncer ainsi : « Monsieur le Préfet ! » et qui, déjà entré dans la peau de son rôle, croyait voir là et autour de lui, des faussaires... autres que ceux du Quatre Septembre, fait majestueusement un pas en avant, étend sa main droite et dit, façon — Zampa : « *Arrêtez !* »

Arrêtez! joli, le premier mot du Préfet de police de ce régime libéral !

— Que faites-vous ici, Messieurs ? demanda-t-il ensuite.

Rassurés sur l'acabit de ce républicain si économe du mot « citoyen, » les amis de M. Piétri répondent : « Nous enlevons, par son ordre, l'argent *de* M. Piétri, les valeurs *de* M. Piétri et la correspondance personnelle *de* M. Piétri...

— Laissez ! laissez tout cela, interrompt le citoyen comte de Kératry, en étendant ses deux mains, l'argent *de* M. Piétri, les valeurs *de* M. Piétri et la correspondance personnelle *de* M. Piétri, je les lui rendrai, moi-même, je m'en charge !...

On se souvient que cette dernière parole du citoyen comte de Kératry a formé le premier mot du procès que lui a intenté, depuis, M. Piétri, qui l'a gagné... à Toulouse !

— Maintenant retournez dans vos cabinets, je vous ferai appeler si j'ai besoin de vous...

—Ah ! à propos, fait-il en se ravisant, y a-t-il ici (plaisante question et qui peignait bien un ignare... futur fonctionnaire !) un bureau télégraphique?

— Oui ! oui !... fait M. Antonin Dubost.

— Eh bien ! vite, faites venir l'employé.

Et celui-ci étant accouru, le citoyen comte de Kératry, toujours majestueux et debout, dicta deux dépêches :

1° Ordre d'arrêter partout l'ex-préfet de police, M. Piétri. M. de Kératry a prétendu que c'était dans son intérêt !

On sut depuis que, s'imaginant bonnement que M. Piétri n'avait pu consentir à abandonner l'Impératrice, le citoyen comte de Kératry comptait sur une double prise !

2° Ordre de mettre sur le champ en liberté : « M. le géneral Cluseret, « retenu, on s'en souvient, à la frontière sur l'ordre de M. Piétri. (Qu'on lise le livre de M. de Kératry et l'on constatera combien il s'innocente du fait, absolument exact et si compromettant que nous signalons (le *Quatre Septembre*, pages 69 et suivantes).

Niera-t-on que le Gouvernement du *Quatre Septembre*, dont le Préfet de police, *avant toute chose*, fait élargir *d'instinct* le général Cluseret, fût d'accord avec les gens de la future Commune? Comment M. de Kératry, qui n'avait pas même posé son chapeau, connaissait-il, si on ne la lui avait pas signalée comme appoint révolutionnaire, la présence de Cluseret à la frontière?...

*
* *

Un souvenir historique! En 1848, Caussidière succède, non moins brusquement, à M. Delessert, qui n'a d'ailleurs jamais eu de procès à lui intenter pour réclamer sa ceinture, son argent, son vin ou sa voiture...

En quittant la police, Caussidière, *emportait ses hardes sous son bras; il emprunta* 15 *francs à un ami* et l'on trouva dans le tiroir de son bureau une somme « *vacante* » de 25,000 francs...

*
* *

A peine le citoyen comte de Kératry était-il installé, que ce fut une allée et venue incessante de gardes nationaux prétendant tous venir : « de la part de Trochu ! » « au nom de Trochu ! » qui ne pourra guère, à ce compte, nier sa complicité.

Allées et venues et empressements serviles! Un jeune secrétaire, aujourd'hui monté en grade (tout sert à la police, même... surtout les coquineries) rentre bientôt dans le cabinet du Comte de Kératry, sur le bureau duquel il a déposé un dossier : « Monsieur le Préfet, lui dit-il, en allant au-devant d'un remercîment, voici votre dossier! »

— Qui vous l'a demandé, Monsieur? répond le Préfet, c'est trop d'empressement!...

Mais M. de Kératry garda le dossier,.. qu'on prétendit depuis avoir été brûlé par la Commune.

Parmi les plus empressés à s'aller offrir, à se donner au citoyen comte de Kératry, on cite certain colonel gâté par Napoléon III, et dont un des soldats, témoin du fait, disait avec nausée : « Je lui aurais enfoncé ma baïonnette dans le... dos ! »

Ce colonel, à l'une des dernières émeutes, sous l'Empire, en mai 1870, était fraternellement assis, la nuit, à côté de M. Lagrange, chef de la police du cabinet, dans une pièce attenant au salon de M. Piétri, et l'on devisait.

« Napoléon III, voyez vous, disait le colonel, c'est mon homme ! c'est mon dieu ! je l'aime ! je l'adore.

— Eh ! c'est bien, cela, colonel, répondait M. Lagrange, assez goguenard par nature et fort cuirassé sur la conscience humaine, lui qui en a tant... payé

— Oui ! c'est mon homme. *Seulement*, il y a une chose que je ne lui pardonnerai jamais...

— Diable ! fait Lagrange sursautant et s'attendant à quelqu'aveu qui va le déterminer à empoigner... son cher colonel.

— Non ! jamais, oh ! jamais je ne lui pardonnerai, *pendant qu'il le tenait, de ne pas avoir étranglé ce petit foutriquet de...* (textuellement) (1).

(1) Depuis le colonel, passé général, fut un jour sollicité par l'ex-secrétaire général de la Préfecture de police, qui allait lui demander de s'intéresser à M. Lagrange, incarcéré à Versailles. Le

*
* *

Dans l'antichambre proconsulaire du citoyen comte de Kératry se trouva aussi de faction, des premiers et en solliciteur, le commissaire de police B.,., qui avait vigoureusement instrumenté dans les réunions contre les « bons bougres. »

— Tiens! lui dit Falcet, qui le rencontra dans les antichambres et que le commissaire B... avait particulièrement malmené et même arrêté, vous ici?

— Monsieur Falcet, quoi d'étonnant? voyez-vous, moi, j'ai toujours été républicain et je ne servais l'Empire qu'avec *répugnance*, *avec dégoût*. (*Sic*).

— Eh bien là, vrai, vomit de ses lèvres méprisantes le citoyen Falcet, c'est lâche... et si j'étais Raoul Rigault, je vous f...lanquerais à la porte. »

C'est ce que l'on fera, citoyen Falcet.

Ce même commissaire B... rencontrant, le 4 septembre au soir, M. Duvergier qui s'efforçait de rentrer à la Préfecture de police d'où il sentait son tort d'être sorti

colonel s'y refusa, sous prétexte que M. Lagrange n'était qu'un infect bonapartiste. — Bonapartiste? répondit l'ex-secrétaire général, mais je le suis, mais vous l'étiez il n'y a pas longtemps!.. Et l'ex-colonel, s'emportant à ce souvenir, s'écria : « Oh! j'ai bien changé! Tenez, à cette heure, si l'on me disait que Napoléon III passe là bas, sur la place d'Armes (c'était à Versailles), je prendrais mon revolver et je lui brûlerais la... Non! je ramasserais une corde je la lui passerais au cou, et je le traînerais dans un cachot! (textuel).

sans avoir reçu les nouveaux venus, ce même commissaire B... s'efforçait de retenir son supérieur : « N'entrez pas, de grâce, n'entrez pas... *là dedans !*

— Eh ! pourquoi?

— N'entrez pas, vous dis-je, *ce sont des forbans !*

Depuis, avec quel aveuglement cet excellent commissaire n'a-t-il pas servi... *ces forbans !*

*
* *

Séance tenante, Raoul Rigault, se décrétant chef du cabinet, s'empara de l'appartement de M. Mouton, et M. Antonin Dubost prit possession du cabinet de M. Duvergier, ex-secrétaire général.

Le lendemain matin, Millière, le chapeau sur la tête, pénétrait chez Antonin Dubost, et bientôt on y entendit des cris, des imprécations, et le bris éclatant de divers objets...

Les garçons de bureau n'osaient point entrer : « Ce sont, disait l'un d'eux, les citoyens qui... s'expliquent. »

Mais, comme Millière étant parti indigné, rouge de colère, en disant : « Tous les mêmes, tout de suite réactionnaires ! » Antonin Dubost sonna son garçon pour le prier *de donner un coup de balai,* et le garçon vit que Millière, grimpant sur les fauteuils, avait renversé les bustes, brisé les tableaux représentant l'Empereur, l'Impératrice et le Prince Impérial.

« Voyez-vous, avait dit ce garçon à l'oreille d'un employé, M. le commissaire de police Migneret, qui

se sauva de dégoût, voilà que ça commence! Décidément nous sommes bien... en République! »

XVIII

Il y avait chez l'Impératrice, lorsque M. Henri Chevreau vint annoncer que, malgré le serment de Trochu, l'Assemblée avait été envahie. bien du monde, quoi qu'on ait dit, autour de S. M. qui se tenait dans le salon d'attente précédant sa chambre à coucher : madame la maréchale Canrobert, madame la baronne de Bourgoing, madame Le Breton-Bourbaki, la comtesse de la Poëze, la comtesse de Rayneval, la baronne de Saulcy, le vicomte de La Ferrière, l'amiral Jurien de la Gravière, le comte de Cossé-Brissac, M. Conti, le lieutenant de vaisseau Conneau, M. Filon, précepteur du prince impérial, madame la comtesse Aguado, M. de Lesseps, M. Thélin, M. Bertora, le général comte de Montebello, la marquise de Canisy, la princesse de la Moskowa, la comtesse Walewska, la baronne de Pierres, madame de Sancy-Parabère, mademoiselle de Larminat, la vicomtesse Clary (mademoiselle Marion), madame Paulet, etc., etc., etc., soit une quarantaine de personnes.

*
* *

Indépendamment de ces dévoués, des nationaux, deux étrangers devaient jouer un grand et généreux

rôle, ce jour-là : deux étrangers devaient protéger efficacement l'Impératrice.

Deux étrangers avaient, spontanément, en effet, apporté à la souveraine la protection de leur amitié et la sauvegarde de leur caractère diplomatique, le prince de Metternich et le chevalier Nigra. Plusieurs personnages de la Maison, le général Lepic, entre autres, auraient désiré que l'Impératrice eût recours à leur dévouement. Il convenait bien mieux, disait le brave général, que le général Mellinet et moi nous montassions à cheval; nous l'aurions escortée, au grand jour, à travers tout Paris, et, qui sait? peut-être l'aurions nous... ramenée!... »

Mais madame Le Breton-Bourbaki, dont le sang-froid a été admirable, pensait qu'il valait mieux accorder moins de confiance au bon esprit des Parisiens et abriter la femme sous la nationalité de deux ambassadeurs, ses amis.

Le prince de Metternich et le chevalier Nigra devaient donc donner à ce finale à la 93 de nos tragédies royales quelque chose de moins lamentable en faisant, eux mêmes, avancer le fiacre traditionnel.

Depuis que Louis-Philippe a démontré qu'aux jours de débâcle toute une monarchie peut y tenir, le *char numéroté* n'est-il pas une institution obligée des royautés, et M. Ducoux, le *Deus ex machinâ* des révolutions?

On sait quelle intimité avait rapproché le prince de Metternich de Napoléon III, qui l'avait demandé pour ambassadeur à François-Joseph, à Villafranca; le

prince et la princesse jouissaient notoirement d'un grand crédit aux Tuileries

Le prince de Metternich était donc accouru à l'heure... des amis rares !

Le chevalier Nigra, autre cœur délicat dans le monde des cours, qui en possède au moins autant que... les démocraties, est bien connu à Paris où il n'est pas moins accrédité parmi nous comme un des plus galants hommes et des plus courtois, qu'à titre d'habile — parce qu'honnête — diplomate ! Quelle habileté, en effet, que la loyauté et la droiture ! Le rôle du chevalier Nigra aura été pourtant difficile : parer aux coups, tamponner les rencontres et capitonner les chocs ! La France, à l'heure où de puissantes taquineries sont peut-être à la veille de nous enlever le chevalier Nigra, pourrait bien éprouver quel ami elle perd !...

Un autre commensal était à peu près sur le même pied d'intimité chez Napoléon III; un homme qui, pendant la guerre, devait, impudemment attaché au quartier général du roi de Prusse, méconnaître l'hospitalité de la France et de son souverain, en se servant des connaissances acquises au moyen de ces relations amicales, pour ouvrir de son mieux, à nos ennemis, le chemin de Paris. Rôle fatal, qui lui en ferme à jamais les portes ! Voici, au surplus, ce que le journal *l'Echo du Nord* disait de cet... homme :

« Mais que dire surtout du comte de Solms, qui « était l'hôte préféré, le commensal de l'Empereur ; « sans lequel il n'y avait pas de bonne fête aux Tui« leries et à Compiègne ; qu'on choyait et qu'on gâtait;

« qui se bourrait de petits gâteaux et s'épuisait en « adulations, et qui dépeupla depuis la forêt de Marly « et la faisanderie de Versailles où S. M. déchue le « promenait?

« Il y a là une absence de sens moral qui, en France, « révolterait un laquais.

« Mais ce sont de ces délicatesses que les races « latines, si dégénérées et si corrompues qu'on veut « bien le dire, sentent seules, et qui ne peuvent entrer « dans la cervelle de certains princes allemands. »

***

Pendant que l'amitié de ces nobles dévouements était aux écoutes des événements dans une pièce voisine, au bas des Tuileries veillait, spontanément accouru, un vieux général en retraite, dont la loyauté était restée en activité. Le général Mellinet commandait aux Tuileries des détachements de grenadiers, de voltigeurs de la garde et de marins : donc, fidélité à toute épreuve !

Que n'a-t-on employé, avec des moyens plus efficaces, le zèle, le dévouement de ce loyal général! On en avait le pouvoir car, de l'aveu du général Soumain, qui en avait remis la nomenclature au préfet de police, par l'intermédiaire de son secrétaire général, voici l'énumération des troupes *extrêmement sûres* dont le général Mellinet, résolu à ne pas lâcher la partie sans lutte, eût pu disposer :

4,000 sergents de ville armés de chassepots ;

3,500 gardes de Paris;

2,000 douaniers (postés aux magasins réunis, les derniers à reconnaître la République), et de faction au Sénat;

2,000 gendarmes mobiles (que l'on trouva moyen, le 4, D'ENFERMER dans leur caserne de la rue de Lille);

2,000 sapeurs-pompiers;

2,000 soldats des dépôts de la garde;

3,000 soldats des bataillons de marche.

Environ 20,000 hommes *tout à fait sûrs* et dont la résolution aurait pu donner à réfléchir aux émeutiers, si ceux-ci n'avaient pas dû compter sur l'ahurissement et la faiblesse du cabinet, et sur la débonnaire et coupable bonté de la Souveraine!

En effet, comme les événements se précipitant, la foule assiégeait, plus menaçante et de plus près les grilles du château, le général Mellinet était monté chez l'Impératrice et lui avait demandé ce qu'il devait faire.

— Ah! pas d'effusion de sang, avait répondu la Régente, à aucun prix je n'en veux.

— Mais, Madame, je ne puis vous laisser...

— *Périsse la dynastie, plutôt que de coûter la vie à un Français* (*sic*).

— Au moins, Madame, laissez-vous défendre...

— Non! non!... Il s'agit bien de moi!

— En repoussant ces gens-là, *fût-ce de la crosse.*

— Général, *pas même de la crosse:* ne leur faites aucun mal, *je le veux!*

Le brave général, l'épée basse, redescendit prendre la tête de ses troupes et retarder, par l'effet de sa

seule mine honnête et résolue l'assaut que conduisait un ex-familier des Tuileries.

Le capitaine Dreyssé, officier d'ordonnance de l'Empereur, accouru en ce moment, prit les drapeaux qu'il croisa et qu'il plaça en travers des portes, espérant que ces emblèmes glorieux, que ces couleurs nationales feraient respecter les Tuileries.

Est-ce que la révolution respecte même le drapeau ?

Bientôt elle força cette fragile barrière de l'honneur, arracha les Aigles, qu'elle crossa du pied et traîna dans la poussière, et... elle passa.

A ce moment, le général Mellinet, qui s'était juré de sauver la souveraine au péril de sa vie, venait de voir abaisser le drapeau du haut du pavillon de l'horloge.

Il remit l'épée au fourreau et laissa passer la foule — avec son... trop spirituel cicerone : L'Impératrice était partie !

*
* *

L'Impératrice — généreusement — avait dit « pas d'effusion de sang ! »

Pas d'effusion de sang ! cri malheureux des pouvoirs qu'on assassine : les révolutionnaires le connaissent bien, allez ! ce dernier soupir des royautés violées : sur le trône du César qu'on assaille, c'est *bonté ;* au pied, dans les rangs des Brutus, ce sera *faiblesse !*

Oui ! ils ont raison, c'est faiblesse ! *Pas d'effusion de sang !* sensibleries coupables, en résumé, qui li-

vrent la tranquillité et le salut d'un pays qu'on a promis de défendre aux turbulences d'une poignée d'audacieux! Désertion des intérêts de tous devant la révolte du hoquet et du haillon! Abdication du pouvoir aux bras de la Révolution! Complaisances criminelles, qui laissent, au demeurant, prendre pied dans notre malheureux pays à tous ces gouvernements provisoires, intrus, violents, dont chacun n'a la vie si dure que faute d'une poigne pour les étrangler tous... dans un!...

*
* *

Vers deux heures, la princesse Clotilde, — la dernière, — alla dire adieu à l'Impératrice : Elle non plus, malgré sa charité et ses vertus, elle n'avait pu éloigner de sa tête la part d'épreuves et de calamités que les mains du sort déchargent parfois, comme d'une corbeille d'abondance, sur les lignées de rois!

Elle quitta Paris, le lendemain, mais en plein jour, dans une voiture découverte, affrontant des gens sur lesquels, d'ailleurs, sa situation personnelle avait bien plus d'empire que l'Impératrice. La princesse Clotilde avait un père prompt à la venger; tandis que l'Impératrice n'avait plus que des bienfaits (souvenir bien vite effacé!) pour la défendre!

*
* *

M. Léon Chevreau arriva lui aussi à ce moment, ayant constaté la trahison militaire d'accord avec la trahison des législateurs : « tout était consommé. » Les propositions les plus hostiles avaient été signées par... des gens qui avaient jusqu'alors affiché l'esprit de réaction et qu'on traitait d'amis... trop dévoués. Faiblesse misérable! lâche affolement! C'est à ce sujet que M. Thiers dans sa déposition sur les événements du 4 septembre a dit :

« La majorité du Corps législatif, comprenant que c'en était fait de l'Empire, nous disait : Il faut éviter une révolution nouvelle; *notre honneur ne nous permet pas* de voter la déchéance, mais nous ne demandons pas mieux qu'on nous fournisse le moyen de la prononcer effectivement sans employer le mot. C'est alors que je rédigeai la proposition que vous connaissez, et qui allait être accueillie, lorsque l'insurrection nous surprit, trouva l'Assemblée à peu près abandonnée, et en profita. »

Le vicomte de La Ferrière ouvrit l'avis que Thélin remît les clés des casiers renfermant les écrits et papiers particuliers de l'Empereur.

— Non pas! dit gravement M. Conti (et cette parole devrait servir d'épitaphe à sa tombe), laissez tout cela... *l'Empire n'a rien à cacher!* »

Aussi quel maigre régal ont trouvé là dedans les *Monseigneurs* de la Révolution! Ah! que de choses à dire contre ces jeunes égarés, payés 25 francs par jour, comme des députés, pour dépecer des cadavres, éventrer des coffrets, étaler des plaies intimes, et qui, la

besogne faite, l'âme des anciens hôtes mise à nu, ont encore trouvé le moyen lucratif (honnêtes consciences !) de se faire des rentes avec ces épaves ! mais qui, tout en divulguant ce qu'ils ont cru trouver de pire, se sont bien gardés, par exemple, de publier *les demandes de secours, de bureaux de tabacs, de places de chanteuses à la chapelle et de faveurs* de toutes sortes adressées à l'Empereur par des Républicains, *aujourd'hui des plus farouches*, et sur lesquelles l'Empereur de sa main mentionna *toujours* « accordé ! » (1).

Que de lettres compromettantes, en effet, reçues par l'Empereur ! que de démarches aussi, non moins compromettantes, mais qui, effectuées par tiers, ne laissaient pas de traces !

N'a-t-on pas assuré qu'en 1868, certain gros personnage, très-gros personnage d'aujourd'hui, alors membre de l'opposition, aurait *fait dire* à l'Empereur :

« Je ne suis pas, moi, un irréconciliable ! D'ailleurs les idées de l'Empereur, plus libérales, m'attirent... *seulement*, je voudrais être chef du Cabinet, à la façon et avec l'omnipotence de... *feu* M. Rouher. »

Feu M. Rouher ! *il* le croyait bien mort ! Mais ce *feu*-là pourrait bien dévorer et réduire en cendres l'omnipotence du personnage alors si prêt à le remplacer !

(1). Nous pourrions citer certain personnage du monde orléaniste qui, ayant perdu 60,000 francs au jeu, ne trouva rien de mieux à faire que de les demander à l'Empereur, lequel écrivit en marge de la lettre : Remettre 60,000 francs à M. G...

*
* *

Plus directement, M. Thiers, n'a-t-il pas un souvenir de cette nature à... effacer dans sa vie politique?

En 1870, l'Empereur a fait nommer préfet de Lille M. Masson, ami de M. Thiers.

L'effet est désastreux, et comme M. Masson était orléaniste, on disait : « M. Masson à Lille, c'est dans le Nord la porte d'Orléans... ouverte. »

M. de S.-P. porta à l'Empereur les récriminations de l'opinion; et que répondit l'Empereur?

« Mon cher S.-P., oui, je sais; mais M. Thiers m'a fait demander cette nomination, notamment par Forcade la Roquette, qui, à deux reprises et de la part de M. Thiers, m'a dit : « Sire, *c'est une transaction, je ne vous serai plus hostile;* j'y tiens; nommez M. Masson, et pour preuve de mon retour, *je m'engage à soutenir cette année, votre budget militaire.* »

Que M. Thiers démente M. de S.-P...

*
* *

M. Léon Chevreau faisant un récit piquant des choses les raconta donc vivement : il avait rencontré les mobiles de Paris, jusqu'alors campés à Saint-Mandé, et accourant, *en armes*, contrairement aux ordres du ministre *qui avait enjoint* à Trochu de les tenir éloignés de Paris.

En effet, un questeur, pressentant cet autre élément révolutionnaire, le général Lebreton, au début de l'envahissement de la Chambre, n'avait-il pas, pour donner plus d'autorité à sa résistance aux gardes nationaux, laissé échapper ces mots : « tout à l'heure, ce sont les hommes *armés* qui vont vouloir entrer ! »

Le général Lebreton, d'ailleurs, s'était rendu chez Trochu, afin de lui rappeler son devoir; il avait eu toutes les peines du monde à forcer la consigne opposée par le général Schmitz : « le Gouverneur travaille ! » (Il travaillait au moment de l'envahissement !) Mais il avait vu, de ses yeux, Trochu, à peine monté à cheval, se diriger vers la Chambre... et il avait espéré que le Gouverneur de Paris y viendrait refouler l'émeute, ne pouvant s'imaginer qu'un soldat fît mine d'aller faire son devoir à la Chambre en passant..... par le chemin de l'Hôtel de Ville.

Le général Lebreton ignorait sans doute que des contre-ordres, levant ceux du ministre de la Guerre, venaient d'être adressés à ces 20,000 mobiles amenés *illégalement* de Châlons par Trochu et destinés à former le noyau de l'émeute !..

M. Chevreau raconta les scènes de mélodrame *jouées* par Pelletan, qui criait à la *Mélingue* ! « Le sang va couler... le sang français, *courons nous mettre entre les balles et le peuple !* » *Courons ! la dynastie des Bonaparte va encore une fois ramasser sa couronne dans le sang !* » Il raconta les tribunes envahies; des scènes de la Courtille et de l'Ambigu; Raspail, le vieux sanglier, se ruant à l'assaut, tout en laissant tomber des paroles

inentendues dans... sa barbe; M. Schneider, le grand cordon en sautoir, voyant tout crouler, du haut de sa petite taille que haussaient, de reste, les superbes provocations de son dédain. Mais pourquoi M. Schneider, si ce n'est pas sans arrière-pensée, a-t-il décerné, avant de quitter la tribune, un diplôme de *patriotisme* à M. Gambetta?... Allons donc! pas de faiblesse, vieux pasteur du Creuzot!

Il raconta Crémieux, traitant ceux qu'il a sauvés du bagne de ses *chers*, *ses bons amis*; Glais-Bizoin à qui un titi jette au nez ce lazzi : « En v'là-ti un qu'est *chouette!* » tandis que le loyal général Allard se tient, bras croisés, à son banc, impassible et hautain; Gambetta, qui *connaît bien son personnel* d'émeutiers, s'écriant : « Il faut que dans chaque tribune, chaque citoyen *surveille* son voisin; » le meunier Girault escaladant la tribune et vociférant... afin de s'entendre (on sait s'il est sourd!) « vous ne me connaissez donc pas? (formidable présomption!) je suis Girault, député du Cher » et les énergumènes de Belleville éructant : « Qué qu'cà nous fait! » un autre Bellevillois disant dans la joie de son âme « Voilà vingt ans que j'attends cette journée! » et M. Liégeard répondant avec tant de sens : « Puisse-t-elle vous donner du pain! » Cochery, l'instigateur de la guerre, recevant un éclat de glace qui l'ensanglante; le citoyen comte de Kératry, autre Josué, soutenant pendant la bataille ce Moïse, né à Cahors, et lui soufflant, comme s'il était la petite flûte du moderne Gracchus, en ce moment vraiment épileptique, ses grands airs sonores et creux; Jules Favre,

qui bénit et qui pleure, au pied même de la tribune, qu'il escalade, jaloux des lauriers oratoires de Gambetta-Warwick, le défaiseur d'Empire, et lui grimpant aux jambes en *larmoyant* quelques « pierres » anticipées et quelques « pouces de territoire ; » le Stentor-Arago proclamant, au milieu de cette cour des miracles, *la République*, digne épousée, et annonçant qu'il court arracher Rochefort *à la paille humide des cachots*. Enfin, dans cette *olla podrida* de lâches défections, d'agressions de coin de bois, de toutes les purulences de sentine politique, M. Thiers, émergeant à l'heure propice, M. Thiers qui devait avouer dans sa déposition *qu'il fut près d'un quart d'heure président* de cette Chambre, dont il présida, en effet, l'envahissement; M. Thiers qui se croira indemne pour avoir dit :

« J'avais refusé de participer à la révolution du 4 septembre, et je n'avais consenti à prendre aux événements une part d'ailleurs fort restreinte, que pour dénouer la situation d'une façon légale.

« On voulut me mettre à la tête de cette révolution; je m'y refusai obstinément. »

Il convient pourtant de voir comment, le 8 juin suivant, en pleine Assemblée nationale, M. Thiers jugeait *ce* 4 septembre auquel il prétend n'avoir pas participé.

« *Il est d'usage !* » de s'élever (*Figaro* du 10 juin 1871) contre le 4 septembre; à cet égard, je suis bien impartial et vous me permettrez d'ajouter que je n'ai pas voulu en faire partie (légères rumeurs à droite), non pas à cause des hommes qui le composaient et vous avez pu voir que j'avais confiance *en plusieurs d'entre eux* (c'est

roide cette distinction, cette sorte d'écrêmement entre gens... de ce milieu-là, c'est raide pour les autres); mais il ne ne convenait pas avec mon passé de contribuer à cette révolution. » (Eh! eh! mais c'est une jolie réticence, cela!)

Eh bien! il me semble qu'on oublie trop qu'on l'a souhaité, et que beaucoup qui attaquent aujourd'hui *le Quatre Septembre*, ont vivement approuvé dans ce moment *le service qu'il venait de leur rendre!*

(C'est tout bonnement justifier l'émeute... contre tous et chacune à son tour).

Enfin les moblots de Trochu cassant à coups de crosses de fusils, sur la place de Bourgogne, la statue de *la Loi*... comme pour en épargner l'image à leur *loyal* général : voilà ce qu'avait vu M. Henri Chevreau, voilà « les grandes leçons données par le peuple » auxquelles il venait d'assister. « Voilà, terminait-il, comment les complices des Prussiens installent... *leur* République! »

*
* *

A ce moment précis, — c'est-à-dire à trois heures et demie, — la porte s'entre-bâille, une tête se montre, la tête fine et florentine du Préfet de police, qui, comme le maître des cérémonies des jours d'enterrement, jette cette parole : « Madame, il n'est que temps! »

On le force à entrer et il complète très-vivement les renseignements acquis.

Pendant ce récit, le prince de Metternich et le chevalier Nigra qui suivent des fenêtres de l'appartement voisin la progression du mouvement révolutionnaire, entrent de leur côté et disent à l'Impératrice :

« Hâtez-vous, Madame. »

En effet, *il n'est que temps*, car on entend les cris, les piétinements de la foule que le général Mellinet contient à grand'peine.

*
* *

L'Impératrice est entrée avec MM. Henri Chevreau, Jérôme David, Busson-Billault et Piétri dans sa chambre à coucher où elle a précipitamment jeté un waterproof sur ses épaules; elle réunit fiévreusement les portraits-miniatures de l'Empereur, du Prince Impérial, de la duchesse d'Albe, sa sœur, des jeunes duchesses, ses nièces, dans un coffret en lapis lazzuli, qu'elle oubliera dans la précipitation du départ.

Ah ! la voilà, celle qu'Amiens a admirée au chevet des pestiférés ; que Paris a appelée « la sœur de charité, » et qui n'a jamais eu peur que d'une chose, perdre les occasions de se recommander à la mémoire de tous par des bienfaits et par l'entier accomplissement de ses devoirs de souveraine, la voilà toute tremblante, toute effrayée, s'essuyant les yeux !

C'est que la liste de ceux qui ont signé ou voulu la déchéance sous une forme quelconque (forme brutale de Jules Favre, forme machiavélique de Thiers), cette

liste vient de lui être dévoilée et qu'elle s'est demandé si *c'est là tout ce qui reste de dix-huit ans d'efforts généreux et de pratique du bien?* Pauvre femme! Elle croyait peut-être à la reconnaissance!...

*
* *

Aussi en revenant dans le salon où tant d'amis se jettent sur ses mains, qu'on couvre de baisers, Elle laisse échapper cette plainte : « Il ne faut pas être malheureux, en France; tout le monde vous abandonne! » Cet adieu, empreint d'amertume, à Paris, si rempli des témoignages et des marques de sa charité; à la France, que l'Empereur a faite si prospère durant vingt ans; cet adieu, cette parole émue trouble tout le monde, et les visages sont couverts de larmes.

Alors en proie à cette émotion générale qui semble personnellement l'agiter très-vivement, M. Léon Chevreau fléchis un genou devant l'Impératrice qui lui abandonne sa main : « Madame, lui dit-il avec un calme à peine contenu, mon frère et moi nous vous prouverons qu'il y a des gens que le malheur attache plus encore que la toute-puissance; n'importe où, mon frère et moi nous vous suivrons! »

Ah! il y a des cœurs qui semblent, à certaines heures solennelles, vibrer des transports de tous les autres, et emprunter l'âme de tout un pays pour protester contre l'aberration, l'oubli et l'aveuglement de quelques ingrats!

L'Impératrice impressionnée par cette scène, jetait des regards attristés, voilés de pleurs, sur tout ce qui l'entourait, semblant vouloir en prendre comme l'empreinte générale, et emporter dans l'exil l'image de ces lieux, que personne après Elle ne devait plus habiter. Pauvre femme! sur tous les meubles Elle voit un souvenir de son existence, si heureuse, un objet ayant appartenu à son Époux, à son Fils. Que de pensées dans le cœur de la femme, qui a si longtemps étouffé ces battements-là, pour, étreignant son émotion, ne laisser parler que l'âme, — la grande âme de la souveraine!

— Vite, Madame, intervint alors de nouveau le chevalier Nigra, vite, on monte...

— Madame, où allez-vous? demande M. Henri Chevreau.

— Metternich vous le dira... au revoir... à tout à l'heure.

Les moments sont comptés; les pas des envahisseurs renvoient de sourds retentissements; le Prince, à son tour, entre dans le salon, il prend l'Impératrice par les bras et l'entraîne violemment. « N'entendez-vous pas, Madame, ces cris? On monte! on vient... »

— Eh bien! adieu à vous tous; *je cède à la force; les Tuileries sont violées, je cède à la violence!...*

— Ah! Madame! quel désastre! dit le vicomte de La Ferrière.

— C'est la destinée!... répond l'Impératrice, en lui serrant la main.

*
* *

La voilà partie... et chacun semble soulagé de ses inquiétudes La croyant sauvée...

Mais non! — Elle rentre précipitamment, Elle court à la porte qui mène aux appartements d'en bas, où Elle a installé des ambulances. « Et mes bonnes religieuses que j'oubliais, et mes bonnes sœurs à qui je ne disais pas adieu, » dit l'Impératrice. Et Elle veut aller les embrasser : Elle rencontrera inévitablement les envahisseurs car on les entend si distinctement, que chacun, la poitrine oppressée, frémit et murmure : « Mon Dieu! les voilà! » En ce moment vingt bras la retiennent et la rejettent du côté du prince de Metternich et du chevalier Nigra, qui l'emportent de force.

« Dites-leur adieu! crie-t-Elle en se retournant; prenez garde à elles... à nos blessés!... qu'il n'arrive de mal à personne... »

XIX

Cependant, encore que le départ avait été résolu, nul n'avait agité la question d'en préparer les moyens.

« La voiture... Vite! la voiture! » avait-on crié; et l'un des huissiers, courut pour faire avancer au pied

de l'escalier du Musée égyptien, sous le péristyle du vieux Louvre, en regard de la place Saint-Germain-l'Auxerrois, la voiture du prince de Metternich que l'ambassadeur y avait dû faire stationner.

L'Impératrice était donc prête à partir ; — sans argent, encore qu'il y eût 40,000 francs en or dans les tiroirs, 40,000 fr. que M. Trannois, sous-régisseur des Tuileries, devait enfermer le lendemain, avec des objets appartenant à Leurs Majestés, sous les combles du Palais, où ils ont été atteints, pêle mêle avec des objets d'art de M. Thiers, par les torches de la Commune : l'Impératrice était donc prête à partir ; M. Galy, régisseur du château, courut, un peu effaré, pour donner l'ordre d'ouvrir les portes du Palais et de rendre la voie libre. En ce moment le maréchal Vaillant descendant du ministère de la maison de l'Empereur avec M. Camille Doucet, pénétrait, non sans peine, dans les Tuileries par la petite grille-guichet du coin du poste, sur le côté de la rue de Rivoli, portant à Sa Majesté les quelques rouleaux d'or qu'il avait pu rassembler : il devait arriver trop tard !

M. Galy, perdait la tête : — il courait à travers le Palais, criant : « Les portes ! ouvrez les portes des souterrains qui mènent aux galeries de la salle des États ! »

Quels souterrains? Il n'en existait aucun qui correspondît avec ces galeries et avec la salle des États : la fièvre des rues avait gagné certains hôtes des Tuileries !

Plus calme, M. Trannois, le sous-régisseur, prend sur lui d'assurer le départ de la souveraine.

Il court à la grille de séparation de la cour Napoléon et du vieux Louvre : « Vite, Lucot, ouvrez-moi! » dit-il au gardien. — Mais votre ordre écrit! objecte le portier. — Ouvrez-vite, il y va d'un grand intérêt. — Il finit par faire ouvrir.

Au bas de l'escalier Henry II, par lequel le public pénètre dans les galeries des tableaux, nouvelles hésitations! nouvel arrêt! On ne trouve plus la clé! Là encore on veut des ordres écrits; puis il faut donner assaut aux portes; et enfin, d'obstacles en obstacles, comme si tant de vigilance ne dût servir qu'à la perte de ceux qui en étaient l'objet, on arrive au seuil de la *salle des États*. Là existe une double porte qu'il faut encore forcer; derrière, un portant énorme auquel est fixé un immense tableau, arrête à nouveau le sous-régisseur, qui ne réussit qu'en jetant tout à bas et à grand'peine! — Après quoi il regarde au loin : Rien!... Se serait-il trompé?

*
* *

En ce moment pourtant, à l'extrémité de la galerie une porte vient de s'ouvrir sur le pavillon de Flore : le prince de Metternich, une couverture de voyage toute sanglée à la main, apparaît, attirant dans les ténèbres une femme recouverte d'un water-proof marron, voilée d'un tissu de même couleur, très-épais, et tenant de la main gauche par la bride un chapeau rond de voyage, de la droite une ombrelle verte à volants;

cette femme, qui s'avance péniblement et comme à regret, c'est l'Impératrice !

Le chevalier Nigra suit, accompagnant madame Le Breton-Bourbaki, dont le visage emflammé garde encore des traces de larmes : derrière et protégeant la retraite, MM. Conti et le lieutenant de vaisseau Conneau.

*
* *

Abordant vivement le groupe, M. Trannois dit à celle qu'à sa fermeté douloureuse il a reconnue pour l'Impératrice : « Madame, toutes les issues sont libres, Votre Majesté peut sortir. »

L'Impératrice le prie de l'accompagner; il prend sa droite. Elle, le long du parcours qui se fait à pas pressés, Elle regarde avec une certaine résolution du côté des fenêtres; au lieu d'anxiété sur son visage, on pourrait y lire une sorte d'intime désir d'être arrêtée par quelque imprévu et obligée de rester au milieu de la tourmente : N'a-t-Elle pas dit : *« Je saurai mourir ! » Ma place est ici! Qu'importe ma vie? »*

La foule grossit au dehors; on remarque distinctement les efforts du général Mellinet pour repousser les envahisseurs, en grande partie des gardes nationaux.

Tout à coup, l'Impératrice s'arrête, dirigeant le bras du côté de la place du Carrousel, où Elle désigne la houle populaire qui se rue contre le Palais. « Ah ! vous le voyez bien, il faut rester, nous ne pourrions plus

passer; c'est trop tard! Voyez! la foule va entourer notre voiture... Allons! pas un pas de plus, restons, oh! restons, prince! » Mais le prince de Metternich lui prenant le bras, l'emmène de force : « Allons! Madame, il le faut! »

*
* *

Au sommet de l'escalier du Musée égyptien, l'Impératrice se détourne et tendant à MM. Conti et Conneau sa main, sur laquelle ils se penchent respectueusement : « N'allez pas plus loin, dit-Elle; il vous arriverait malheur; ne vous exposez pas pour moi! »

Et MM. Conti et Conneau, dont la présence dans la foule pouvait faire sans doute reconnaître l'Impératrice, reprennent le chemin du pavillon de Flore, d'où ils se confondront bientôt dans les groupes.

Arrivée à l'escalier et le pied sur les premières marches, l'Impératrice, que M. Trannois n'a pas abandonnée, se tourne vers lui, et lui prenant la main, qu'Elle garde dans les siennes : « Merci! n'allez pas plus loin, je ne le veux pas; il vous arriverait malheur... Merci! merci! ce que je vous recommande, c'est de tâcher qu'il n'arrive rien aux personnes restées au Palais... »

La dernière parole de l'Impératrice devait être une recommandation pour les siens, un acte d'amitié, d'abnégation. « Surtout, Monsieur, reprit-Elle, veillez sur tous! »

L'Impératrice était sauvée! A cette heure de désar-

roi et de déroute où l'horloge des révolutions sonne toujours « sauve qui peut! » Elle avait dû à ce serviteur modeste et de fidélité calme, de s'échapper sans danger d'une royauté trahie et traquée.

*
* *

Ainsi furent quittées ces Tuileries, qui, grâce à la Commune incendiaire, ne pourront plus même être cette banale hôtellerie, où on logeait *à la quinzaine*, et dont les locataires étaient généralement réduits à déménager... par la fenêtre!

*
* *

Une gazette étrangère a prétendu que le fiacre qui emmena l'Impératrice Eugénie portait le n° 1848, et n'était autre que la vieille guimbarde elle-même qui emportait, vingt ans auparavant, la monarchie de juillet en abaissant le marchepied à Napoléon III. Dans ce cas, on prierait M. Ducoux de remiser ce fiacre-là pour une très-prochaine occasion!

Seulement, comme la mascarade, espérons-le, sera au complet, il faudrait bien quelques remises de supplément!

« Lâchez la noce! »

*
* *

Cependant, une fois hors du Louvre, le prince de Metternich, dont la voiture stationnait sur le quai, quitta l'Impératrice pour aller chercher cette voiture. Mais en ce moment, la foule venait à la fois et par le quai et par la rue de Rivoli, en se croisant, bruyante et confuse, sur la place Saint-Germain-l'Auxerrois. Ici s'arrêta le chevalier Nigra, contrarié d'ailleurs de l'exclamation d'un gamin qui venait de murmurer : « Tiens ! l'Impératrice ! » — Madame, dit-il alors, nous n'avons pas le temps d'attendre la voiture de Metternich ! » Et il La poussa vivement dans un fiacre qui passait, en compagnie de Mme Lebreton-Bourbaki. Alors encore, le même gamin de Paris, attiré par le groupe, se prit à crier « Eh ! voilà l'Impératrice ! » cri que le remou des deux flots populaires, heurtés l'un contre l'autre, empêcha d'entendre heureusement. L'esprit d'à-propos du chevalier Nigra sauva, du reste, la situation : « Eh bien ! dit-il en tirant l'oreille au Gavroche, tu cries, petit polisson : « Vive la Prusse ! »

La voiture fila, sans que, contrairement à ce qu'on a écrit, le prince de Metternich et le chevalier Nigra s'y fussent installés, s'arrêtant de moment à autre, le temps, pour madame Lebreton-Bourbaki, de s'assurer qu'aux diverses demeures *où l'on alla frapper*, les amis s'étaient prudemment... absentés...

Tempora si fuerint nubila, solus.

Cette course, où la nécessité, la pénurie d'argent et le péril éperonnaient bêtes et gens, était lamentable.

On alla rue V.., rue X.., avenue Y.., boulevard Z.., partout où l'on espérait *trouver une bourse amie* et une protection : *dans quatorze ou seize maisons...*

Dans l'une d'elle, enfin, épuisées, à bout de forces et d'espérances, les deux pauvres femmes, complices d'une si inégale infortune, forcent l'entrée, pénètrent jusqu'au fond de l'appartement, attendant sous le regard soupçonneux *des gens* que le maître vienne et les sauve de cet *incognito* qui les assimile, violatrices du domicile, à la pire classe des aventurières.

C'était avenue Malakoff, près de l'avenue de l'Impératrice.

Vers la tombée du jour, prises sous la protection du maître de la maison, un dentiste, elles partaient de chez lui dans sa voiture, gagnant, la nuit, Deauville.

Là, un yacht, appartenant à un Anglais, sir John Burgoygne, les prit à son bord, après que, par marée basse, elles eurent fait, pour accoster le yacht, une demi-lieue à pied à travers des flaques d'eau qui imbibaient et transperçaient leurs fines bottines et leurs robes. Celui-ci les transporta, sous les éclats d'une tempête qui les retint vingt-six heures en mer, le capitaine perdant presque l'esprit, et les pauvres femmes se croyant perdues et implorant à genoux le ciel, à Hastings : à Hastings où, en 1066, un Français, Guillaume le Conquérant, avait posé les bases d'un empire, la femme errante de Napoléon III, prisonnier, venait échouer et un autre Empire s'abîmait...

« Mylord, avait-on dit au propriétaire du yacht,

pour le déterminer à accepter les fuyardes, vous portez la femme de César et sa fortune ! »

*
* *

A Hastings, elles parurent dans un état si peu confortable, que le premier hôtel où se présenta l'Impératrice, les jupes trempées, salies et collées contre la malheureuse, *refusa de les recevoir*... « Hors d'ici, mendiantes ! »

Elles purent trouver grâce à l'hôtel de la Marine, où on les relégua cependant dans une chambre modeste sous les combles ; et pendant leur sommeil, un sommeil que tant d'épreuves avaient fait lourd comme un cauchemar, une domestique nettoya et fit sécher leurs robes, que les pauvres exilées avaient dû — n'en ayant point d'autres, — donner à laver... C'étaient les seuls vêtements, les seuls objets quelconques qu'eût emportés « la femme de César ! »

XX

Ils étaient les maîtres, et Paris chantait, saccageait, buvait...

Les voitures avaient été accaparées par des bandes de fuyards, peu disposés à savourer les joies des jours *meilleurs* que promettait la jeune et délirante Répu-

blique : on filait, premier symptôme de... confiance, à toute vapeur sur l'étranger.

Une comédie bouffonne se jouait, à l'aide de comparses naïfs, au Corps législatif, où le Gouvernement provisoire, sûr de l'appui d'un rusé compère, se faisait reconnaître et sacrer par lui.

« Combattre le gouvernement qui vient de naître des circonstances, disait M. Thiers, d'une voix pleine d'indulgence... pour les escamoteurs, serait une œuvre *anti-patriotique* (et le renversement, par douze impudents, le renversement de l'Empire, acclamé naguère par huit millions de suffrages, était un acte tout naturel). *Ces hommes* doivent avoir l'appui de tous les citoyens contre l'ennemi. *Nous faisons des vœux pour eux* et nous ne pouvons actuellement *les entraver* par une lutte intestine : *Dieu veuille les assister!* Je vous en supplie, ne nous laissons pas aller à des paroles irritantes : *suivez mon exemple* (quel appoint à un gouvernement de surprise et d'escroquerie, que l'appui d'un homme tel et réputé honnête !) Ce n'est pas le moment de donner cours aux ressentiments. *Est-il possible de nous mettre en hostilité avec le Gouvernement provisoire*, dans cet instant suprême ? »

M. Thiers affirmerait-il fermement, devant l'histoire, qu'il n'a pas aidé au *Quatre Septembre?*

L'orateur *a pleuré*, a fait pleurer, et ces larmes cimenteront l'alliance des ambitieux de l'avenir avec les pires des révolutionnaires.

Gambetta, de son côté, mettait le comble à la fan-

taisie en écrivant, en tête de sa proclamation d'*intronisation* : « *En acceptant* le pouvoir... »

Oui ! vous l'avez accepté de la façon dont certains chevaliers d'industrie acceptent, le soir, dans un carrefour, la montre et le foulard... d'un pauvre voyageur égaré.

Quant à Trochu, le soir même, il faisait afficher la proclamation suivante, évidemment préparée d'avance.

« Français,

« Le peuple *a devancé* la Chambre qui hésitait. Pour sauver la Patrie en danger, il a demandé la République. Le pouvoir personnel n'est plus, la nation tout entière reprend ses droits et ses armes. Elle se lève prête à mourir pour la défense du sol. Vous lui avez rendu son âme que le *despotisme* étouffait...

« Quand un général a compromis son commandement on le lui enlève.

« Quand un gouvernement a mis en péril, par ses fautes, le salut de la Patrie, on le destitue. C'est ce que *la France* (oh !!...) vient de faire. En abolissant la dynastie qui *est responsable de nos malheurs*, elle a accompli d'abord à la face du monde un grand acte de justice. Elle a exécuté l'arrêt que *toutes nos consciences* (la conscience de Trochu !) avaient rendu.

« Elle a fait, en même temps, un grand acte de salut.

« Les fonctionnaires sont déliés de leur serment.

« Le serment est aboli.

« TROCHU. »

Je crois bien ! Ne devait-il pas craindre que le serment, que la foi des autres ne souffletât son manque de parole

*
* *

Il existe à Lucerne, en Suisse, un admirable monument, — un chef-d'œuvre de Thornswalden, — élevé à l'honneur, à la foi, au serment !

Qui ne connaît ce magnifique et fier Lion, emblême de force et de valeur, image de la résolution et du courage des Suisses qui combattirent, en 1792, pour le Roi qu'ils avaient juré de défendre ?

CE MONUMENT A ÉTÉ ÉLEVÉ
A LA MÉMOIRE DE CEUX QUI SONT MORTS
AUX TUILERIES POUR TENIR
LEUR SERMENT !

Des photographies, qu'on achète par toute la Suisse, reproduisent merveilleusement ce souvenir.

Eh bien ! durant l'exil, et pendant deux mois, tous les jours, il parvint de Suisse à Paris, et de différents points de la Suisse, chaque fois avec une suscription nouvelle, un exemplaire de ces photographies : pas un seul jour, la poste ne manqua de déposer cet envoi au Louvre, *à l'adresse de M. le général Trochu !*

Il n'a pas encore porté plainte ?

*
* *

On ne revit plus M. le baron Jérôme David! on ignora longtemps ce qu'était devenu M. Busson-Billault.

On crut également que le Préfet de police avait protégé le départ de l'Impératrice et accompagné la Souveraine comme jadis M. Delessert escortant Louis-Philippe. Quant aux deux frères Chevreau, fidèles à la foi jurée et au malheur, ils coururent d'abord chez le prince de Metternich, qui ne sut pas leur dire ce qu'était devenue l'Impératrice. Dans leur imprudence, ils allèrent jusqu'à consulter un jeune secrétaire blond de l'ambassade, qui leur affirma qu'Elle était partie pour Bruxelles.

Et comme ces messieurs doutaient : « Rothschild, reprit-il, vient de me le dire! »

Oh! ces jeunes secrétaires, aussi hâbleurs qu'un... *reporter!*

*
* *

M. Chevreau se dirigea donc sur la gare du Nord avec son frère, pour aller rejoindre l'Impératrice; toutefois M. Léon ne pouvait quitter Paris sans hésitation; il éprouvait le violent besoin de retourner au ministère de l'intérieur, où il avait d'ailleurs laissé deux souvenirs chers, deux reliques pieuses, déposées à leurs chevets par ses filles, et comme souvenir des absentes, le jour où la nouvelle d'un blocus les avait obligées à fuir Paris...

— Allons ! dit M. Henri Chevreau, va chercher ces objets...

— Cocher, place Beauveau.

*
* *

Quel tableau ! la cour du ministère était devenue un vrai champ de foire : on fraternisait, on criait : « *Vive ceci ! A bas cela !* » On abattait à coup de fusils les aigles, on buvait... à pleins tonneaux : déjà le débraillé de Tours et de Bordeaux s'essayait en petit dans la capitale du monde civilisé !... A l'intérieur, c'était grotesque !

M. Jules Ferry s'était joint aux nouveau-venus, disant au concierge : « Vous me reconnaîtrez désormais, *je suis d'ici !* » Comme on dit : « Je suis de la bande. » M. Léon Gambetta, qui avait tout d'une traite couru de l'Hôtel de Ville au ministère de l'Intérieur, y avait effectué une véritable marche triomphale : il était si heureux de trouver à qui parler, qu'il nommait quiconque se rencontrait sur son passage chef de division, chef de bureau, comme un roi qui fête sa bienvenue. Quant aux grades de sous-chefs, il les jetait à la tête des garçons de bureau ! Puis il s'était précipité sur les fils télégraphiques, destituant, remplaçant, réalisant le mot de Dupin : « Vous, vous n'êtes que menuisier ? sous-préfet ! Nous gardons les ébénistes pour les préfectures ! » C'était pantagruélique : dame ! depuis si longtemps que la République n'avait

point en table mise! Aussi, comme ils s'empiffrèrent, les goinfres : il n'a fallu rien moins que la Commune pour les désaoûler !... Et je les crois, parole d'honneur, si désaoûlés,... qu'ils recommenceraient!

....

Aussi, en voyant des fonctionnaires de l'Empire tomber dans ces *nopces et festins*, les gens de la maison furent épouvantés : il avait fallu si peu de temps pour transformer ce ministère en un milieu de cabanons!... Les Chevreau allaient se croire à Bedlam ou à Charenton dont le nom convient si bien aujourd'hui à la capitale de la France!...

— « N'entrez pas, dit vivement le concierge à l'ex-directeur général, ils sont tous là!...

— Qui cela, tous?

— Le Gouvernement!

— Eh bien! présentez-moi... au Gouvernement.

On annonce *le citoyen* Léon Chevreau.

— Qu'il entre! répond une voix cassée... celle de Warwick-Gambetta.

— M. Gambetta, dit assez brusquement M. Léon Chevreau, j'ai oublié ici des objets personnels, je voudrais les reprendre et l'on me refuse l'entrée de mon bureau.

— Comment, Monsieur? Mais entrez donc chez vous...

Le cabinet du ministre de l'Intérieur était occupé par Gambetta, assis dans le fauteuil, encore chaud, de l'ex-excellence. Dans un autre fauteuil, à côté, M. Ernest Picard; sur une chaise, en costume de garde na-

tional, M. Laurier et, debout contre la cheminée, dans une tenue... de café du *Crapau volant*, le citoyen Pipe-en-Bois...

M. Léon Chevreau, tout en enlevant les objets convoités, se reprochait d'être parti si brusquement et sans avoir remercié Gambetta.

« Ces gens-là, se disait-il, à mon manque de procédé, vont me prendre pour... un des leurs. »

Il rentre donc, et adresse des remercîments à Gambetta, qui lui dit :

« M. Léon Chevreau, je ne vous connaissais pas ; mais ma foi, le peu que je vous ai vu me donne le regret de vous quitter : où allez-vous ?

— Je rejoins l'Impératrice.

— Pourquoi ? Qu'irez-vous faire à l'étranger ? Que ne servez-vous la France ? Restez avec nous, vous nous aiderez ! Nous en avons bien besoin... ajouta-t-il avec bonhomie.

Ces républicains, tous... gâcheurs, pas un... architecte.

— Que me demandez-vous, Monsieur ? répond M. Léon Chevreau ; que je me déshonore ? Non ! vous le comprenez bien, je pars... *parce que vous êtes, vous, ici !*

— Tenez ! M. Chevreau, reprend Gambetta qui s'est levé, je ne vous connaissais guère ; ce langage vous honore ; vous avez raison ; partez, mais... votre main ?...

Et le futur dictateur ouvre, toute large, sa main

qu'il présente à M. Chevreau ; celui-ci, pris au piége d'une *scène de sentiment*, donne sa main.

Après Gambetta, M. Ernest Picard, lui aussi, se lève :

« M. Chevreau, c'est bien! c'est très-bien! votre main?... »

La main donnée à M. Ernest Picard, M. Chevreau qui se croit... débarrassé, fait mine de se retirer, mais, comme un diablotin de sa boîte, M. Laurier se dresse et dit :

« M. Chevreau, c'est beau, cela! c'est bien! C'est d'un honnête homme ! Votre main! »

La malheureuse victime... de l'honneur suffoquait d'un rire intérieur qui allait l'étouffer, lorsque, tout à coup, de la cheminée, un grand diable de bras se développe, s'abat, horizontal et nerveux; au bout du bras, large, maigre et... sale, une main s'ouvre et « s'épate, » tandis que des profondeurs de bottes éculées monte une voix fêlée et parfumée... d'absinthe : et comme si la *Statue du Commandeur* eût changé... de théâtre, la grande, svelte et maigre silhouette de Pipe-en-Bois qui grelottait à la cheminée, répète d'un ton de castrat sous forme d'écho :

« M. Chevreau... votre main!

Pour le coup, M. Chevreau court encore...

XXI

Le lundi 5, dès 4 heures du matin; le citoyen comte de Kératry, accompagné d'Antonin Dubost, son *surveillant*, arrivait en fiacre, — aux Tuileries; deux agents étaient avec eux.

Il fit demander le régisseur : M. Galy se présenta encore endormi et sous le coup de son affollement de la veille.

— Je suis, lui dit le citoyen comte de Kératry, je suis le Préfet de police.

— Le Préfet de police? répliqua M. Galy en écarquillant ses yeux, et de quel gouvernement?

— Je suis le Préfet de police du Gouvernement de la Défense nationale, riposta le citoyen comte de Kératry.

Et ouvrant sa redingote, il montra autour de son corps la fameuse ceinture... de M. Piétri... la ceinture *judiciairement* historique...

— Conduisez-moi au cabinet de l'Empereur, reprit le préfet Kératry.

— Au cabinet de l'Empereur? Pourquoi faire?

— Pour enlever ses papiers...

On aurait pu s'attendre que M. Galy, qui avait été comblé d'amitié et de marques de confiance par Leurs Majestés, refusât de se prêter à l'office d'*indicateur*, de basset de ces chasseurs de scandales, et que tout hon-

teux d'aller fureter dans les secrets de son souverain, de son bienfaiteur, il répondit :

« Ah! vous êtes, vous, Préfet de police de la Défense nationale : Eh bien! moi, je suis ancien serviteur de maîtres que je n'aiderai pas à dépouiller. Cherchez un autre... misérable pour ce métier...

*
* *

Non! M. Galy conduisit le préfet Kératry dans le cabinet de Napoléon III, indiqua les six cartons verts dans lesquels étaient enfermés les secrets personnels du souverain, les papiers intimes, les preuves de ses générosités envers tous et aussi des lâchetés de bien des gens, enfin tout ce que la pudeur, — même la pudeur républicaine, — commandait de laisser dormir dans le calme et l'oubli d'un règne disparu! Alors, après qu'on eût forcé les cartonniers, M. Galy aida le préfet Kératry à transporter les six cartons dans le fiacre, puis l'ex-serviteur de Napoléon III se fit le cicérone des déterreurs de cadavres, des fureteurs policiers, des vide gousset de l'Empire, et il les conduisit jusque dans la chambre de l'Impératrice... Ah! un gentleman... La chambre d'une femme est sacrée! Vitement et du premier coup, le citoyen comte de Kératry s'est jeté sur le coffret en lapis lazzuli (estimé de 60,000 à 80,000 fr.) qui contient les portraits miniatures de la famille impériale. (Voir le récit du comte de Kératry, le *Quatre Septembre*, page 22.) « Les seuls bojets en-

levés par moi sont *de minces* souvenirs, qui n'avaient de valeur que pour elle, dit-il. »

M. de Kératry vida le coffret, examinant, un à un, les portraits : soudain passant sa main sur son visage, il resta, une seconde, pensif et comme sous le coup d'une violente impression... puis il laissa échapper ces mots : « Ah ! c'est affreux ! »

Un reste de sang de gentilhomme lui était monté du cœur au front !

Le préfet de Kératry ferma le coffret dont il mit la clé dans sa poche.

— Monsieur Galy, dit-il ensuite, prenez ce coffret, je vous le confie ; mais apportez-le-moi, vous même, aujoud'hui, à midi, à la Préfecture de police, je le ferai parvenir à l'Impératrice dès que je connaîtrai le lieu où elle s'est réfugiée.

Nous ne doutons pas que le comte de Kératry n'ait tenu parole...

*
* *

Au moment où le préfet de Kératry allait remonter dans son fiacre, dans lequel il emportait assez... *de pièces à conviction* pour être sûr de *rester quelque chose* sous tous les régimes, voire celui-ci, M. le vicomte de La Ferrière pénétrait dans les Tuileries et essayait en vain d'entrer chez lui : on sait que M. le vicomte de La Ferrière logeait auprès de l'Empereur.

Un factionnaire bourru défendait la porte.

— Il faut pourtant bien que j'entre changer de linge.

— Ça ne me regarde pas.

— Pardon ! si ce n'est pas encore dans celles du nouveau pouvoir, c'est resté dans mes habitudes.

— Parlez au Préfet de police, le voilà là-bas.

M. le vicomte de La Ferrière faisant quelques pas vers M. de Kératry, qu'il *avait eu l'occasion de rencontrer plus d'une fois chez l'Empereur*, *et avec qui même il s'était assis à table*, *aux Tuileries* (M. le vicomte de La Ferrière était précisément de service certain dimanche où le comte de Kératry, sur les instances et insistances du général Fleury (on se trompe quelquefois, n'est-ce pas, général?) et de M. de Galliffet, reçut au palais des Tuileries, *des mains de l'Empereur*, *et... avec quels témoignages de reconnaissance* ! la croix de la Légion d'honneur.) M. le vicomte de la Ferrière faisant donc quelques pas vers M. de Kératry, lui dit :

« Il paraît que vous êtes Préfet de police ?

— Oui, monsieur le vicomte.

— Eh bien ! permettez donc que j'entre chez moi ; j'ai besoin de linge, et je voudrais faire ma malle...

— Vous n'avez rien de suspect chez vous ?

— Mon Dieu ! j'y ai tout simplement mes registres relatant les chiffres de secours donnés par l'Empereur et les noms des nombreux destinataires ; quant à mes papiers personnels, j'ai eu la précaution, hier, de les enlever ; ils sont à présent bien à l'abri, croyez-moi !...

— Alors, entrez chez vous et prenez ce que vous voudrez.

*
* *

On a dit, et je veux bien le croire, que le Quatre Septembre, copiant le 24 février 1848, avait proscrit le vol et partout écrit... *mort aux voleurs !*

Écrit... au crayon, sans doute, car les tableaux du vicomte de La Ferrière, ses objets d'art ont disparu sans espoir de retour !

Usant de la permission, le vicomte fit donc déposer dans une malle par son valet de chambre, six chemises, des chaussettes, des faux-cols et quelques mouchoirs; pas autre chose.

Puis il fit charger cette malle et se dirigea vers le guichet pour sortir.

— On ne passe pas, citoyen ! dit la sentinelle (1).

— Mais, intervint M. le vicomte de La Ferrière, votre préfet de police m'a autorisé à partir.

— Non ! non ! s'écria le chef du poste, qui était accouru, suivi de tous les honnêtes défenseurs de la propriété : « Il emporte les trésors de la France ! »

— Moi ! objecta M. de La Ferrière, détrompez-vous, Messieurs, je n'emporte que six chemises, des faux-cols, des...

— On ne passe pas, interrompit le chef de poste, « c'est les trésors de la France ! »

— Allons ! dit ironiquement M. le vicomte de La Ferrière, en s'adressant à son valet de chambre, Louis,

1. Dès le 4 septembre, le gouverneur des Tuileries avait été remplacé par... un ex-fournisseur de l'Empereur, qui, de son comptoir de drapier, s'était *quasi* assis sur les marches du trône par lui tapissé...

dépose cette malle, ouvre-la et montre à ces Messieurs « les trésors de la France ! »

— Et Louis déficelant, ouvrant la malle, la soumettait à l'inspection des honnêtes gens... qui peut-être avaient décroché les tableaux du vicomte.

— Approchez ! oh ! approchez donc, Messieurs, disait celui-ci, avec un suprême ton de gouaillerie qu'accentuait davantage le parler lent et un peu traînard qui lui est habituel, approchez tous ; voyez ! contemplez bien « les trésors de la France ! »

Et de sa main gantée, il dépliait les chemises, répétant : « Voyez ! voyez un peu les trésors de la France ! » il frippait les mouchoirs, « cela encore, est-ce *les* trésors de la France ? » il soulevait, pour les laisser retomber indifféremment, les faux cols, reprenant, à chaque fois : « contemplez, contemplez un peu... les trésors de la France ! »

Il sortit enfin : Puis se ravisant, il revint sur ses pas, et avec mystère, il leur dit : Tenez ! un avis... là-bas, chez moi, il y a des registres : fouillez-moi cela vous y verrez ce que Napoléon III savait faire... « des trésors de la France ! »

XXII

Les frères Chevreau étaient partis, le soir, à 8 heures, pour la Belgique, sur la foi du secrétaire d'ambassade *si bien informé* par le baron de Rothschild.

A Bruxelles, ils coururent chez le ministre des affaires étrangères, le baron d'Anethan, qui leur assura que l'Impératrice n'était pas à Bruxelles et qu'on n'avait point signalé sa présence en Belgique.

Ils se rendirent à Anvers, pensant qu'Elle aurait pu s'embarquer là pour l'Angleterre. Aucune nouvelle !

Ils se rendirent en Hollande, à la Haye, où l'amitié si connue et si royalement dévouée de la Reine pour cette famille auguste leur faisait espérer que l'Impératrice aurait pu se réfugier ; « la reine ignorait ce qu'était devenue Sa Majesté. » M. Baudin, notre ministre, n'était pas mieux instruit.

Enfin, ils se rendirent à Ostende, où ils rencontrèrent le vicomte Clary et le capitaine de frégate Duperré, qui leur apprirent que le Prince Impérial était à bord d'un yacht en partance pour Londres.

Les frères Chevreau furent reçus par Son Altesse le Prince Impérial déjà si éprouvé et à qui sa rude destinée réservait les enseignements de l'école du malheur ; il était ferme, mais trés-inquiet sur l'Impératrice.

Enfin ils surent quelques jours après que Sa Majesté avait abordé, saine et sauve, à Hastings, et que là ils devaient aller Lui porter les consolations et l'appui d'un dévouement resté digne de toutes les sympathies.

L'Impératrice leur dit, en les recevant :

« Ah ! l'on ne me soutiendra plus que les cheveux peuvent blanchir en une nuit ! car voyez, les miens ne sont pas blancs et, pourtant, j'ai bien souffert !... »

*
* *

Et nous, Madame ! Et... la France !

Paris, mars 1872.

FIN

Poissy. — Typ. S. Lejay et Cie.



Nigra 171, 193.
Clotilde 176.

Poissy. — Typ. S. Lejay et Cie.



